

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE

SUR

L'ORGANISATION ET LE FONCTIONNEMENT

DU

MONT-DE-PIÉTÉ DE PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 27 octobre 1913, à 4 heures 1/2

PAR

JACQUES MARLIO

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. TRUCHY, professeur.

Suffragants : { MM. PERREAU, professeur.
ALLIX, agrégé.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

Léon TENIN, Directeur

1913

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE

SUR

L'ORGANISATION ET LE FONCTIONNEMENT

DU

MONT-DE-PIÉTÉ DE PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 27 octobre 1913, à 4 heures 1/2



PAR

JACQUES MARLIO

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. TRUCHY, *professeur.*

Suffragants : { MM. PERREAU, *professeur.*
ALLIX, *agréé.*

LIBRAIRIE

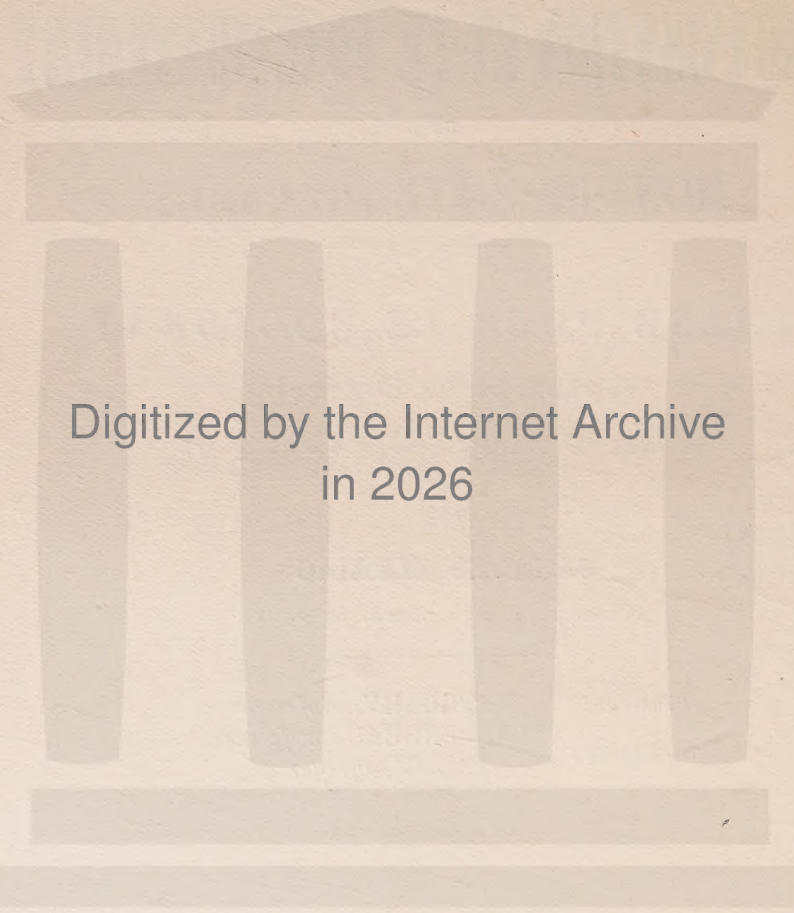
DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5°

Léon TENIN, Directeur

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551424_0002

ÉTUDE
SUR
L'ORGANISATION ET LE FONCTIONNEMENT
DU MONT-DE-PIÉTÉ DE PARIS

INTRODUCTION

« Le Mont-de-Piété de Paris est un établissement
« d'utilité publique créé dans le but d'effectuer des
« prêts sur nantissement d'effets mobiliers et sur va-
« leurs mobilières libérées au porteur. »

Telle peut être définie et telle est ainsi définie dans le *Manuel de législation, d'administration et de comptabilité* publié par M. Edmond Duval la vaste institution que nous nous proposons d'étudier dans ses détails, en faisant ressortir de façon spéciale le rôle joué par les Commissaires-Priseurs qui y sont attachés.

Dans la première partie de notre ouvrage, qui sera en quelque sorte son introduction, les origines his-

toriques du Mont-de-Piété de Paris retiendront tout d'abord notre attention ; après avoir passé en revue les diverses phases de son évolution historique, nous étudierons tout spécialement son organisation actuelle et le mécanisme des opérations qui y sont effectuées. Nous terminerons par une revue des Monts-de-Piété de province et des Monts-de-Piété étrangers les plus importants, en envisageant surtout, pour ces établissements, la manière dont sont organisées la prise et la vente, question qui nous intéresse particulièrement.

Dans la seconde partie, nous examinerons en détail la situation des Commissaires-Priseurs attachés au Mont-de-Piété de Paris et le rôle important qu'ils y jouent. Nous verrons s'il y a lieu d'accepter ou de rejeter les projets tendant à leur suppression. Nous discuterons la valeur des arguments mis en avant par les partisans de cette réforme ainsi que les résultats auxquels on aboutirait nécessairement si ce changement dans l'organisation actuelle du Mont-de-Piété était adopté.

Enfin dans une troisième partie qui sera en même temps notre conclusion, nous verrons si des retouches à l'organisation actuelle du Mont-de-Piété de Paris ne sont pas utiles, ni urgentes et nous indiquerons quelle est à nos yeux l'orientation qu'il faut donner à ces recherches de perfectionnement.

PREMIÈRE PARTIE

ORGANISATION DES MONTS-DE-PIÉTÉ, EN PARTICULIER DE CELUI DE PARIS

CHAPITRE PREMIER

Historique du Mont-de-Piété de Paris

§ 1. — PREMIÈRE PÉRIODE : DE LA FONDATION (1777) A LA FERMETURE DE L'ÉTABLISSEMENT EN 1795.

L'origine du Mont-de-Piété de Paris (1) remonte à l'année 1777 : la nécessité de sa fondation était enfin apparue. Un projet fut élaboré sous le règne de Louis XVI, il devait aboutir aux lettres-patentes données à Versailles le 9 décembre 1777 et enregistrées au Parlement le 12 du même mois.

Les pays étrangers, spécialement l'Italie et les

1. Voir pour l'historique du Mont-de-Piété de Paris la notice publiée en tête du *Manuel de législation, d'administration et de comptabilité du Mont-de-Piété de Paris*, par Edmond Duval.

Pays-Bas, n'avaient pas attendu si longtemps pour voir prospérer chez eux des établissements charitables analogues.

Dès 1462, nous trouvons en Italie le premier « Mont-de-Piété ». C'est à cette date, en effet, qu'un moine du nom de Barnabé de Terni fondait à Pérouse le premier établissement de ce genre. Il l'intitula « Monte di Pieta », c'est-à-dire « Banque de la Piété » pour exprimer à la fois l'objet de son institution et le sentiment charitable qui avait poussé à sa création. Le nom devait rester, dans la suite, aux établissements de prêts sur nantissements.

Successivement, d'autres villes italiennes suivirent l'exemple de Pérouse. Ces créations ne se faisaient pas cependant sans difficultés. Les Juifs, contre qui ces institutions étaient plus ou moins dirigées, cherchèrent à persuader que les Monts-de-Piété étaient des établissements où se pratiquait l'usure, sous le couvert de la bienfaisance. Certains religieux s'unirent à eux pour propager cette opinion, si bien que le pape Léon X dut intervenir lui-même. En 1515, il autorisait par décret l'établissement des Monts-de-Piété, à condition toutefois qu'il ne pourrait y être exigé d'intérêt que jusqu'à concurrence des frais d'administration.

Immédiatement après, un Mont-de-Piété s'établissait à Rome ; il devait prospérer rapidement et servir, dans la suite, de modèle à beaucoup d'autres.

De même les principales villes des Pays-Bas virent élever, à cette époque, des Monts-de-Piété qui remplacèrent les « Lombards », établissements de prêts sur gages où l'on percevait des intérêts usuraires.

Néanmoins, ce mouvement en faveur des Monts-de-Piété ne fut pas suivi immédiatement par la France. Plusieurs de nos villes (1) possédaient bien alors des établissements de prêts sur gages, mais ces villes étaient encore sous la domination des rois d'Espagne ou des Papes.

Au xvii^e siècle, plusieurs tentatives de création de Monts-de-Piété furent faites, il est vrai, en France ; aucune ne devait aboutir.

L'opinion, très divisée sur les mérites de leur institution, se montra longtemps hostile à leur établissement. Les usuriers de profession, connus sous le nom de « Lombards », n'étaient pas étrangers à la direction donnée à ce mouvement d'opinion. Ils voyaient, en effet, dans la concurrence désintéressée des premiers Monts-de-Piété, un très grand danger pour leur commerce.

Nous devons signaler, cependant, la plus sérieuse de ces tentatives : celle du gazetier-médecin Renaudot, qui, sous le ministère de Richelieu, parvint à

1. Avignon (1577), Carpentras (1612), Sedan (1615), Nancy (1630), Apt (1674), Beaucaire (1583), Aix (1635), Tarascon (1676), Angers (1684), Montpellier (1684), Marseille (1696).

organiser une véritable maison de prêt sur gages. Celle-ci, bien vue par les pouvoirs publics et sagement administrée, devint vite florissante, mais la popularité de Renaudot lui suscita de nombreux ennemis et, à la mort de Richelieu, défense lui fut faite de continuer à prêter sur gages.

Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, la nécessité d'établir un Mont-de-Piété à Paris fut enfin reconnue. Un projet fut établi, il aboutit aux lettres patentes de 1777.

L'organisation donnée par celles-ci au Mont-de-Piété devait se perfectionner peu à peu ; mais, dès les débuts, la prospérité de l'établissement se manifesta. Ce succès rapide était dû, en grande partie, à la modération de l'intérêt perçu : 2 deniers par livre par mois (soit 10 % par an), auxquels il fallait ajouter seulement un denier pour livre de droit de prise (soit 0, 416 %).

Mais un danger découlait d'une telle réussite : serait-il possible de trouver toujours les fonds nécessaires aux prêts qui devenaient de plus en plus nombreux ? Les lettres patentes signées à Versailles le 7 août 1778 et le 25 mars 1779, qui autorisaient le Mont-de-Piété à emprunter, tirèrent la Direction d'embarras.

Mentionnons dès maintenant que l'appréciation et la vente des nantissements mis en gage furent faites, dès la création du Mont-de-Piété de Paris, par des

Huissiers-Priseurs, et que, dès l'origine également, la Communauté des Huissier-Priseurs fût garante de l'évaluation des gages vis-à-vis de l'Administration.

Le service de l'appréciation et des ventes fut confié d'abord à l'ensemble des Huissiers-Priseurs du département de la Seine. En 1779, le service tournaire fut supprimé et le nombre des Huissiers-Priseurs attachés à l'établissement porté à 12, puis, peu de temps après, réduit à 8.

De même, il est utile que nous signalions le rôle joué par ceux qui devaient être appelés plus tard les « Commissionnaires au Mont-de-Piété ». Ces auxiliaires du Mont-de-Piété servaient d'intermédiaires entre les personnes qui, désireuses d'emprunter, préféraient ne pas se rendre elles-mêmes à cet effet au siège de l'Administration. Leur concours fut d'abord bénévole, mais, afin d'éviter des abus qui se produisirent dès le début, le Mont-de-Piété dut les reconnaître. Leur profession fut alors strictement réglementée, leur nombre limité à 20, puis, en 1783, réduit à 12; un tarif des droits qu'ils pouvaient percevoir fut établi. Le montant des engagements faits par leur entremise atteignit vite 40 % environ du trafic général.

Après une marche ascendante jusqu'en 1789, le mouvement des affaires du Mont-de Piété diminua peu à peu. En l'an IV, les opérations cessèrent même

complètement. La Révolution doublée de l'émigration qui entraîna avec elle beaucoup de gens riches fut la cause de cette fermeture momentanée.

§ 2. — DEUXIÈME PÉRIODE : 1795-1805,
PÉRIODE DITE « DES ACTIONNAIRES »

La fermeture du Mont-de-Piété ne devait pas être de longue durée. Le 21 pluviôse an V, sa restauration était en effet décidée, mais sur une base d'organisation un peu différente de celles de 1777.

La direction fut confiée à cinq administrateurs des Hospices auxquels on adjoignit cinq administrateurs choisis parmi les porteurs des actions qui furent émises en vue d'alimenter les besoins de l'établissement. En rémunération de leurs services les actionnaires touchaient la moitié des bénéfices nets, déduction faite des frais de régie.

Les nouveaux appréciateurs, garants solidairement entre eux de leurs estimations, furent tenus de déposer un cautionnement dans les caisses du Mont-de-Piété. Ils furent choisis parmi les anciens Huissiers-Priseurs.

Depuis la réouverture du Mont-de-Piété jusqu'au 7 brumaire an VIII le rôle des Commissionnaires fut très restreint ; les maisons de prêt qui s'étaient établies pendant la fermeture du Mont-de-Piété leur firent durant cette période une très redoutable concurrence.

Nous verrons l'activité du Mont-de-Piété reprendre le 7 brumaire an VIII par le fait que les prêts furent autorisés sans condition de maximum.

Un nouvel essor fut également donné aux affaires par la création d'une succursale de l'Administration dans la rue Vivienne. L'ouverture au public de cette succursale eut lieu le 1^{er} fructidor an VIII ; le bon résultat de la mesure se fit immédiatement sentir.

A partir de cette époque, un mouvement très net se dessina contre les maisons de prêts qui subsistaient toujours malgré leurs abus ; l'idée du monopole du prêt sur gages progressait rapidement.

Aussi plusieurs projets de réorganisation du Mont-de-Piété de Paris furent présentés et étudiés ; ils devaient aboutir d'abord à la loi de pluviôse an XII par laquelle il fut décidé qu'aucune maison de prêt sur nantissement ne pourrait être établie qu'au profit des pauvres avec l'autorisation du Gouvernement, et que les maisons de prêts existantes devraient être fermées sous peine de contravention dans un délai de six mois au maximum.

Le décret du 24 messidor an XII déterminait les bases de l'institution projetée. Le Mont-de-Piété de Paris serait régi au profit des pauvres, un Conseil d'administration serait formé, qui proposerait au ministre de l'Intérieur les règlements nécessaires pour la marche et l'amélioration de l'Administration.

Enfin deux décrets en date du 8 thermidor an XIII

approuvèrent les projets proposés par le Conseil d'Etat. Le premier interdisait aux prêteurs de recevoir aucun dépôt et de faire aucun prêt sur nantissement et leur ordonnait en outre d'opérer leur liquidation dans l'année de la fermeture de leurs maisons. Le second visait uniquement le Mont-de-Piété de Paris : il le plaçait sous l'autorité du Ministre de l'Intérieur et du Préfet de la Seine.

L'installation de la nouvelle administration eut lieu à Paris le 14 thermidor an XIII.

La période dite « des Actionnaires » était terminée ; elle avait duré huit ans et deux mois durant lesquels la situation financière de l'établissement n'avait cessé de prospérer. Ces résultats étaient dus en grande partie aux administrateurs-actionnaires qui avaient fortifié l'établissement de leur crédit personnel et qui par leur bonne gestion lui avaient concilié la confiance publique, au point que le Mont-de-Piété était devenu la première et la plus solide institution de crédit de l'époque.

§ 3. — TROISIÈME PÉRIODE : RÉGLEMENTATION DE THERMIDOR AN XIII ET DE JANVIER 1834

Le nouveau régime adopté en l'an XIII modifiait considérablement la situation des Commissaires-Pri-seurs attachés au Mont-de-Piété, ainsi que la régle-

mentation des cautionnements au versement desquels étaient astreints les chefs et les employés chargés du maniement des deniers.

De même fut modifiée la réglementation des bonis provenant de la vente aux enchères des objets mis en gage. Jusqu'alors ces bonis étaient tenus à la disposition des ayants droit jusqu'à réclamation. Les administrateurs, afin d'éviter les inconvénients de ce système, avaient proposé de frapper de prescription les bonis qui n'auraient pas été retirés dans les dix ans de la date des reconnaissances. Mais le Conseil d'État fut encore plus radical : il abaissa à trois ans le délai pendant lequel les bonis devaient être conservés à la disposition des personnes à qui appartenaient les reconnaissances correspondantes. Ce principe subsiste encore aujourd'hui, aucun changement n'y a été apporté.

Le nombre des Commissaires-Priseurs attachés au Mont-de-Piété fut d'abord fixé par le Conseil d'administration à 12, puis, par suite de l'augmentation des opérations, il fut porté le 7 octobre 1805 à 14.

Vers la fin de l'Empire et au commencement de la Restauration reparurent quelques prêteurs sur gages ; mais, poursuivis à outrance par les tribunaux, ils n'exercèrent aucune influence sur les opérations. Après 1814, celles-ci prirent un nouvel essor : en 1817, les engagements s'élevèrent au chiffre de 1.092.594 pour une somme de 18.642.281 francs.

Une ordonnance du Roi en date du 12 janvier 1831 réorganisa l'administration du Mont-de-Piété sur de nouvelles bases. Elle institua un conseil composé du Préfet de la Seine, Président, du Préfet de Police, de 4 membres du Conseil des Hospices de Paris, de 2 membres du Conseil général de la Seine, d'un membre de la Chambre de Commerce de Paris et d'un régent de la Banque de France. Sous l'autorité de ce Conseil, un Directeur général fut chargé de la surveillance de tous les services.

La création des bureaux auxiliaires de prêt direct, prévue par l'article 3 des lettres patentes du 9 décembre 1777, avait été longtemps retardée ; grâce à l'intervention du Directeur du Mont-de-Piété Delaroche, le premier de ces bureaux vit le jour le 14 octobre 1839. Les beaux résultats obtenus déterminèrent aussitôt l'ouverture de plusieurs autres bureaux auxiliaires.

§ 4. — QUATRIÈME PÉRIODE : DE 1851 A NOS JOURS

Le 24 juin 1851, sur l'initiative du Gouvernement, une loi modifiant l'organisation des Monts-de-Piété en France fut votée. Elle fut complétée, le 24 mars de l'année suivante, par un décret spécial au Mont-de-Piété de Paris, ayant pour objet la création d'une Direction responsable agissant sous le contrôle d'un conseil de surveillance.

En conférant au Directeur une responsabilité plus grande, ce décret lui donnait également un pouvoir d'initiative beaucoup plus étendu dont l'exercice devait profiter aux emprunteurs ainsi qu'à l'établissement.

L'extension des bureaux auxiliaires fut la première besogne importante à laquelle s'attacha la nouvelle Direction ; l'empressement du public à s'en servir justifiait complètement cette mesure. Trois nouveaux bureaux furent ouverts en janvier 1857, dix autres en janvier 1858, deux en janvier 1859, trois en janvier 1860, quatre en janvier 1869.

Ces adjonctions successives portaient à vingt-quatre le nombre des bureaux auxiliaires de prêt direct.

Le chiffre des affaires faites par ces bureaux atteignit rapidement 80 % du chiffre total des opérations du Mont-de-Piété.

Par un décret du 12 août 1863, fut limité à 500 fr., sur la demande des Commissaires-Priseurs, le maximum des prêts qui étaient faits dans les bureaux auxiliaires du Mont-de-Piété, mais, par contre, les Commissaires-Priseurs furent mis en demeure de décharger les agents de l'Administration de la prise des gages qui y étaient présentées. Désirant éviter l'augmentation du nombre des Commissaires-Priseurs, le Préfet de la Seine Haussmann les autorisa à avoir dans ces bureaux des représentants appelés assesseurs dont ils seraient responsables et dont les traitements seraient à leur charge.

Les magasins se trouvaient alors regorger de marchandises ; une deuxième succursale dut être construite. Elle fut inaugurée en 1862.

Peu de choses sont à signaler dans la période suivante, si ce n'est un arrêt presque complet des affaires pendant la guerre franco-allemande de 1870-1871.

En 1887 devait, au contraire, se produire un événement très important dans l'histoire du Mont-de-Piété : la suppression des bureaux des Commissionnaires.

Depuis longtemps déjà la Direction du Mont-de-Piété et le conseil de surveillance étaient d'avis d'opérer cette réforme. Le conseil de surveillance ne voulut pas cependant, ainsi que le proposait le Conseil Municipal, supprimer les Commissionnaires sans les dédommager : une pension viagère leur fut accordée.

Le 2 août de la même année 1887, fut abrogé le décret qui limitait le maximum des prêts à accorder dans les bureaux auxiliaires.

Le 25 juillet 1891 fut promulguée la loi qui autorise le Mont-de-Piété de Paris à faire des avances sur valeurs mobilières au porteur ; celle-ci était à l'étude depuis 1888 et avait été motivée par le développement continu des valeurs mobilières en France. Le fractionnement des titres par quarts, cinquièmes ou sixièmes avait, en effet, permis depuis quelques années à la petite épargne de recourir à ce mode de placement. Le seul inconvénient était alors pour ces

possesseurs de titres que la vente forcée dans un moment de gêne pouvait leur occasionner une perte sensible, les cours des valeurs à cette époque précise pouvant être défavorables.

La loi nouvelle donnait aux petits rentiers, aux petits commerçants, aux ouvriers, aux employés possesseurs de quelques titres, le moyen d'emprunter, dans un cas urgent, avec toute garantie et de rentrer plus tard en possession de leurs valeurs sans de trop lourds sacrifices.

C'était également pour le Mont-de-Piété une source de nouvelles opérations et par cela même de nouveaux bénéfices. Aussi ce service s'est-il développé rapidement et est maintenant une branche assez importante de cette Administration.

Depuis lors, aucune modification intéressante n'est à signaler. Disons simplement que l'institution dont nous venons de retracer la genèse a continué à progresser méthodiquement et normalement.

Tel est résumé aussi succinctement que possible l'historique du Mont-de-Piété de Paris.

CHAPITRE II

Organisation actuelle du Mont-de-Piété de Paris

Nous venons de rappeler les origines historiques du Mont-de-Piété de Paris ; nous avons suivi au jour le jour ses progrès ; nous avons mentionné les modifications générales les plus importantes apportées à son fonctionnement depuis sa fondation.

Il est utile maintenant, en vue de l'étude que nous nous proposons, de fixer de façon plus précise les grandes lignes de son organisation actuelle.

§ 1. — PRÊTS SUR NANTISSEMENTS D'EFFETS MOBILIERS

Le Mont-de-Piété de Paris, établissement d'utilité publique, créé dans le but d'effectuer des prêts sur nantissement d'effets mobiliers et sur valeurs mobilières libérées au porteur est régi au profit des pauvres. Quant aux règles de comptabilité, il est assimilé aux établissements de bienfaisance.

Placée sous l'autorité du Préfet de la Seine et du Ministre de l'Intérieur, son administration est confiée à un Directeur responsable, sous la surveillance d'un Conseil.

Aux termes de la loi du 16 pluviôse an XII et de l'article 411 du Code pénal, aucune autre maison de prêt sur nantissement ne peut être établie à Paris sans l'autorisation du Gouvernement ; ce monopole ne s'étend pas cependant au prêt sur titres.

L'établissement du Mont-de-Piété de Paris se compose du chef-lieu, de trois succursales et de vingt-deux bureaux auxiliaires. Le chef-lieu est le siège de l'Administration où se concentrent toutes les opérations de comptabilité et dans le magasin duquel sont déposés les objets engagés au chef-lieu même et où sont transportés chaque jour les gages provenant de divers bureaux auxiliaires rattachés au chef-lieu. Les succursales sont pourvues de bureaux et de magasins particuliers. Dans ces magasins sont déposés également les gages de ces succursales et ceux provenant des bureaux auxiliaires qui sont rattachés à ces succursales. Les bureaux auxiliaires fonctionnent, au contraire, dans des locaux ne comportant pas de magasins.

Le Conseil de surveillance, institué par décret du 24 mars 1852, est composé du Préfet de la Seine, du Préfet de police, de trois membres du Conseil municipal, de trois membres pris soit dans le Conseil de surveillance de l'Assistance Publique, soit parmi les administrateurs des bureaux de bienfaisance et de trois citoyens domiciliés dans Paris.

Il est appelé à donner son avis sur :

- 1° Les budgets et les comptes ;
- 2° Les projets de travaux neufs, de grosses réparations ou de démolition ;
- 3° L'acceptation ou la répudiation des dons et legs faits au Mont-de-Piété ;
- 4° Les actions judiciaires et les transactions ;
- 5° La fixation du taux de l'intérêt des prêts et des emprunts ;
- 6° Les règlements du service ;
- 7° Les cahiers des charges des adjudications de travaux et de fournitures, et en général tous les actes de propriété et de gestion qui intéressent l'établissement.

Le Directeur, nommé par le Ministre de l'Intérieur, est placé hiérarchiquement sous l'autorité du Préfet de la Seine. Ses attributions sont purement administratives.

Il est chargé, en cette qualité, et sous sa responsabilité personnelle, de la surveillance et de la police des services intérieurs et extérieurs de l'établissement, de la surveillance particulière des bureaux et de leur organisation, enfin de l'exécution et du maintien des lois, des règlements généraux ou décisions particulières émanées du Ministre de l'Intérieur ou du Préfet, concernant la régie du Mont-de-Piété.

Il a sous ses ordres tout le personnel de l'Administration.

C'est à lui qu'appartient le droit d'accorder des

sursis à la vente des objets mis en gage. A défaut de sursis, il fait procéder à la vente des articles qui n'ont pas été dégagés ou renouvelés dans les délais fixés par le règlement, sauf autorisation du Président du Tribunal Civil.

Le Directeur est secondé dans ses fonctions par un secrétaire général spécialement chargé de tout ce qui concerne le personnel ; il a sous ses ordres directs un caissier-comptable qui a pour mission d'opérer toutes les recettes et d'acquitter toutes les dépenses de l'établissement, un inspecteur à qui est confiée la surveillance générale des bureaux auxiliaires. Se trouvent également sous ses ordres d'autres chefs de service, notamment : le chef de la comptabilité, le chef des engagements, le chef des magasins, le chef des titres, les contrôleurs des succursales, le chef du dépôt de ventes. Sous les ordres directs du secrétaire général se trouve le chef du matériel.

Les Commissaires-Priseurs attachés au Mont-de-Piété constituent, à côté de la Direction, un des rouages les plus importants de l'établissement.

Ils sont nommés par le Préfet de la Seine sur présentation en nombre triple, faite conjointement par la Chambre des Commissaires-Priseurs du département et par les Commissaires-Priseurs attachés au Mont-de-Piété.

Ils sont chargés de faire l'estimation des objets offerts en nantissement et de procéder, lorsqu'il y a

lieu, aux ventes mobilières dans les formes indiquées par les règlements.

Chaque jour ils vérifient les nantissements provenant des bureaux auxiliaires où les estimations sont faites par des assesseurs choisis et payés par eux.

Il est alloué aux Commissaires-Priseurs pour honoraires de prisée un droit déterminé par quotité sur le montant en principal du prêt fait en conséquence de leur estimation. Ce droit est fixée au commencement de l'année pour l'année entière par le Préfet de la Seine, sur la proposition du Directeur et l'avis du conseil de surveillance.

Il est alloué également aux Commissaires-Priseurs pour honoraires et frais de vente un droit réglé par quotité sur le montant du produit des ventes.

Ce droit est fixé également au commencement de chaque année pour toute l'année par le Préfet de la Seine, sur la proposition du Directeur et l'avis du conseil de surveillance. Ce droit est à la charge des adjudicataires et perçu en sus du montant des adjudications.

∴

Examinons maintenant successivement les opérations diverses auxquelles donne lieu le prêt direct.

Tous les objets présentés en nantissement au Mont-de-Piété sont préalablement estimés par les Commis-

saires-Priseurs-Appréciateurs attachés à l'établissement.

Le montant des sommes à prêter est réglé quant aux nantissements composés soit d'argenterie, soit de bijoux en or et en argent aux quatre cinquièmes de leur valeur, et quant à tous autres objets aux deux tiers du prix de leur estimation.

Le minimum des prêts est fixé pour tous les établissements à la somme de trois francs, le maximum est illimité.

Les prêts sont accordés pour un an avec faculté pour les emprunteurs de retirer leurs gages avant le terme ou d'en renouveler l'engagement à l'échéance dudit terme.

Les nantissements qui n'ont pas été dégagés ou qui n'ont pas été l'objet d'un renouvellement avant l'expiration du délai stipulé dans l'engagement sont vendus à la requête de l'Administration qui, sur le produit de la vente, se rembourse ce qui lui est dû en principal, intérêts et accessoires.

Les excédents ou bonis qui n'ont pas été retirés dans les trois ans de la date des reconnaissances ne peuvent être réclamés, ils sont prescrits.

Lorsque la somme prêtée est remise à l'emprunteur, il lui est délivré en même temps une reconnaissance de l'objet engagé. Cette reconnaissance est au porteur ; elle contient la désignation du nantisse-

ment, la date, le montant et les conditions du prêt ainsi que l'estimation.

Le taux des droits à payer par les emprunteurs se compose de l'intérêt des sommes prêtées, des frais de manutention et d'assurance des nantissements et d'autres frais généraux de régie. Il est fixé par arrêté préfectoral, sans que le taux de 12 % puisse être dépassé.

*
..

Les opérations d'engagement en ce qui concerne l'appréciation et les écritures s'effectuent dans l'ordre suivant, que l'usage a fait adopter comme le meilleur et le seul pratique, savoir :

- 1° Estimation des gages ;
- 2° Offre et acceptation des prêts ;
- 3° Établissement des bulletins de prise ;
- 4° Expédition des reconnaissances ;
- 5° Inscriptions diverses au registre de dépôt ;
- 6° Production des justifications réglementaires par l'emprunteur ;
- 7° Paiement des prêts et délivrance des reconnaissances, ou suspension des paiements et délivrance des bulletins de prêts suspendus, ou annulation des engagements et restitution des gages.

Il y a lieu d'étudier séparément et successivement ces diverses opérations afin d'en mieux montrer le

mécanisme. Prenons par exemple un des articles les plus usuels : une montre, sur laquelle son propriétaire veut faire un emprunt au chef-lieu de l'Administration.

L'« emprunteur » se présente au guichet et remet sa montre à un employé de l'Administration dénommé « garçon de prisée ». Cet employé qui est l'intermédiaire entre l'emprunteur et l'appréciateur passe la montre au « Commissaire-Priseur » de service qui l'examine et fait une offre que le garçon de prisée transmet à l'emprunteur. Il n'y a jamais aucun rapport direct entre l'emprunteur et l'appréciateur.

Trois hypothèses peuvent alors se présenter :

1° L'emprunteur refuse l'offre; l'article lui est dans ce cas rendu sans aucune formalité;

2° L'emprunteur accepte l'offre, mais il n'a pas besoin de toute la somme offerte; dans ce cas il est fait droit à sa demande, à la condition toutefois qu'elle ne soit pas inférieure au tiers de l'offre;

3° Enfin l'emprunteur accepte la somme totale qui lui est offerte.

L'opération devient alors définitive; le Commissaire-Priseur dicte à un employé dénommé « bulletiniste » la désignation du gage qui est inscrite sur un bulletin d'engagement. Ce bulletin, une fois rempli, est remis au Commissaire-Priseur-Appréciateur qui le signe en faisant précéder sa signature du montant en toutes lettres de la somme prêtée. Par ce

fait, il engage sa responsabilité, celle de ses confrères appréciateurs comme lui et, en outre, celle de la Compagnie tout entière des Commissaires-Priseurs au Département de la Seine.

Le bulletin d'engagement une fois signé est transmis à l'« emballeur » qui le vérifie et le contrôle, afin de s'assurer que la désignation est exactement faite et bien conforme à la composition et à l'état du gage.

Cette vérification terminée, l'opération se divise en deux parties : la première a trait aux formalités à remplir pour remettre à l'emprunteur le montant du prêt qui lui a été consenti ; la seconde consiste à emballer le gage et à le transporter dans le magasin, où il restera, jusqu'à sa sortie du Mont-de-Piété.

Première partie : L'emprunteur a accepté l'offre faite ; on appelle son numéro d'ordre, numéro qui est le même que celui qui accompagne le gage et qui correspond à celui du bulletin d'engagement. A l'appel de son numéro, il se présente à l'employé qui tient le registre d'engagement et à qui il donne ses nom, qualités, profession et demeure. Si le prêt est inférieur à 49 francs, il n'a aucune justification à fournir ; il donne sa signature sur un registre où l'on a transcrit la désignation du gage et en face de cette désignation ; on lui remet le montant du prêt avec la reconnaissance, portant la date de l'engagement,

le montant et la désignation du prêt; pour lui l'opération est terminée.

Si le prêt est supérieur à 19 francs, on remplit les mêmes formalités que ci-dessus, mais, en outre, l'emprunteur doit fournir les justifications de son domicile, et de son identité (carte d'électeur, patente, quittance de loyer, police d'assurance, livret d'ouvrier, etc.); les justifications faites, on lui remet sa reconnaissance et les fonds.

S'il ne peut fournir immédiatement ces justifications, on lui rend son gage ou, s'il le préfère, on lui remet un bulletin dit de « prêt suspendu » et l'opération est régularisée seulement lorsqu'il rapporte les pièces qui lui ont été demandées.

L'opération est ainsi terminée à l'égard de l'emprunteur qui pendant une année et même en pratique pendant dix-huit mois environ n'a plus à se préoccuper de son gage.

Deuxième partie : Nous avons laissé le gage entre les mains de l'emballeur; ce dernier, après l'avoir vérifié, le met dans une boîte. Si le prêt est supérieur à 20 francs, il enveloppe la boîte dans un papier spécial, puis la remet, toujours accompagnée de son numéro d'ordre, au « coureur » qui y attache le bulletin d'engagement et la cachète à la cire avec un timbre portant le numéro de la division d'engagement.

Si le gage est d'une valeur de 1.000 francs et au-dessus, outre les formalités que nous venons d'indi-

quer, la boîte est revêtue d'un cachet spécial appartenant aux Commissaires-Priseurs-Appréciateurs et elle ne doit être ouverte, sauf le cas de dégagement, qu'en présence d'un Commissaire-Priseur.

Le gage une fois cacheté est remis au « porteur » qui le transporte au magasin. Là, il est classé et rangé dans une case où il attendra sa sortie du Mont-de-Piété par le dégagement, le renouvellement ou la vente.

La sortie des gages s'opère, en effet, par trois moyens :

1° *Par le dégagement.* — C'est le cas le plus fréquent. L'opération est alors fort simple. L'emprunteur remet sa reconnaissance au bureau de dégagement, rembourse le montant du prêt qui lui a été consenti, augmenté des droits dus à l'Administration, et son article lui est remis sans autre formalité.

Faculté est accordée à tous les débiteurs du Mont-de-Piété d'effectuer le remboursement des prêts et la libération de leurs nantissements au moyen de versements successifs d'acomptes qui ne peuvent être inférieurs à un franc.

2° *Par le renouvellement.* — L'engagement, ainsi que nous l'avons dit, a été fait pour une année ; ce terme expiré, l'emprunteur n'a pas les fonds nécessaires pour rembourser entièrement à l'Administration les sommes qu'il lui doit en principal et frais,

mais il peut payer les droits échus, il demande alors à renouveler son engagement.

Régulièrement, le gage devrait être soumis à une réappréciation ; mais sur la demande de l'Administration et pour éviter les frais de manutention que nécessiterait cette réappréciation, les Commissaires-Priseurs-Appréciateurs ont consenti à ne revoir que certains gages, notamment : les châles et les lainages à partir de 50 francs, les bicyclettes ainsi que les armes quel que soit le prêt consenti et les bijoux à partir de 1.000 francs.

Avant de procéder au renouvellement de l'engagement de ces derniers articles, il en est fait une nouvelle appréciation et, suivant leur état et le cours de la marchandise, l'appréciateur met sur la reconnaissance une mention de renouvellement pure et simple, ou de renouvellement avec diminution de prêt. Si l'article est en mauvais état, piqué de vers ou rouillé par exemple, l'appréciateur met un « bon à dégager ». Dans ce dernier cas, l'emprunteur est obligé de retirer son gage ou de le laisser vendre.

Si l'engagement est renouvelé soit après une nouvelle appréciation, soit sans cette formalité, on remet à l'emprunteur une nouvelle « reconnaissance » en échange de l'ancienne, et l'article est rengagé pour une nouvelle année, toujours sous la responsabilité des Commissaires-Priseurs ; il peut être ainsi renouvelé indéfiniment, les Commissaires-Priseurs en sont

toujours responsables, quand même l'engagement remonterait à vingt ans, à trente ans ou plus, ainsi que cela arrive quelquefois.

Le renouvellement terminé, un bulletin dit « bulletin de renouvellement » qui ne contient qu'un numéro d'ordre est cousu sur la boîte contenant le gage qui reste toujours en magasin.

3° *Par la vente.* — L'emprunteur ne peut ou ne veut pas renouveler son gage. L'année d'engagement étant expirée, il faut que l'Administration liquide l'article, le seul moyen est la vente. Dans la pratique la vente ne se fait pas à l'expiration de l'année ; elle n'a pas lieu avant le dix-huitième mois et même le dix-neuvième mois qui suit l'engagement et, si l'emprunteur en fait la demande, il lui est accordé un délai dit « sursis » pour se libérer. Ce délai est généralement de six mois à ajouter aux dix-huit mois écoulés depuis l'engagement ou le renouvellement.

Le terme arrivé à expiration, l'Administration fait descendre du magasin le gage en question et le remet au « Dépôt des ventes ». Ce bureau dresse un état des articles à vendre qu'il donne, avec les articles, aux Commissaires-Priseurs ou en pratique à leur représentant. Cet agent appose sa signature sur l'état et par cela même reconnaît que l'article lui a été livré. Il engage ainsi les Commissaires-Priseurs qui deviennent responsables de la garde de l'article et devront, à la fin de la vente, remettre à l'Admi-

nistration, soit les fonds, si l'article a été vendu, soit l'article lui-même, si pour une cause ou pour une autre, la vente n'a pas pu être réalisée.

L'article étant livré aux Commissaires-Priseurs, leurs agents le pèsent, le contrôlent et constatent s'il est bien conforme à la désignation portée sur le bulletin d'engagement qui l'accompagne.

Préalablement un agent de l'Administration de la Monnaie, dit « contrôleur », vérifie le gage pour voir s'il est en règle au point de vue fiscal.

Après la vérification opérée par les agents des Commissaires-Priseurs, il est procédé à la vente aux enchères publiques. Le Commissaire-Priseur agit là comme dans toutes les ventes de son ministère assisté de son clerc et de ses crieurs. L'Administration est représentée à la vente par un employé, dit « contrôleur aux ventes », dont le rôle consiste à inscrire sur une feuille spéciale la désignation sommaire du gage vendu, le montant du prêt et celui de l'adjudication.

Le clerc tient le procès-verbal et reçoit en même temps le montant de l'adjudication. Si l'article est peu important, il est payé comptant ; le clerc reçoit alors le principal et les droits de vente (1) (actuellement 5 % dont 2 % au profit du Mont-de-Piété). Si

1. Indépendamment de ce droit ordinaire, il est perçu, pour les ventes très importantes de nantissements ayant exigé une annonce ex-

l'article est important et l'adjudication élevée, ou si encore il y a lieu d'envoyer l'article à la Monnaie pour le faire contrôler, les Commissaires-Priseurs peuvent, sous leur responsabilité, accorder un crédit à l'acquéreur qui leur paraît solvable ; en ce cas, l'acquéreur paye les droits de vente et un acompte. On lui remet ensuite un bordereau d'adjudication et l'article est déposé au « Bureau des débets », bureau dont les employés sont à la charge des Commissaires-Priseurs. C'est là que l'acquéreur devra retirer son article en échange de son bordereau d'adjudication.

Comme le contrôleur de l'Administration, le Commissaire-Priseur tient une feuille de contrôle et il faut qu'à la fin de chaque vente ces deux feuilles concordent avec le procès-verbal de vente.

L'article une fois vendu, plusieurs hypothèses peuvent se présenter :

1° L'article a produit exactement la somme revenant à l'Administration ; dans ce cas, il n'y a ni profit ni perte, il y a balance ;

2° L'article a été vendu au-dessous de la somme due à l'Administration ; il y a déficit, perte. Dans ce cas, ce sont les Commissaires-Priseurs qui sont responsables. Ils remboursent à l'Administration les

traordinaire par catalogues imprimés, avis particuliers et exposition publique, un droit supplémentaire de 1 ou 2 % du produit de la vente.

sommes qui lui sont dues en principal et frais, sous déduction du montant de l'adjudication ;

3^o Enfin l'article a été vendu plus cher que la somme due à l'Administration ; dans ce cas, il y a boni. Si l'emprunteur ou le porteur de la reconnaissance se présente pour toucher ce boni, il lui est versé en échange de la reconnaissance. Le délai pour le retirer est de trois ans à compter du jour de l'engagement. Si l'emprunteur ou le porteur laisse passer ce délai de trois ans, le boni est prescrit et doit être versé à la Caisse de l'Assistance Publique.

Exceptionnellement, un boni peut être payé malgré la prescription triennale après avis émis par le Conseil de surveillance sur la proposition du Directeur et par autorisation préfectorale.

*
* *

Voyons maintenant par quels moyens financiers le Mont-de-Piété peut faire face aux demandes de prêts qui lui sont faites.

Pour se procurer les ressources qui lui sont nécessaires pour alimenter les opérations de prêt sur nantissements et sur valeurs mobilières au porteur, le Mont-de-Piété a recours à l'emprunt sur bons à ordre et au porteur.

Les bâtiments, les capitaux de roulement existant dans la caisse de l'établissement, les nantissements

et les valeurs mobilières déposés dans ses magasins servent de garantie spéciale pour les prêteurs.

Le minimum de ces placements est fixé à cent francs.

Par contre, le Mont-de-Piété est admis à placer au Trésor avec intérêt (1 %) toutes sommes excédant les besoins de son service s'élevant à 100 francs au moins.

*
* *

L'Administration admet le public à effectuer par correspondance les diverses opérations qui se font au Mont-de-Piété. La correspondance à cet effet est centralisée au Secrétariat général pour le chef-lieu ainsi que pour les bureaux auxiliaires qui en dépendent et au bureau du contrôle de chaque succursale pour les succursales et pour les bureaux qui y ressortissent.

*
* *

Toutes les opérations effectuées dans les succursales et dans les bureaux auxiliaires sont surveillées. Le service de vérification est assuré par un inspecteur, par les contrôleurs des succursales et par des sous-inspecteurs.

Ces différents agents prennent connaissance de toutes les parties du service et s'assurent que toutes les prescriptions réglementaires sont rigoureusement

observées. Ils se rendent compte notamment de la manière dont les appréciateurs s'acquittent de leur service. S'ils constatent des pertes ou des bonis exagérés, ils en rendent compte au Secrétaire général.

Un service relatif aux objets volés fonctionne au bureau de l'Inspection. Les déclarations faites à ce sujet sont enregistrées et signées par les réclamants. Si les objets recherchés n'ont pas été engagés, des mesures spéciales sont prises pour les reconnaître dans le cas où leur présentation aurait lieu ultérieurement.

Dans le but d'assurer la moralité des engagements et l'application des prescriptions réglementaires, l'Administration prend également des mesures en vue de centraliser, dans la mesure du possible, les opérations effectuées dans certaines conditions, notamment les dépôts faits par des personnes qui, pour se soustraire à la production d'une patente ou pour tout autre motif, dispersent leurs demandes d'engagements.

Cette centralisation a lieu au moyen de fiches que les contrôleurs des succursales et les chefs des bureaux auxiliaires établissent et adressent à l'Inspection dans les cinq jours qui suivent l'engagement. Ces fiches sont dressées dans les cas suivants :

- 1° Si les gages consistent en marchandises neuves ;
- 2° Si l'engagiste n'a pas son domicile dans le quartier où est situé le bureau, ou s'il y fait de fréquentes opérations ;

3° Enfin si l'engagement, pour une raison quelconque, paraît devoir être soumis à l'examen de l'Inspection.

Ces fiches sont classées alphabétiquement dans des casiers spéciaux. Si un même emprunteur est signalé au moyen de ce classement comme ayant fait plusieurs engagements, les désignations portées sur les fiches les plus récentes sont aussitôt transcrites sur la plus ancienne qui seule est conservée.

Les employés chargés du classement de ces fiches indiquent à l'Inspecteur ceux des dépôts qui attirent leur attention. Ils portent principalement leur surveillance sur les emprunteurs qui effectuent des dépôts, le même jour, dans plusieurs bureaux.

L'Administration se réserve le droit de refuser l'accès des bureaux d'engagement aux emprunteurs qui se livrent à des opérations irrégulières soit en cherchant à écouler des marchandises par la vente des reconnaissances, soit en servant d'intermédiaires habituels à des tiers, soit en déposant des objets fabriqués dans le but de tromper l'appréciateur, soit enfin en dispersant leurs dépôts de façon à éluder les prescriptions réglementaires.

*
* *

En cas de perte d'une reconnaissance, l'emprunteur peut en faire aussitôt la déclaration au service de l'Inspection qui est tenu de la recevoir et de faire

inscrire son opposition sur un registre spécialement réservé à cet effet.

L'emprunteur qui a perdu sa reconnaissance ne peut dégager le nantissement qui en était l'objet avant l'échéance du terme fixé par l'engagement et lorsque, à l'expiration de ce terme, ledit emprunteur est admis soit à retirer son nantissement, soit à retirer le boni résultant de la vente qui en a été faite, il est tenu d'en donner décharge spéciale avec cautionnement d'une personne domiciliée et reconnue solvable.

L'Administration peut d'ailleurs refuser d'accueillir toutes oppositions faites dans des termes vagues et ne contenant pas de désignation ou de renseignements suffisants pour prouver que les objets revendiqués sont en dépôt au Mont-de-Piété et donner la possibilité de les retrouver.

Les mainlevées des oppositions ne peuvent être données que par les opposants.

§ 2. — AVANCES SUR VALEURS MOBILIÈRES

La loi du 25 juillet 1891 a autorisé le Mont-de-Piété de Paris à faire des avances sur valeurs mobilières au porteur.

Les valeurs mobilières au porteur acceptées en garantie d'avances sont des titres émis en représen-

tation d'emprunts d'États, de villes, de départements, de compagnies de chemins de fer et qui, tous ou à peu près, jouissent de la garantie de l'État dans les conditions déterminées par les lois et conventions en vigueur.

Pour être acceptées en garantie d'avances, ces valeurs doivent remplir les conditions suivantes :

- 1° Être des titres au porteur entièrement libérés ;
- 2° Figurer sur la liste des valeurs acceptées en garantie d'avances établie chaque année par l'Administration, soumise au Conseil de surveillance et approuvée par le préfet ;
- 3° Être munies de tous leurs coupons à échoir et n'être frappées ni d'opposition ni de déchéance ;
- 4° Être en règle vis-à-vis du timbre s'il s'agit de titres émis par les Gouvernements étrangers.

Le montant du prêt ne peut excéder 500 francs par opération et par emprunteur. Les avances sont calculées d'après la cote officielle de la Bourse en prenant pour base le dernier cours du comptant de la veille.

Le montant en est fixé dans les proportions suivantes :

- a) 80 % sur les Rentes françaises, bons et obligations du Trésor, bons de caisse du Mont-de-Piété de Paris ;
- b) 75 % sur les obligations émises par les départements, les villes, le Crédit Foncier, les compagnies de

chemins de fer, etc., sur toutes valeurs désignées dans l'état annuel soumis à l'approbation préfectorale;

c) 60 % sur les actions de jouissance.

La durée du prêt est fixée par arrêté du Directeur et approuvée par le Préfet de la Seine après avis du Conseil de surveillance; elle est actuellement fixée à un an.

Si pendant la durée du contrat, les cours de la valeur engagée subissent en Bourse une diminution d'au moins 15 %, l'emprunteur doit rapporter la somme nécessaire au rétablissement de la proportion déterminée par la loi, entre le montant du prêt et la valeur du nantissement. Faute par lui de rapporter la somme exigée, le Mont-de-Piété est autorisé à faire vendre en Bourse, par ministère d'agent de change, tout ou partie des valeurs déposées.

Les emprunteurs ont la faculté de retirer leurs nantissements pendant toute la durée du contrat; ils peuvent également en effectuer le renouvellement à son expiration.

Le Mont-de-Piété peut faire vendre les valeurs déposées à défaut de remboursement à l'échéance convenue sans qu'il soit besoin de mise en demeure ni d'aucune autre formalité. En pratique, l'emprunteur est avisé au préalable par lettre recommandée.

Le produit net de la vente sert à rembourser le montant de l'avance en capital, intérêts et frais ;

le déficit, s'il y a lieu, est répété contre l'emprunteur.

L'excédent du produit de la vente, s'il en existe, est tenu à la disposition de l'emprunteur ou de l'ayant droit pendant dix années à partir du jour de la vente. Passé ce délai, il est inscrit au bénéfice du Mont-de-Piété.

L'Administration se procure et fournit aux divers bureaux d'avances sur titres les fonds nécessaires au fonctionnement de ce service par l'émission de « bons de caisse » à ordre ou au porteur.

Il importe que les agents chargés d'accueillir les demandes d'avances sur titres :

1° S'assurent que le déposant a qualité pour contracter un emprunt et qu'à cet effet il produise les pièces justificatives d'identité et de domicile exigées par le règlement ;

2° Examinent si le titre offert en nantissement présente les caractères d'authenticité ;

3° Vérifient si l'état général du titre en permet la négociation immédiate ;

4° S'assurent que le numéro du titre présenté ne figure pas au *Bulletin officiel des Oppositions*, parmi les titres frappés d'opposition ou parmi les titres frappés de déchéance.

Le dégagement d'un titre exige la production du récépissé et le paiement des sommes dues au Mont-de-Piété en capital, intérêts et droits.

Le renouvellement de l'acte de dépôt d'un titre s'effectue dans les mêmes conditions que le renouvellement de l'acte de dépôt d'un gage corporel, mais dans une forme un peu différente en raison de la nature du nantissement.

Les coupons d'arrérages des valeurs déposées en garantie sont remis aux échéances à l'emprunteur qui en fera la demande, sur la présentation du titre d'engagement et sur sa décharge.

Les négociations de titres, effectuées soit d'office, soit sur la réquisition des emprunteurs, sont soumises à un droit de timbre perçu au profit de l'État, et à un droit de courtage perçu par l'agent de change, chargé de la vente.

Le service du contrôle des avances sur valeurs mobilières est assuré au chef-lieu par des agents délégués par le chef de la comptabilité. Dans les succursales, il est exercé par un employé détaché du service des Titres par le contrôleur de la succursale. Le contrôle des opérations faites dans les bureaux auxiliaires est exercé dans les établissements principaux dont ils dépendent le lendemain du jour où elles ont été effectuées.

La loi du 25 juillet 1891, qui permet au Mont-de-Piété de Paris de faire des avances sur valeurs mobilières au porteur, autorise également le Gouvernement à étendre par décret le bénéfice de son application aux Monts-de-Piété de province. Quelques Monts-de-

Piété seulement ont profité jusqu'ici de cette disposition, notamment ceux de Lyon, Bordeaux, Toulouse, Lille, Brest et Nantes (1).

1. Rapport Rondel, *J. O.*, 6 août 1912.

CHAPITRE III

Les Monts-de-Piété de province

Après l'étude que nous venons de faire de l'organisation du Mont-de-Piété de Paris, il est intéressant de jeter les yeux sur celle des Monts-de-Piété établis soit en province, soit en pays étrangers. Voyons d'abord les Monts-de-Piété provinciaux.

Il existe en France des Monts-de-Piété dans les villes suivantes : Angers, Aix, Arles, Arras, Apt, Avignon, Beaucaire, Besançon, Bordeaux, Boulogne-sur-Mer, Brest, Brignoles, Calais, Cambrai, Carpentras, Dijon, Douai, Dunkerque, Grenoble, Le Havre, Limoges, Lille, L'Isle, Lunéville, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Nice, Nîmes, Reims, Roubaix, Rouen, Saint-Germain-en-Laye, Saint-Quentin, Tarascon, Toulon, Toulouse, Valenciennes et Versailles.

Des Monts-de-Piété sont également établis en Algérie dans les villes d'Alger et d'Oran.

Nous allons indiquer brièvement les règles particulières aux principaux de ces établissements.

§ 1. — BORDEAUX

Le Mont-de-Piété de Bordeaux a été créé en 1801 ; il fut institué par décret du 30 juin 1806. Le règlement organique de cet établissement date du 19 mai 1847. Il possède un capital d'exploitation. Il ne prête que sur bijoux et hardes. Le minimum des prêts est de 2 francs ; il n'y a pas de maximum. L'intérêt des prêts est de 6 % par an, sans frais accessoires ; la durée de l'engagement est d'un an. Les gages sont indéfiniment renouvelables, sauf en cas de détérioration.

Les estimations étaient faites autrefois par un agent spécial responsable ; celui-ci est aujourd'hui remplacé par les Commissaires-Priseurs de la ville. Les ventes sont faites par deux Commissaires-Priseurs agréés, auxquels il est alloué un droit de 3 % supporté par l'acheteur. Les bonis non réclamés pendant trois ans à partir de la date de l'engagement ou du renouvellement sont considérés comme bénéfices et acquis à l'établissement.

§ 2. — LILLE

Le Mont-de-Piété de Lille existe en vertu d'un arrêté du Préfet du département du Nord en date du 29 germinal an XI. Par cet arrêté, l'Administration en a été confiée aux hospices de Lille. Depuis 1860,

cet établissement est régi par un conseil d'administration en conformité du décret du 24 juin 1851, réglementant définitivement les Monts-de-Piété de France.

Depuis 1889, l'intérêt des prêts est de 7 %. Cet établissement qui, autrefois, ne prêtait que sur bijoux et hardes, a été autorisé à prêter sur valeurs immobilières à partir du 1^{er} janvier 1899. Il possède un capital que les bénéfices viennent accroître. Le minimum des prêts est de 1 franc, le maximum est de 6.000 francs. Les gages sont renouvelables, à moins qu'ils n'aient subi une détérioration. La prisée est faite par des appréciateurs responsables faisant partie du personnel. Les ventes sont effectuées par les Commissaires-Priseurs de la ville, à qui est alloué un droit fixe de 5 % supporté par les acquéreurs. Pendant trois années à partir de la date des reconnaissances, les bonis sont à la disposition des emprunteurs. Passé ce délai, ils sont acquis à l'établissement.

Fondation Masurel à Lille. — La fondation Masurel de Lille (prêt gratuit) date de 1607. Le décret qui reconnaît cet établissement est du 16 août 1860. Il est autorisé à prêter sur bijoux et sur hardes ; le maximum des prêts est de 1.600 francs, le minimum d'un franc ; les bénéfices lui sont acquis. La prisée est faite par les appréciateurs du Mont-de-Piété de Lille. Les gages sont renouvelables sauf en cas de dépréciation.

Les ventes sont effectuées par les Commissaires-Priseurs de Lille ; un droit de 5 %, supporté par les acquéreurs, est alloué à ces derniers. Pendant trois ans à compter de la date des reconnaissances, les bonis sont à la disposition des emprunteurs ; passé ce délai, ils sont acquis à la fondation.

§ 3. — LYON

Le Mont-de-Piété de Lyon a été créé en 1810 ; il possède un fonds de dotation. Il prête sur objets, mobiliers, hardes et bijoux. Le minimum des prêts est de 2 francs, le maximum est indéterminé ; la durée de l'engagement est d'un an. Le taux de l'intérêt est de 6 %. La prisée est faite par les employés des Commissaires-Priseurs ; ceux-ci sont responsables des suites des estimations de leurs subordonnés. Les engagements sont indéfiniment renouvelables, sauf pour les nantissements composés de lainages. Les ventes sont effectuées par les Commissaires-Priseurs ; un droit de 5 % supporté par les acquéreurs sert à les rémunérer. Le montant des bonis prescrits après trois ans à dater du jour de l'engagement est versé au compte « fonds de dotation ». Ainsi que nous l'avons dit précédemment, le Mont-de-Piété de Lyon prête également sur valeurs mobilières.

§ 4. — MARSEILLE

Le Mont-de-Piété de Marseille date de 1696. Il a été réorganisé par décret du 10 mars 1807 et par décret du 3 juin 1884. Il possède son local et a en outre un capital disponible. Les bénéfices sont affectés moitié aux hospices, moitié à l'établissement. Le Mont-de-Piété de Marseille prête sur bijoux et hardes, il ne prête pas sur valeurs mobilières. Le minimum des prêts est de 3 francs ; il n'y a pas de maximum. La durée de l'engagement est d'un an. Les ventes sont effectuées par les Commissaires-Priseurs ; un droit de 3 1/2 % supporté par les acheteurs, leur est alloué ; un droit de 1 % est prélevé en sus pour le Mont-de-Piété. Les bonis sont prescrits trois ans après le jour de la vente ; à cette date ils sont acquis à l'établissement.

§ 5. — NANTES

Le Mont-de-Piété de Nantes date de 1813. Par un décret du 14 décembre 1867, il a été autorisé à se séparer des hospices civils et à capitaliser ses excédents de recette pour former sa dotation qui a été fixée à 500.000 francs. Il prête sur bijoux et hardes ; il prête également sur valeurs mobilières. La durée de l'en-

gagement est d'un an ; le minimum des prêts est de 6 francs, le maximum est illimité. Le taux des intérêts est de 10 %, plus un droit de prisee de 1/2 %. Les engagements sont renouvelables. La prisee et la vente sont faites par des Commissaires-Priseurs responsables. Pour la vente, il est alloué à ces derniers un droit de 5 % supporté par les acquéreurs. Les bonis sont prescrits trois ans après la date des reconnaissances et acquis au Mont-de-Piété.

§ 6. — NICE

Mont-de-Piété gratuit de Nice. — Un Mont-de-Piété gratuit a été fondé à Nice en 1590. Cet établissement possède un capital de dotation. Il ne prête que sur matières d'or et d'argent. Les engagements sont valables jusqu'au jour de la vente aux enchères ; celle-ci n'a lieu que lorsque la caisse est épuisée. La prisee est faite par un orfèvre responsable, attaché à l'Administration et rétribué par elle. Les prêts sont gratuits. Les bonis restent toujours à la disposition de l'emprunteur.

Mont-de-Piété de Nice. — A côté du Mont-de-Piété gratuit existe un Mont-de-Piété ordinaire institué par décret du 18 avril 1891. Le taux de l'intérêt des prêts est fixé, dans cet établissement, à 0 fr. 75 % par mois. Le minimum des prêts est de 3 francs, le maximum de 4.000 francs. Les prêts sont consentis sur bijoux et sur hardes. La durée de l'engagement est

de un an. Les bonis non réclamés dans les trois ans qui suivent la date de l'engagement sont acquis à l'établissement.

§ 7. — ROUEN

Le Mont-de-Piété de Rouen a été créé en 1826. Il ne possède pas de capital ; il est pourvu aux opérations d'engagement au moyen :

1° De sommes provenant d'emprunts contractés pour un an sur bons à ordre ou au porteur ;

2° Des cautionnements fournis par le personnel et par les comptables des établissements de bienfaisance du département de la Seine-Inférieure et d'autres départements ;

3° D'un capital restant dû aux hospices de Rouen sur celui avancé par ces établissements en vertu de l'Ordonnance royale du 22 novembre 1826.

Le minimum des prêts est de 2 francs, le maximum de 3.000 francs. La prisée est faite par les Commissaires-Priseurs responsables. La durée de l'engagement est de un an ; le taux des intérêts est de 10 %/. Les ventes sont effectuées par les Commissaires-Priseurs ; un droit de 6 %/, supporté par les acquéreurs, leur est alloué. Les bonis sont prescrits au bout de trois ans à dater du jour de l'engagement ou du dernier renouvellement ; passé ce délai, ils sont acquis à l'établissement.

§ 8. — VERSAILLES

La Mont-de-Piété de Versailles a été créé en 1807. Il possède un capital que les bénéfices viennent augmenter. Il ne prête que sur hardes et bijoux. Le minimum des prêts est de 3 francs, il n'y a pas de maximum. Le taux des intérêts est de 6 %, plus un droit de prise de 1/2 %. La durée de l'engagement est d'un an. La prise est faite par les Commissaires-Priseurs responsables (1). Les engagements sont indéfiniment renouvelables. La vente est effectuée par les Commissaires-Priseurs. Il est alloué à ces derniers pour ce service un droit de 5 % du montant des adjudications ; ce droit est supporté par les acquéreurs.

Les bonis sont prescrits au bout de trois ans à partir de la date de l'engagement ; ce délai expiré, ils sont acquis à l'établissement.

1. Un arrêt de la Cour d'appel de Paris en date de mars 1911 confirmant un jugement du Tribunal civil de Versailles en date du 18 février 1909, a débouté les Commissaires-Priseurs de Versailles attachés au Mont-de-Piété de cette ville de leur demande tendant à ne plus y faire les estimations, tout en y conservant les ventes.

CHAPÎTRE IV

Les Monts-de-Piété étrangers

Examinons maintenant les Monts-de-Piété les plus importants ou les organisations qui en tiennent lieu dans les principaux pays étrangers.

§ 1. — ALLEMAGNE

Il existe en Allemagne des Monts-de-Piété notamment dans les villes suivantes : Nuremberg, Ulm, Augsbourg, Hambourg, Munich, Dresde, Gotha, Bayreuth, Cologne, Eberfeld, Aix-la-Chapelle, Berlin, Bonn, Königsberg.

Berlin. — L'organisation générale du Mont-de-Piété de Berlin date de 1834. Ce Mont-de-Piété est dénommé « Banque royale de prêt ». Il prête sur tous effets mobiliers à l'exclusion des livres, des gravures, des fluides et de tous objets de conservation difficile ou dangereuse. Le minimum du prêt est d'un thaler (3 fr. 75) ; le maximum est illimité. Les intérêts sont de 24 % pour les prêts de 37 fr. 50 et au-

dessous, et de 12 % pour les prêts au-dessus. La durée de l'engagement est d'un an. Cet établissement n'est pas une institution privilégiée ; il existe en effet à Berlin d'autres établissements tenus par des particuliers avec l'autorisation et sous le contrôle de la police, que semblent préférer les emprunteurs les plus pauvres.

La « Banque royale de prêt » fait également des avances sur titres qui peuvent s'élever jusqu'à 1.000 thalers (3.750 francs), lorsqu'elles portent sur des valeurs allemandes.

Aix-la-Chapelle. — Dans cette ville, l'établissement dénommé « Lombard d'Aix-la-Chapelle » est communal. Le prêt s'y opère soit directement, soit par l'intermédiaire de commissionnaires. Il reçoit des gages mobiliers de toutes sortes, sauf les objets appartenant au culte. La durée de l'engagement est variable : treize mois pour les objets non sujets à détérioration, six mois pour les hardes. L'intérêt perçu est de 12 %, les frais de vente sont de 2 %. Les objets non dégagés ou renouvelés dans les délais prescrits sont vendus ; le boni est à la disposition de l'emprunteur pendant trois ans. Le minimum des prêts est de 20 silbergroschen (2 fr. 60).

Munich. — Il existe à Munich trois Monts-de-Piété. Ce sont des établissements municipaux qui reçoivent en gage tous les objets mobiliers. L'emprunteur n'est pas tenu de justifier de son identité ni de

la propriété du gage, sauf pour l'engagement des objets sacrés. Le minimum des prêts est d'un florin. Les prêts sont consentis pour un an, à moins qu'il ne s'agisse de titres ; pour cette nature d'opérations, la durée est de trois mois. Les intérêts sont variables suivant le prêt consenti. Les bonis sont à la disposition des emprunteurs pendant un an.

Francfort-sur-le-Mein. — La Banque de prêt de Francfort a un caractère un peu spécial. Elle a été instituée pour la bourgeoisie et non pour les pauvres. Cet établissement n'accepte en effet que des gages non susceptibles de se détériorer et pouvant donner lieu à un prêt minimum de 5 florins. La durée du prêt est d'un mois au moins, d'un an au plus. Les petits prêts paient 6 % d'intérêts ; les prêts de 1.000 florins et au-dessus paient 5 %. Les gages non renouvelés ou dégagés sont vendus ; le boni est à la disposition de l'emprunteur pendant trois ans à dater du jour de la vente.

§ 2. — AMÉRIQUE

Le prêt sur gages est, en Amérique, livré à l'industrie privée. Il est entre les mains de pawnbrokers (1) qui, par les statuts auxquels ils sont tenus

1. On appelle pawnbroker tout individu qui, dans les pays de langue anglaise, se livre à l'industrie de prêt sur gages, moyennant l'acquit de certains droits payés à l'Etat.

de se soumettre, offrent pour les emprunteurs plus de garantie que les pawnbrokers anglais.

Le pawnbroking est réglé par un arrêté de la municipalité de New-York du 23 août 1833.

Le pawnbroker ne peut prêter à un taux supérieur à 25 % sur les prêts qui n'excèdent pas 25 dollars et plus de 7 % sur les prêts supérieurs à cette somme. Les mineurs ne peuvent engager.

Le pawnbroker ne doit prélever aucun droit pour la délivrance de la reconnaissance d'engagement. Il est tenu de faire vendre aux enchères les nantissements non dégagés ; en Angleterre, cette obligation n'existe que pour les prêts de 10 shellings et au-dessus, les autres deviennent la propriété du prêteur, du fait qu'ils ne sont pas dégagés en temps voulu.

Le système américain, bien que plus avantageux que le système anglais, est encore très onéreux pour les emprunteurs. En vue de remédier à cet état de choses, quelques riches citoyens de New-York ont créé dans cette ville, en 1894, une société de prêts sur gages, connue sous le nom de « Mont-de-Piété des Millionnaires » en raison de la fortune des donateurs. Cette société prête au plus petit intérêt possible, les actionnaires cherchant à réduire leurs bénéfices au strict minimum. L'intérêt perçu est, en effet, de 1 % par mois ou fraction de mois excédant trois jours, tandis que les pawnbrokers américains prélèvent 2 ou 3 % par mois, suivant le montant ou la durée du prêt.

Des institutions similaires au « Mont-de-Piété des Millionnaires » sont créées ou vont l'être prochainement à Philadelphie, Brooklyn et Buffalo.

§ 3. — ANGLETERRE

Les Monts-de-Piété proprement dits n'existent pas en Angleterre ; le prêt sur gages y est abandonné comme en Amérique à l'industrie privée, aux pawnbrokers. Depuis 1784, quelques règles qui soumettent les pawnbrokers à certaines obligations ont été cependant établies. Ainsi, pour pouvoir exercer son métier, tout pawnbroker doit être muni d'une licence délivrée par l'Administration du Timbre, renouvelable chaque année. Tout emprunteur doit être âgé d'au moins 16 ans ; il doit justifier de son identité et de son domicile.

Le taux d'intérêt fixé à $1/2$ denier par 2 shellings 6 deniers est annuel ; le premier mois est dû en entier, quelle que soit la durée du prêt. La somme d' $1/2$ denier par mois est exigible pour les prêts inférieurs à 2 shellings ; or beaucoup d'entre eux n'excédant pas 1 shelling et même 6 pences, on arrive nécessairement à des taux très élevés.

Antérieurement à 1840, la loi anglaise autorisait le pawnbroker à remettre gratuitement à l'emprunteur une copie de la reconnaissance pour les prêts supé-

rieurs à 5 shellings et moyennant un droit d'un 1/2 denier pour les prêts entre 5 et 10 shellings ; ce droit s'élevait ensuite suivant le montant du prêt. Mais une loi promulguée en 1840 a autorisé les pawnbrokers à prélever un demi-penny pour les reconnaissances de prêts inférieurs à 5 shellings et une loi de 1870 les a autorisés à doubler l'intérêt sur les petits prêts et a rendu obligatoire la taxe d'1/2 denier sur les reconnaissances. Si bien que l'on arrive, spécialement pour les petits prêts, à des taux exorbitants. Le tableau suivant en donnera une idée :

Prêt	Durée du prêt	Taux annuel % du prêt
2 shellings	1 an	27
—	1 mois	52
—	1 quinzaine	108 1/3
—	1 semaine	216 3/4
—	3 jours	505 1/3
1 shelling 1/2	5 jours	405 1/2
—	4 jours	507
—	3 jours	676
1 shelling	4 jours	760 1/2
—	3 jours	1014

De plus, la nouvelle loi anglaise a aggravé la situation des emprunteurs pauvres en n'insérant dans son texte aucune disposition relative à la vente aux enchères des prêts au-dessous de 10 shellings, si bien que si ces gages ne sont pas retirés dans l'année de l'engagement, ils deviennent l'absolue propriété des

prêteurs. De ce fait, il est toujours de leur intérêt d'évaluer les articles au-dessous de leur valeur. Le prêteur règle son estimation sur ce que la vente pourra produire, et cela, librement, sans aucun contrôle.

Si le prêt est supérieur à 10 shellings et qu'il ne soit pas dégagé au bout d'un an, « il peut être vendu aux enchères » et le prêteur peut compenser le déficit d'une vente par le bénéfice d'une autre. Le possesseur de la reconnaissance peut il est vrai « pendant une période de trois ans » et moyennant le paiement d'un penny, demander à voir les livres de vente du prêteur et exiger le « surplus produit par la vente », c'est-à-dire le boni.

Pour les prêts au-dessus de deux livres (50 fr.) le taux légal n'a plus cours. Le prêt sur gages, au-dessous de 2 livres, est, en Angleterre, un monopole ; au-dessus, c'est un commerce libre ; les transactions ne sont plus, dans ce cas, des affaires contrôlées par l'État, mais des arrangements privés entre le prêteur et l'emprunteur.

En dehors des pawnbrokers patentés, il existe en Angleterre et en Ecosse des prêteurs de contrebande dénommés « dolly shokreeper » ou « wee pawns ». Ces trafiquants agissent comme le font en France les prêteurs clandestins, sous l'apparence de ventes à réméré. L'intérêt généralement perçu par eux est d'un penny par semaine pour 1 shelling, soit 433 1/2 % par an.

Ils ne délivrent pas de reconnaissances ; le délai pour opérer le dégagement est, en outre, fixé à un an.

En Irlande, les emprunteurs sont également à la merci des prêteurs sur gages. Les intérêts et droits perçus sont peu différents de ceux de Londres ; ainsi, les prêts hebdomadaires de 1 shelling paient 624 % par an.

Il existe également en Irlande depuis 1836 des « loan funds ». Le taux y est de 6 % par an, mais le prêt ne peut être supérieur à dix livres et aucune nouvelle avance ne peut être consentie avant le remboursement intégral du prêt primitif. Ces établissements par leurs formalités et par la faible importance de leurs prêts rendent peu de services aux emprunteurs.

Toutes les tentatives faites en Grande-Bretagne pour remédier aux abus des prêteurs sur gages ont échoué jusqu'ici. Des essais d'établissement de Monts-de-Piété municipaux ont été faits cependant entre 1839 et 1846 en Irlande à Limerick, Belfast, Newcastle, Cork, Lismore, Dungannon, Tandragee et à Port-Dovon.

Ces établissements durent, peu de temps après leur installation, cesser leurs opérations faute de capitaux. D'après M. Robert Donald (1), la principale

1. Voir *La question du prêt sur gages* par S. Lequesne.

cause de leur insuccès aurait été l'état du pays à cette époque. Les Monts-de-Piété tombèrent en effet en 1845, 1846 et 1847 ; or il y eut, en Irlande, pendant ces années, une grande famine qui réduisit de 2 millions la population. Des milliers de gens moururent de faim ; la détresse et le découragement étaient universels et il fallut laisser passer une longue période avant que les pauvres pussent avoir recours au prêt sur gages. Il n'y eut que ceux qui étaient bien établis et d'une grande fortune qui purent survivre à ces terribles années de misère. Les Monts-de-Piété municipaux furent entraînés parmi les chutes multiples de cette époque.

§ 4. — AUTRICHE-HONGRIE

Le Mont-de-Piété de Vienne a été créé en 1713 par Charles VI ; il a le privilège du prêt sur gages. Cet établissement profite surtout à la classe indigente. Les prêts sont consentis pour un an ; ils sont renouvelables.

Dans les autres villes d'Autriche, il n'existe pas de Monts-de-Piété proprement dits ; les opérations de prêts sont exécutées par des bureaux de prêts sur gages intitulés : Pfandleik-Austalten, tenus par des particuliers sous le contrôle de l'Administration.

Un Mont-de-Piété a été créé à Prague en 1747. Cet

établissement ne prête pas sur literie et pelleteries. Il emprunte ses fonds à la Maison des Enfants-Trouvés à laquelle il paie annuellement une somme de 350 florins ; il verse, en outre, à la Maison du Travail 6.600 florins. L'intérêt des prêts est de 8 % ; le droit de prise est fixé à 5/6 pour % et le droit de vente à 4/6 %.

Les maisons particulières où se pratiquait l'usure ont disparu de Prague.

Le prêt est consenti pour un an et six semaines ; les articles non dégagés ou dont l'engagement n'est pas renouvelé sont vendus mensuellement. Pendant trois ans et dix-huit semaines, le boni est à la disposition des emprunteurs : ce délai expiré, il est acquis à l'établissement.

§ 5. — BELGIQUE

Il existe des Monts-de-Piété en Belgique depuis 1752. Suspendus pendant la Révolution, ils ont été rétablis par Napoléon.

Une loi du 30 avril 1848 a transformé leur organisation. Par cette loi les commissionnaires, admis par une loi de 1826, sont supprimés et remplacés par des bureaux auxiliaires administratifs. Les Monts-de-Piété sont classés parmi les établissements communaux en ce que l'initiative de leur fondation et de leur suppression est laissée aux Conseils communaux dont

les délibérations toutefois doivent être soumises à l'avis de la députation permanente du Conseil provincial et à l'approbation du roi.

La loi belge (art. 308 du Code civil belge et art. 201 du Code pénal belge) défend sous peine de poursuites correctionnelles à tout individu de servir d'intermédiaire habituel et rétribué entre le Mont-de-Piété et l'emprunteur (1). Il défend également l'achat habituel ou même accidentel de reconnaissances. Cette suppression du trafic des reconnaissances est une disposition très heureuse qu'il serait souhaitable de voir introduire dans toutes les législations. Nous reviendrons dans la suite sur ce point spécial.

Le Mont-de-Piété de Bruxelles prête sur gages corporels. La durée de l'engagement est de treize mois quinze jours ; les intérêts sont de 6 % ; le minimum des prêts est de 2 francs, le maximum de 3.000 francs sauf exception. Pour les marchandises neuves, le maximum est de 1.000 francs.

Le Mont-de-Piété d'Anvers prête sur gages corporels. La durée de l'engagement est d'un an ; le taux des intérêts est de 8 % par an. Le minimum des prêts est de 2 francs, le maximum de 10.000 francs. Aucune pièce d'identité n'est demandée aux emprunteurs sauf lorsqu'ils engagent des marchandises neuves.

1. Voir Debrouwer. *Des Monts-de-Piété en France et des organisations qui en tiennent lieu à l'étranger.*

A Gand, le Mont-de-Piété prête sur gages corporels. La durée de l'engagement est de six mois quinze jours ; le minimum des prêts est de 1 franc, le maximum est illimité.

A Liège, le Mont-de-Piété prête également sur gages corporels ; la durée de l'engagement est de quatorze mois ; l'intérêt perçu est de 9 %.

§ 6. — ESPAGNE

Le premier Mont-de-Piété espagnol date du commencement du XVIII^e siècle ; il fut fondé par François Piquer, chapelain du roi, qui, grâce aux abondantes aumônes recueillies dans un tronc placé dans le couvent des « royales déchaussées » put créer un « santo monte ». On y prêtait à 140 % par an.

Actuellement, le « Real monte di piedad » est administré par une « junta ». Il prête sur gages corporels et sur effets publics.

La Caisse d'Epargne alimente le Mont-de-Piété ; de cette façon les économies des uns servent à secourir la pauvreté des autres.

Ce système a au point de vue social et philanthropique de réels avantages que n'ont pas manqué de faire valoir en Espagne les partisans très nombreux et très convaincus de la nécessité de l'union des Caisses d'Epargne et des Monts-de-Piété, mais il n'est

pas non plus sans inconvénients et on peut tout au moins lui reprocher d'enfermer les Caisses d'Epargne dans un cercle d'opérations si restreint qu'elles peuvent difficilement s'y développer à l'aise.

Le Mont-de-Piété de Madrid prête sur gages corporels et sur valeurs mobilières. La durée de l'engagement est de six mois pour les hardes, de quatre mois pour les effets publics, d'un an pour les bijoux. Les intérêts sont de 6 % pour les gages corporels et de 4 % pour les effets publics. Le minimum des prêts est de 2 francs, le maximum est illimité. Faute de dégagement ou de renouvellement, les gages sont vendus et le boni est mis à la disposition de l'emprunteur.

§ 7. — GRÈCE

Le prêt sur gages est laissé en Grèce aussi complètement que possible à la portée de tous et n'est même pas restreint en ses abus par la limitation du taux de l'intérêt qui n'existe pas dans ce pays.

Il n'y a aucun monopole ni au profit de l'Etat, ni au profit d'établissements reconnus par l'Etat.

Il n'existe pas de Monts-de-Piété proprement dits, car on ne peut donner ce nom aux quelques établissements tenus par des particuliers qui prêtent sur gages à un intérêt exagéré, s'élevant à 24 ou même à 36 % par an.

Toutes les banques, y compris la Banque Nationale, prêtent, il est vrai, sur gages, à un intérêt de 7 à 9 % par an, mais elles n'acceptent en nantissement que certains titres et les objets d'or et d'argent, à l'exclusion des autres objets ou articles sur lesquels prêtent seuls les particuliers. Ces banques n'offrent donc que peu de ressources pour les emprunteurs.

§ 8. — HOLLANDE

Les banques de prêt sur gages se divisent en Hollande en : 1^o banques exploitées par des municipalités ou des établissements de bienfaisance, 2^o banques affermées à des entrepreneurs.

Pour les banques affermées, l'adjudication a lieu aux enchères publiques. Le fermier prête sur tous effets mobiliers. Une reconnaissance au porteur est délivrée à l'emprunteur ; la durée de l'engagement est variable suivant l'établissement. Faute de dégage-ment ou de renouvellement, le gage est vendu publiquement aux frais du fermier. Les ventes ont lieu tous les trois mois ; le boni est à la disposition des emprunteurs pendant vingt mois à partir du jour de la vente ; ce délai expiré, il devient la propriété du fermier.

Parmi les banques régies par les municipalités, certaines ne font qu'emmagasiner les gages apportés par les commissionnaires. Dans ce cas les employés des

banques apprécient les gages apportés par ces agents, mais ces derniers restent néanmoins responsables des avances faites par la banque: si le produit de la vente ne couvre pas la banque, le gage est en effet remis au commissionnaire qui a alors à payer, en échange l'avance consentie, les intérêts et les droits de vente. Dans le cas contraire, le boni est remis au commissionnaire qui doit le tenir pendant trois mois, à dater du jour de la vente, à la disposition de l'emprunteur.

D'autres banques prêtent par contre au public soit directement soit par commissionnaires. Le Mont-de-Piété d'Amsterdam fonctionne de cette dernière manière. La durée de l'engagement est de six mois sur les prêts au-dessus de 2.100 francs, quinze mois pour les prêts au-dessous. Le minimum des prêts est de 0 fr. 84, le maximum de 21.000 francs; le taux des intérêts est de 10 % pour les prêts de 0 fr. 84 à 2.100 francs et de 8 % pour les prêts au-dessus.

Cet établissement prête sur gages corporels et sur valeurs mobilières.

Les commissionnaires accrédités au Mont-de-Pitié d'Amsterdam ont été supprimés en 1863 et remplacés par des bureaux auxiliaires de prêt direct.

§ 9. — ITALIE

C'est à l'Italie que revient l'honneur de la création de Monts-de-Piété; cela explique l'existence dans ce

pays d'un nombre considérable d'établissements de ce genre. En 1896, on comptait en effet en Italie 556 Monts-de-Piété.

Nous allons rapidement passer en revue l'organisation des principaux.

Gênes. — Le Mont-de-Piété de cette ville prête sur gages corporels et sur valeurs mobilières. La durée de l'engagement est d'un an, sauf exceptions. Le taux des intérêts est de 5 % sans autres frais. Le minimum des prêts est de 1 franc, le maximum est illimité.

Naples. — Le Mont-de-Piété de Naples prête sur gages corporels et sur immeubles. La durée de l'engagement est de dix mois. Les intérêts sont fixés à 6 % pour les objets précieux et 4 % pour les hardes. Un droit de 1 fr. 20 % est perçu en sus sur les gages dépassant 100 francs. Le minimum des prêts est de 4 francs sur les bijoux et de 2 francs sur les hardes ; le maximum est illimité.

Milan. — Le Mont-de-Piété de Milan prête sur gages corporels et sur valeurs mobilières. La durée de l'engagement est d'un an. Le taux des intérêts est de 5 % pour les prêts de 5 francs et au-dessous et de 9 % pour les prêts au-dessus de 5 francs. Le minimum des prêts est de 2 francs, le maximum est illimité.

Rome. — Le Mont-de-Piété de Rome prête sur gages corporels et sur valeurs mobilières. La durée de l'engagement est de six mois. Le taux des intérêts

est de 4 % pour les prêts de 5 fr. 50 à 10 francs ; de 6 % pour les prêts de 10 fr. 50 à 20 francs. Pour ces derniers prêts, il est perçu, en outre, un droit fixe de 1 %. Le minimum des prêts est de 1 franc, le maximum est de 10:000 francs.

Palerme (Sicile). — La durée de l'engagement est dans cet établissement de un an. Le taux des intérêts est de 7 %, plus un droit fixe de 1 % prélevé au moment de l'engagement. Le minimum des prêts est de 2 livres. L'appréciation des gages est faite par des appréciateurs patentés et salariés, responsables. A l'expiration du délai d'engagement, les gages sont vendus et les bonis sont tenus pendant trente ans à la disposition des emprunteurs. Ce délai expiré, les bonis sont acquis à l'établissement.

§ 10. — RUSSIE.

Jusqu'en 1899, il n'existait pas, à Saint-Pétersbourg, de véritable Mont-de-Piété ; il y avait cependant parmi les maisons de commerce des établissements d'utilité publique prêtant à un taux modéré sous la surveillance de l'État.

Le Mont-de-Piété de Saint-Pétersbourg a ouvert ses portes le 7 avril 1899. Les capitaux nécessaires au fonctionnement du prêt sur gages sont fournis par la Banque Impériale de Russie. Le prêt est consenti pour un an. Les nantissements non dégagés ou

renouvelés sont vendus aux enchères quatorze mois après la date de l'engagement ; il est prélevé, au profit du Mont-de-Piété, un droit de 50 % sur le produit de l'adjudication. Le minimum des prêts est de 2 roubles, le maximum de 30.000 francs.

§ 11. — SUISSE.

Les Monts-de-Piété sont assez nombreux en Suisse; chaque chef-lieu de canton en possède généralement un. Ils prennent le nom de « Caisses publiques de prêts sur gages ».

Examinons plus particulièrement les Caisses de prêts de Genève et de Bâle.

La Caisse de prêts de Genève a commencé ses opérations le 1^{er} octobre 1873 ; elle consent des avances sur gages corporels, sauf sur meubles et objets encombrants. Les avances sont faites pour un an ; elles peuvent être renouvelées à l'échéance pour le même terme, après vérification, nouvelle estimation du nantissement et paiement des frais.

Le taux d'intérêt varie annuellement. Le minimum des prêts est de 2 francs, il n'y a pas de maximum. Les nantissements qui n'ont pas été dégagés ou renouvelés à l'expiration du délai réglementaire sont vendus deux mois après l'échéance. Les bonis restent à la disposition des emprunteurs jusqu'à la fin de la troisième année, à partir de la date de l'enga-

gement. Ce délai expiré, ils sont acquis à l'établissement.

La Caisse de prêts sur gages de Genève a inauguré le 1^{er} octobre 1893 un service d'avance sur reconnaissances. Cette création aurait paralysé à Genève l'exploitation connue partout sous le nom de « commerce des reconnaissances ».

La Caisse de prêts de Bâle a été créée en 1883. Elle prête sur gages pour six mois, au taux de 2 % par mois pour les prêts de 2 à 50 francs, et de 1 % pour les prêts supérieurs à 50 francs ; il est exigé, en outre, au moment de l'engagement un droit d'inscription de 0 fr. 20. Le minimum des prêts est de 2 francs, il n'y a pas de maximum. A chaque renouvellement, les gages sont soumis à une nouvelle estimation et le prêt est réduit s'il y a lieu. Les objets non dégagés ou renouvelés sont vendus ; les bonis sont prescrits au bout de dix ans.

DEUXIÈME PARTIE

LES COMMISSAIRES-PRISEURS ATTACHÉS AU MONT-DE-PIÉTÉ DE PARIS

Dans la seconde partie de notre étude, nous allons aborder plus spécialement la question des Commissaires-Priseurs attachés au Mont-de-Piété de Paris, question qui a donné lieu déjà à de vives discussions, lesquelles n'ont eu, jusqu'ici, aucun résultat pratique.

Voyons, d'une manière générale, en quoi consiste cette question.

Depuis un certain nombre d'années, il a été adressé aux Commissaires-Priseurs attachés au Mont-de-Piété, divers reproches pouvant se résumer ainsi : les estimations des objets offerts en gage au Mont-de-Piété, qui sont faites par leur intermédiaire, ne sont pas assez élevées ; par suite, les emprunteurs ne touchent pas les sommes auxquelles la valeur de leurs gages leur permet d'aspirer. De cette assertion, il est tiré une foule de conclusions dont les principales sont les suivantes :

1° Les emprunteurs possibles, connaissant la manière dont l'appréciation de leurs objets doit être effectuée au Mont-de-Piété, préfèrent s'adresser au dehors, ou même les conserver sans en user, si bien que les bénéfices de l'Administration du Mont-de-Piété n'augmentent pas suivant la progression qu'il serait souhaitable de leur voir suivre.

2° La valeur donnée à l'objet remis en gage et la valeur réelle de cet objet étant différentes, il en résulte que l'emprunteur cherche à obtenir au dehors le supplément d'avance qu'il désire ; il s'adresse pour cela, à des prêteurs sur reconnaissances, intermédiaires peu scrupuleux, qui profitent de sa détresse.

Le Mont-de-Piété, et, par contre-coup les Commissaires-Priseurs, seraient donc la cause de la prospérité croissante de ces industriels peu recommandables. Le Mont-de-Piété ainsi n'aurait donc pas supprimé tous les usuriers, involontairement au contraire il en aurait créé de nouveaux.

Avant d'aborder la discussion approfondie des griefs faits aux Commissaires-Priseurs-Appréciateurs, il y a lieu tout d'abord de poser la question qui nous occupe, c'est-à-dire de préciser la situation des Commissaires-Priseurs attachés au Mont-de-Piété de Paris, d'indiquer les origines de leur institution et les fonctions qui leur sont actuellement dévolues dans cet établissement. C'est ce que nous ferons dans un chapitre premier.

CHAPITRE PREMIER

Situation légale des Commissaires-priseurs attachés au Mont-de-Piété de Paris

La situation des Commissaires-Priseurs-Appréciateurs attachés au Mont-de-Piété de Paris est réglée par le décret du 8 thermidor an XIII (27 juillet 1805), relatif à l'organisation de cet établissement, et par le règlement général annexé à ce décret.

Le chapitre IV du règlement général est ainsi conçu :

« CHAPITRE IV. — *Des Appréciateurs.* »

« Art. 30. — Des Commissaires-Priseurs du département de la Seine seront attachés spécialement,
« sous le titre d'Appréciateurs, à l'établissement du
« Mont-de-Piété.

« Art. 31. — Le nombre de ces Appréciateurs sera
« proposé par le Conseil d'administration et fixé par
« le ministre de l'Intérieur, sur l'avis du préfet du
« département de la Seine, et sur la présentation en
« nombre triple faite par la Chambre des Commissaires-Priseurs.

« Art. 32. — Les Appréciateurs seront chargés, en

« cette qualité, de faire l'appréciation des objets of-
« ferts en nantissement, tant au chef-lieu que dans
« les succursales.

« Art. 33. — Ils seront aussi chargés, en qualité
« de Commissaires-Priseurs, de procéder, lorsqu'il y
« aura lieu, aux ventes mobilières, dont les formali-
« tés sont indiquées ci-après, au titre II du présent
« règlement.

« Art. 34. — La Compagnie des Commissaires-Pri-
« seurs sera garante envers l'Administration des sui-
« tes de leurs estimations.

« Art. 35. — En conséquence, lorsqu'à défaut de
« dégagement il sera procédé à la vente d'un nantis-
« sement, si le produit de cette vente ne suffit pas
« pour rembourser au Mont-de-Piété le principal, les
« intérêts et droits à lui dus et par lui avancés sur la
« foi de l'estimation faite par les Commissaires-Pri-
« seurs, la Compagnie des Commissaires-Priseurs
« sera tenue d'y pourvoir et de compléter la diffé-
« rence. »

Puis, sous cette rubrique : « De l'Appréciation »,
les articles 51 et suivants décident :

« Art. 51. — L'appréciation des objets offerts én
« nantissement au Mont-de-Piété se fera ainsi qu'il a
« été dit au chapitre IV, titre 1^{er} du présent règle-
« ment, par des Commissaires-Priseurs.

« Art. 52. — Il sera alloué aux Commissaires-Pri-

« seurs, pour vacations de prisée, un droit déterminé
« par la quotité sur le montant en principal du prêt
« fait en conséquence de leur estimation.

« Art. 53. — Ce droit se règlera au commencement
« de l'année, pour toute l'année, par le Conseil d'ad-
« ministration. Il ne pourra être porté au delà d'un
« demi-centime pour franc du principal du prêt.

« Il s'emploiera dans la dépense comme frais de
« régie.

« La fixation du droit sera soumise à la confirmation
« du ministre, sur l'avis du préfet du département. »

Enfin, les articles 79 et suivants établissent un droit de vente en ces termes :

« Art. 79. — Les ventes au Mont-de-Piété se feront
« par le ministère des Commissaires-Priseurs de l'éta-
« blissement, assistés des crieurs choisis et payés par
« les dits Commissaires-Priseurs.

« Art. 80. — Il sera alloué aux Commissaires-Pri-
« seurs, pour vacations et frais de vente, un droit ré-
« glé par quotité sur le montant du produit des ventes.

« Art. 81. — Ce droit sera fixé par le Conseil d'ad-
« ministration au commencement de chaque année
« pour toute l'année, sauf la confirmation du Minis-
« tre, sur l'avis du Préfet du département.

« Art. 82. — Le droit pour vacations et frais de
« vente, alloué aux Commissaires-Priseurs, sera à la
« charge des acheteurs ; il sera ajouté par chacun

« d'eux, en proportion de son achat, au prix d'adjudication. »

Les Commissaires-Priseurs attachés au Mont-de-Piété ont, on le voit, à supporter à la fois un travail absorbant et une lourde responsabilité. Ils apportent à l'Administration du Mont-de-Piété leur temps, leurs soins, leur expérience, leur honorabilité ; ils lui apportent leur propre solvabilité et la responsabilité de la Compagnie dont ils sont membres et, en échange, ils reçoivent un droit de vente et un droit de prisee.

Les Commissaires-Priseurs sont donc, à la fois, appréciateurs, vendeurs et assureurs.

Ce système est celui qui a paru le meilleur au législateur préoccupé avant tout « de la nécessité de se « prémunir contre toute impéritie de l'appréciateur « et contre toute connivence coupable entre lui et les « emprunteurs, en même temps que de contrebalancer par une responsabilité sérieuse l'intérêt que « l'appréciateur aurait à exagérer les évaluations à « raison du droit qui est en raison de la prisee » (1).

Il était difficile de trouver une organisation plus sage et offrant une sécurité plus complète à l'Administration.

L'idée bien déterminée qui a guidé le législateur est la suivante :

1° D'une part, ne pas encourager les estimations

1. Voir *Rép. Dalloz*, Mont-de-Piété, n° 247.

trop basses et, pour cela, donner aux appréciateurs un droit de prisée proportionné à la somme prêtée ;

2° D'autre part, ne pas encourager les estimations trop hautes, et pour cela, exposer les appréciateurs à une responsabilité au moment de la vente.

Par application de ce système et depuis le décret de l'an XIII, il y a donc des Commissaires-Priseurs attachés au Mont-de-Piété de Paris. Ils sont actuellement au nombre de quatorze, se recrutant dans la Compagnie des Commissaires-Priseurs moyennant le paiement par candidat d'une somme de 25.000 francs qui vient s'ajouter au prix de la charge. En toute occasion depuis cette époque, ils ont supporté les conséquences de la responsabilité que la loi leur impose et rempli honorablement leurs fonctions.

Leur travail est ainsi réparti :

Onze d'entre eux sont occupés chaque jour au service de la vente et des engagements, tant au chef-lieu et dans les succursales que dans les bureaux auxiliaires ; les trois autres font un service d'inspection, se font représenter tous les jours dans les établissements et dans les bureaux auxiliaires un certain nombre d'articles engagés et, dans des réunions mensuelles spéciales, tiennent leurs assesseurs constamment au courant des fluctuations de valeur que peuvent subir certaines catégories de nantissements.

Vingt-sept assesseurs et trois experts, dont les appointements sont à la charge des Commissaires-Pri-

seurs, procèdent, sous leur surveillance, à la prise des gages. Les Commissaires-Priseurs ont, en outre, à rétribuer les employés des ventes et trois gardes-magasins ; en tout, un personnel de 48 personnes qui leur occasionne une dépense annuelle de 135.000 fr.

Ce chiffre sera d'ailleurs dépassé en 1913, les frais des Commissaires-Priseurs augmentant d'une façon constante d'une année sur l'autre.

Pour le fonctionnement de tous ces services et le paiement de leur nombreux personnel, comme aussi pour couvrir l'Administration de toute perte, les apprécieurs reçoivent un honoraire de 0 fr. 50 % du montant des prêts.

Ils touchent, en outre, sur le prix d'adjudication des articles vendus, un droit de vente qui est à la charge des acquéreurs. Ce droit, de la fondation du Mont-de-Piété jusqu'au 1^{er} janvier 1888 était de 3 1/2 % ; depuis cette époque, il est réduit à 3 %.

Les Commissaires-Priseurs-Apprécieurs versent à la bourse commune de leur Compagnie 3/8 de leurs honoraires de vente : ce versement se justifie par la responsabilité assumée par la Compagnie toute entière en cas de perte lors de la réalisation des gages.

..

Nous venons de voir les textes qui règlent et précisent les fonctions des Commissaires-Priseurs attachés au Mont-de-Piété.

Le caractère de ces fonctions n'a pas été modifié depuis l'an XIII. Le système adopté à cette époque a été en effet reproduit par le législateur de 1851 (loi du 24 juin 1851).

Le rapporteur de la loi de 1851, M. de Mortemart, montra « combien il était utile de confier ce service « à des hommes revêtus d'une sorte de magistrature « et à délivrer par là l'Administration de tout reproche « de partialité ». Néanmoins, dès lors, mais principalement dans la suite, il devait trouver des contradicteurs affirmant d'une manière générale que l'intérêt bien entendu du Mont-de-Piété était de se séparer de collaborateurs qui avaient pu lui être utiles lors de la mise en train de l'institution, mais qui ne lui rendaient plus les services correspondant à la dépense qu'ils occasionnaient.

Ces demandes de suppression des Commissaires-Priseurs devaient faire l'objet de nombreuses propositions ou projets de loi déposés tant sur le bureau de la Chambre que sur celui du Sénat.

Dans un chapitre II, nous allons passer en revue ces différentes propositions ou projets de loi, indiquer les griefs relevés par leurs auteurs contre les Commissaires-Priseurs et mentionner les solutions auxquelles ils aboutissaient.

CHAPITRE II

Projets et propositions de loi tendant à modifier l'organisation actuelle du Mont-de-Piété de Paris, envisagés quant aux Commissaires- Priseurs.

La série des projets ou propositions de lois ayant pour objet de retirer aux Commissaires-Priseurs attachés au Mont-de-Piété la prise des objets offerts en nantissement, ou même de leur retirer à la fois la prise de ces objets et la vente de ceux non dégagés par leurs propriétaires, commence dès l'année 1851.

§ 1

Le 12 avril 1851, en même temps que se préparait la loi qui devait donner au Mont-de-Piété de Paris sa forme générale actuelle, et au moment où le rapporteur de cette loi, M. de Mortemart, rendait hommage aux services rendus par les Commissaires-Priseurs qui y sont attachés, ainsi que nous l'avons précédemment rappelé, un député, M. Chamarande,

déposait un amendement à la loi tendant à la suppression de ces derniers. Cette proposition donna lieu à un grand mouvement d'opinion et à des discussions passionnées ; finalement, à la suite de judicieuses observations présentées par M. d'Albert de Luynes, elle fut retirée.

§ 2

En 1876, un projet de loi relatif aux Monts-de-Piété fut déposé par le Gouvernement sur le bureau de la Chambre des Députés. Sous couleur de rechercher un moyen de réduire les frais généraux de ces établissements, c'est la fonction même des Commissaires-Priseurs, c'est-à-dire le droit qu'ils ont de fixer le chiffre des prêts qui était mis en question par ce projet ; le but visé était d'enlever aux Commissaires-Priseurs d'abord l'appréciation en la rendant absolument impossible et finalement de leur retirer la vente.

Nous croyons intéressant de reproduire ci-dessous l'ensemble des griefs qui étaient invoqués dans ce projet contre les Commissaires-Priseurs ; le principal était leur indépendance trop complète vis-à-vis de la Direction du Mont-de-Piété :

« Les Directeurs n'ont aucune autorité sur les ap-
« préciateurs qui se meuvent dans l'indépendance la
« plus fâcheuse pour l'établissement et le public. »

« Ils n'agissent pas auprès des Monts-de-Piété

« comme des officiers ministériels, mais comme de
« simples préposés dont le concours est onéueux et
« qu'il est difficile, sinon impossible, de plier sous
« une discipline nécessaire. »

« Il serait facile aux Directeurs de confier ces mê-
« mes fonctions à un préposé à traitement fixe, dont
« l'intervention économiserait à l'établissement et au
« public au moins la moitié de la dépense actuelle. »

« Si les appréciateurs-vendeurs étaient de simples
« agents soumis toujours à l'autorité du Directeur,
« la bonne marche des opérations y trouverait d'in-
« contestables avantages. »

« Ils s'abritent derrière la responsabilité que la loi
« leur impose, pour échapper d'une manière absolue
« à l'autorité du Directeur ; les prisées ne dépendent
« que d'eux seuls, et personne n'a le droit de criti-
« quer leur manière d'y procéder. »

« Par cela seul qu'ils sont responsables des déficits
« qui peuvent se révéler à la vente, ils ont un inté-
« rêt évident à éviter qu'il s'en produise ; à cet égard
« ils sont les maîtres et agissent sans contrôle. Pour
« y parvenir, le moyen le plus radical et en même
« temps le plus simple, c'est de réduire le plus pos-
« sible la somme prêtée. »

« A Paris, où on prête annuellement 48 millions
« de francs, s'il était vrai qu'on ne fait monter les prêts
« qu'à 75% du chiffre qu'ils devraient atteindre, on
« priverait le public nécessiteux d'un capital de

« 16 millions de francs et le Mont-de-Piété de l'intérêt à 9 1/2 % sur cette dernière somme, soit
« 1.440.000 francs ».

« Enfin, les Commissaires-Priseurs se seraient assurés les bénéfices très importants qu'ils perçoivent
« sans avoir couru aucun risque de perte, même partielle, sur ces émoluments. »

Ce projet ne vint jamais en discussion.

§ 3

Quelques années après, en 1884, M. de Kergolay saisit la Chambre des députés d'une proposition de loi tendant à réorganiser les Monts-de-Piété et notamment à établir sur des bases absolument nouvelles le service de l'appréciation des gages.

« Aucune amélioration dans le mécanisme des
« Monts-de-Piété ne sera possible, dit-il dans l'exposé des motifs de sa proposition, tant qu'on conservera le fonctionnement actuel des Commissaires-Priseurs.

« Il convient toutefois de distinguer la vente de l'objet et l'estimation du gage.

« En ce qui concerne la vente, nous ne proposerons pas la suppression des privilèges légaux des Commissaires-Priseurs dans leurs rapports avec les Monts-de-Piété. Nous y verrions de graves inconvénients. Cette suppression contraire aux disposi-

« tions de la loi organique sur les Commissaires-Pri-
« seurs, se concilierait difficilement avec la règle
« générale que les ventes publiques d'objets mobi-
« liers ne peuvent avoir lieu sans l'intervention d'un
« officier ministériel surtout quand il s'agit d'une
« réalisation de gages opérée d'office par un créan-
« cier en dehors et en l'absence du débiteur...

« Mais en ce qui concerne le service d'appréciation
« des gages, point si important pour les emprunteurs
« et pour les Monts-de-Piété, la question est beau-
« coup plus simple. Nous ne nous trouvons pas ici en
« présence d'un droit conféré par la loi aux Com-
« missaires-Priseurs, car l'estimation d'un objet mo-
« bilier apporté au Mont-de-Piété ne constitue pas
« l'opération de prisée au sens juridique du mot : ce
« n'est pas la prisée constituant un titre opposable
« aux tiers, c'est simplement la constatation de la
« valeur commerciale d'un objet.

« Nous savons qu'il y a une étroite corrélation
« entre l'estimation du gage et la vente, qu'il est
« avantageux que celui qui estime soit responsable
« de la vente et que celui qui vend soit personnelle-
« ment intéressé à soutenir les enchères. Néanmoins,
« en présence des griefs qui ont été formulés contre
« l'état de choses actuel, nous croyons que la loi ne
« doit pas décider d'une façon absolue que l'estima-
« tion et la vente seront toujours faites par la même
« personne, c'est un décret qui devra régler pour

« chaque Mont-de-Piété tout ce qui concerne le service de l'appréciation des gages en s'inspirant des circonstances locales. »

M. de Kergolay arrive ainsi à la conclusion suivante :

.

Art. 18. — Les décrets d'institution des Monts-de-Piété ou des décrets rendus en Conseil d'Etat pour les établissements déjà existants règlent :

1° Tout ce qui concerne le service de l'appréciation des gages ;

2° Les rapports de chaque établissement avec les Commissaires-Priseurs en ce qui concerne la vente des objets engagés ;

3° Le tarif des droits de vente.

La proposition de Kergolay laissait subsister les Commissaires-Priseurs en qualité de vendeurs, elle tendait seulement à réformer l'organisation de la prise, sans préconiser, il est vrai, de systèmes précis en vue de remplacer celui existant. Elle critiquait bien les Commissaires-Priseurs, mais elle n'indiquait pas explicitement par qui ils pourraient être remplacés.

Cette proposition n'était donc pas susceptible d'une prise en considération.

§ 4

MM. de Choiseul, Margaine, Roque de Fillol déposèrent successivement en 1884, en janvier 1886 et en février 1886, trois propositions de loi ayant pour but d'établir par des moyens divers le prêt sur reconnaissance ou le prêt égal au chiffre de la prisée. Elles ne visaient pas directement les Commissaires-Priseurs, mais les prêteurs sur reconnaissances et l'intention de leurs auteurs était spécialement « de faire cesser l'exploitation odieuse dont la malheureuse clientèle des Monts-de-Piété est l'objet de la part d'implacables usuriers. »

Ces propositions de loi renvoyées à différentes commissions n'eurent pas de suite.

§ 5

Le 20 décembre 1888, un projet de loi concernant les services de la prisée et de la vente des gages au Mont-de-Piété de Paris était déposé sur le bureau de la Chambre des députés. Il était signé par M. Floquet, alors ministre de l'Intérieur, et par M. Ferouillat, ministre de la Justice.

Dans l'exposé des motifs, nous relevons les passages suivants :

« L'emprunteur doit légitimement compter qu'il

« obtiendra de l'opération de nantissement la plus
« grande somme d'avantages compatible avec les ga-
« ranties nécessaires au remboursement du prêt.
« Pour cela, le gage doit être évalué à sa valeur
« réelle.

« Les Commissaires-Priseurs, au contraire, préoc-
« cupés de leur responsabilité en cas de déficit lors
« de la réalisation du gage, sont incités à abaisser le
« taux de leur estimation.

« La vente est l'exception dans l'opération de prêts
« sur gages et cependant la vente est le seul objec-
« tif du Commissaire-Priseur-Appréciateur, le seul
« guide de ses prisées...

« C'est sur la dépréciation du taux d'estimation des
« gages que repose d'ailleurs le commerce du prêt
« sur reconnaissances...

« En dehors de l'évaluation trop basse des objets
« en gage par les appréciateurs, une autre cause con-
« court à restreindre la quotité du prêt, c'est une pro-
« portion trop faible du taux de la somme prêtée
« par rapport à la valeur d'estimation... Le trafic des
« reconnaissances n'aurait plus de raison d'être, si
« le Mont-de-Piété pouvait se substituer aux bro-
« canteurs pour consentir un supplément d'avance
« sur les gages.

« En ce qui concerne la prisée, si l'on considère
« que dans un grand nombre de cas les Commissai-
« res-Priseurs y restent étrangers soit pour les enga-

« gements effectués dans 23 des 28 bureaux, soit pour
« la presque totalité des renouvellements, il en faut
« conclure que le droit de 1/2 % prélevé par les
« Commissaires-Priseurs ne représente plus la rému-
« nération de services personnels, mais devient une
« prime d'assurances contre les déficits d'adjudica-
« tion en cas de vente.

« L'émolument des commissaires a en matière de
« prisée un corrélatif : leur responsabilité ; il est per-
« mis de le trouver excessif par rapport au service
« rendu, mais au moins le principe en est justifié.
« On ne saurait découvrir rien d'analogue dans le
« monopole de la vente des gages réservée aux Com-
« missaires-Priseurs. Celui-là n'a d'autre fondement
« que le privilège exclusif accordé aux Commissaires-
« Priseurs de procéder à la vente des objets mobi-
« liers par la loi du 27 ventôse an XII.

« Ce monopole a été restreint déjà en bien des cas
« pour les ventes faites par les Domaines, les maga-
« sins généraux, les courtiers de commerce. Il n'a
« de raison d'être que comme moyen d'assurer la
« sincérité et l'authenticité des opérations d'adjudi-
« cation.

« Ces résultats peuvent être atteints par une orga-
« nisation plus simple et surtout moins coûteuse lors-
« qu'il s'agit de ventes affectuées par une Administra-
« tion publique contrôlées par les représentants de
« l'État ».

Le projet du Gouvernement se terminait par la conclusion suivante :

Article premier. — Le droit de prisée est supprimé.

Art. 2. — L'appréciation des objets présentés en nantissement au Mont-de-Piété de Paris sera faite par des employés nommés par le Préfet de la Seine et choisis sur une liste de 3 candidats présentés par le Directeur.

Art. 3. — Le montant des sommes à prêter sera réglé, quant aux nantissements d'or et d'argent, aux $\frac{4}{5}$ de leur valeur au poids, et quant à tous autres objets aux $\frac{2}{3}$ du prix de leur estimation.

Le quantum du prêt pourra être porté aux $\frac{9}{10}$ de l'estimation si l'emprunteur le demande et s'il consent à recevoir de son dépôt un récépissé inaliénable. Dans ce cas, la reconnaissance sera conservée par le Mont-de-Piété.

Art. 4. — Lorsque, à défaut de dégagement ou de renouvellement il sera procédé à la vente de nantissements, les ventes seront faites par des employés choisis parmi les apprécieurs.

Art. 5. — Le nombre des apprécieurs, le chiffre de leur traitement, celui de leur cautionnement, les conditions de leur avancement seront réglés par arrêté préfectoral.

Les crieurs et autres agents secondaires seront nommés par le Directeur.

Art. 6. — Le droit pour frais de vente sera fixé

chaque année par arrêté préfectoral sur les propositions du Directeur après avis du Conseil de surveillance. Il sera à la charge des acheteurs et ajouté aux prix de l'adjudication.

.

Le but apparent de ce projet de loi était donc :

1° De diminuer les frais en supprimant le droit de prise ;

2° De combattre le trafic des reconnaissances en majorant les prêts.

Le but réel était la suppression des Commissaires-Priseurs et leur remplacement au service de la prise et de la vente par des agents administratifs.

Ce projet de loi fut renvoyé devant une Commission (1) pour examen. Celle-ci, après le rapport de M. Arnault, conclut à son rejet à la presque unanimité (dix voix contre une seule).

Néanmoins, le Gouvernement reprit peu après ce projet et le déposa de nouveau sur le bureau de la Chambre le 20 mai 1890. Il portait alors la signature de MM. Constans, ministre de l'Intérieur et Fallières, ministre de la Justice.

Renvoyé à une Commission (2) pour examen, il fut

1. Cette commission était composée de MM. Jolibois, président, Bruguier, secrétaire, Bernier, Garnier-Bodeleac, Larère, Félix Mathé, Jacquemart, Javal, de Sonnier, Arnault, Crémieux.

2. La commission était composée de MM. Jacques, président, Ouvré, secrétaire, de Kergorlay, Gustave Isambert, Louis Million, Barlard, Pichon (Seine), Amédée Dufaure, Horace de Choiseul, Ceccaldi.

l'objet d'un rapport favorable présenté par M. de Choiseul et vint en discussion devant la Chambre. Le 20 juin 1893, il fut repoussé à une forte majorité (266 voix contre 208). Le débat mit en lumière l'accueil véritable fait par la Commission audit projet : le rapport, présenté par son rédacteur comme l'expression unanime de la Commission n'avait été en réalité adopté que par trois de ses membres.

Citons à ce sujet les paroles de M. Letellier (1) qui intervint dans la discussion :

M. A. Letellier. — « ...Ce n'est pas une question ordinaire que celle qui se débat à cette heure puisque nous voyons ici deux commissaires du Gouvernement chargés de défendre la thèse que l'on essaie de faire prévaloir.

M. de Choiseul, rapporteur. — Et une commission unanime.

M. A. Letellier. — Vous vous trompez, mon cher collègue. Je vais vous répondre tout de suite. Vous étiez unanimes le jour où vous étiez trois, oui, mais pas les autres jours (*exclamations et rires*)... Je me suis laissé dire que le jour où vous avez été nommé rapporteur, chose curieuse dans un pays où le cumul devrait être défendu, vous avez rempli à la fois les fonctions de secrétaire et de rapporteur. (*On rit.*) »

Un membre de la commission, M. Ouvré qui, tout

1. *Journal Officiel*, 21 juin 1893, p. 1780, 2^e colonne.

d'abord, s'était montré favorable au projet du Gouvernement et avait été comme tel chargé du rapport, vint également déclarer à cette même séance qu'après étude complète de la question, son opinion s'était modifiée et qu'il avait dû demander à un collègue de le remplacer comme rapporteur. M. Ouvré terminait par cette phrase précise qui résumait sa pensée :

« Je considère qu'il y aurait danger à remplacer les Commissaires-Priseurs par des fonctionnaires nouveaux sans responsabilité. »

M. Desjardin-Verkinder présenta de très judicieuses observations dans le même sens.

Enfin M. Émile Ferry, député de Paris et ancien membre du Conseil de surveillance du Mont-de-Piété, donc doublement compétent en la matière, sut donner à la réforme discutée son véritable aspect lorsqu'il déclara aux applaudissements de la Chambre :

« Il ne s'agit pas ici du procès des Commissaires-
« Priseurs, il s'agit tout simplement de constituer un
« vice-royauté au Mont-de-Piété... On veut lui don-
« ner une omnipotence absolue et créer un nouvel
« escadron d'employés... Dans la circonstance il
« s'agit simplement de créer dans une très large me-
« sure ce que j'appelle une banque de prêts en sous-
« trayant cette banque de prêts à l'application de
« l'article 441 du Code pénal... Le Mont-de-Piété
« veut se constituer une administration autonome. Il

« veut devenir une grande banque de prêts. Eh bien !
« je n'aime pas les accaparements... Votre projet de
« loi n'institue aucun contrôle... Il ne restait plus
« que les Commissaires-Priseurs pour faire ce con-
« trôle et vous voulez les supprimer !... Il n'y a pas
« d'illusion à se faire ; le Conseil municipal de Paris
« voudrait accaparer l'administration du Mont-de-
« Piété ; pour moi je ne me prêterai pas à une pa-
« reille manœuvre et je vous demande de repousser
« le projet de loi. »

Le vote de rejet de la Chambre était la juste conclusion de ces débats.

§ 6

Le 28 novembre 1898, une proposition de loi analogue à la précédente fut déposée sur le bureau de la Chambre des députés par MM. Renou, Vaillant et Walter.

Le but visé par les auteurs de ladite proposition était toujours la suppression du trafic des reconnaissances et le moyen indiqué pour y parvenir était également le même, c'est-à-dire la suppression des Commissaires-Priseurs attachés au Mont-de-Piété.

Le Conseil d'Etat, consulté en 1895 par le Gouvernement sur les modifications à apporter au fonctionnement du Mont-de-Piété, en vue de supprimer le trafic des reconnaissances, avait pourtant estimé,

dans un avis délibéré et adopté dans les séances des 4 et 11 juillet 1895 (1), que pour combattre efficacement l'usure et le trafic scandaleux des reconnaissances, il n'y avait qu'à rendre passibles des peines du premier paragraphe de l'article 411 du Code pénal ceux qui achètent habituellement des reconnaissances, mais qu'il fallait bien se garder de toucher aux Commissaires-Priseurs qui faisaient la force même du Mont-de-Piété.

Il était à croire qu'après cet avis catégorique, des propositions semblables ne seraient plus présentées. Il n'en fut rien.

La proposition de MM. Renou, Vaillant et Walter ne fut pas portée à l'ordre du jour de la Chambre, la Commission chargée de l'examiner ayant sans doute considéré qu'elle ne rendrait aucun service aux emprunteurs (2).

§ 7

Quelques années après, le 19 janvier 1903, une proposition de loi tendant à la réorganisation du service de la prise des gages du Mont-de-Piété de

1. Voir à l'Annexe l'avis du Conseil d'État de 1895.

2. Un rapport sommaire de M. de La Batut, au nom de la 3^e Commission d'initiative parlementaire, concluait cependant à la prise en considération de la proposition.

Paris fut présentée sur le bureau du Sénat par M. Paul Strauss.

L'auteur de cette proposition ne visait pas en même temps la réorganisation de la prisée et celle de la vente des gages, mais seulement la première.

« Il nous a paru, disait-il dans l'exposé des motifs, qu'en ne liant pas les deux réformes, nous enlèverions aux objections anciennes toute leur force. »

Le but invoqué était comme dans les propositions antérieures :

1° De diminuer les frais d'administration en supprimant le droit de prisée ;

2° De combattre le trafic des reconnaissances en majorant les prêts.

Le moyen indiqué pour arriver à ce résultat était le remplacement des Commissaires-Priseurs-Appréciateurs par des agents administratifs.

« Il a été, depuis longtemps, reconnu, disait M. Paul Strauss, que le développement de ce trafic (le trafic des reconnaissances) résultait de l'obligation imposée au Mont-de-Piété de laisser un assez fort écart entre le prêt et l'estimation du gage et que, par conséquent, le remède radical à une situation aussi fâcheuse serait de diminuer cet écart et de le ramener à un chiffre assez faible pour qu'il soit possible d'en interdire la libre disposition à l'emprunteur...

« Si le trafic des reconnaissances a pu grandir et

« se maintenir, c'est en raison de l'insuffisance de
« l'appréciation et cette insuffisance tient elle-
« même à la responsabilité pécuniaire des Commis-
« saires-Priseurs...

« Il est impossible d'imposer une majoration du
« montant du prêt aux Commissaires-Priseurs, en
« raison de la responsabilité qu'ils assument de rem-
« bourser les déficits d'adjudication, en cas de vente
« à perte des gages non retirés.

« Bien au contraire, il a été établi que le supplé-
« ment de pertes pouvant éventuellement provenir
« du fait de la majoration des prêts, s'il peut in-
« quiéter une corporation rétribuée par un droit fixe
« sur les opérations, n'aurait aucune influence sur
« les revenus de l'Administration qui se trouve-
« raient notablement augmentés par la plus-value
« des droits résultant de la combinaison.

« ... En ce qui concerne la vente des gages, le Mont-
« de-Piété se contenterait d'avoir à sa nomination le
« personnel des ventes, et d'exiger que le Commis-
« saire-Priseur n'adjuge pas les articles mis aux en-
« chères sans le consentement du représentant de
« l'Administration. »

M. Paul Strauss aboutissait à la proposition sui-
vante :

« Article premier. — Le droit de prisée est supprimé.

Art. 2. — L'appréciation des objets présentés en
nantissement au Mont-de-Piété de Paris sera faite

par des employés nommés par le Préfet de la Seine et choisis sur une liste de trois candidats présentés par le Directeur.

Art. 3. — Le montant des sommes à prêter sera réglé quant aux nantissements d'or et d'argent aux quatre cinquièmes de leur valeur en poids et quant à tous autres objets aux deux tiers du prix de leur estimation.

Le quantum du prêt pourra être porté aux neuf dixièmes de l'estimation, si l'emprunteur le demande et s'il consent à recevoir de son dépôt un récépissé inaliénable.

Art. 4. — Le nombre des appréciateurs, le chiffre de leur traitement, celui de leur cautionnement, les conditions de leur avancement seront réglés par un arrêté préfectoral.

Les crieurs des ventes seront agréés par le Directeur, payés par les Commissaires-Priseurs.

Art. 5. — Lorsqu'à défaut de dégagement ou de renouvellement, il sera procédé à la vente des nantissements, les adjudications ne pourront être prononcées par le Commissaire-Preneur vendeur que du consentement du représentant de l'Administration.

Art. 6. — Les Commissaires-Priseurs vendeurs seront nommés par le Préfet de la Seine sur une liste de trois candidats présentés par le Directeur. »

Cette proposition, bien que moins radicale que les

précédentes quant aux réformes qu'elle envisageait n'eut pas de suite.

Renvoyée le 10 mars 1903 à l'examen d'une commission spéciale, elle ne fit l'objet d'aucun rapport.

§ 8

Nous arrivons ainsi à la dernière proposition de loi présentée sur ce sujet : celle de M. Louis Martin, déposée sur le Bureau de la Chambre des députés le 12 novembre 1907.

« La plaie principale, la plus profonde des Monts-
« de-Piété, c'est, disait-il, la vileté des estimations ;
« nous en avons indiqué les désastreuses conséquences pour l'emprunteur, condamné généralement à
« un second emprunt infiniment plus onéreux encore.
« Un seul remède apparaît : réduire au strict minimum l'écart entre la valeur de l'objet gagé et le
« prêt consenti. Pour obtenir ce résultat, que faut-il ? Décharger les Commissaires-Priseurs de l'estimation des gages et remettre ce soin à des estimateurs spéciaux...

« Si cette estimation, il est vrai, n'est pas garantie
« par une sanction pécuniaire puisque l'agent ne sera
« pas responsable pécuniairement, elle le sera par le
« souci d'éviter des erreurs qui, si elles étaient multipliées, deviendraient bien vite suspectes à un contrôle attentif.

« En faisant une estimation équitable de l'objet
« gagé et en prêtant non pas les deux tiers, mais les
« neuf dixièmes de sa valeur d'estimation, le Mont-
« de-Piété procurera à l'emprunteur à un taux nor-
« mal l'argent dont il a besoin... »

M. Louis Martin arrivait à la conclusion suivante :

« Article premier. — A partir de la promulgation de
la présente loi, les estimations ou prisées dans les
Monts-de-Piété seront faites exclusivement par les
soins d'agents salariés, nommés par l'Administration
dans des formes et conditions déterminées par un
règlement d'administration publique.

Art. 2. — Les Monts-de-Piété sont autorisés à prêter une somme représentant les neuf dixièmes de la valeur de l'estimation du gage.

Art. 3. — Toute personne ayant fait un emprunt auprès du Mont-de-Piété est autorisée à se libérer par acomptes. Ces acomptes ne pourront être inférieurs à la douzième partie de la somme prêtée, augmentée des intérêts et frais. »

Comme on le voit, l'auteur de la proposition ne fait pas allusion aux ventes ; sans doute, conservait-il dans son esprit les Commissaires-Priseurs pour diriger les enchères.

Dans l'article 2, il vise le prêt d'une somme représentant les neuf dixièmes de la valeur de l'estimation du gage, mais il ne contrebalance pas cette autorisation par l'inaliénabilité de la reconnaissance qui

avait été admise avec raison, selon nous, par les auteurs de plusieurs propositions antérieures.

Renvoyée à la Commission compétente, la proposition de M. Louis Martin n'a pas vu le jour de la discussion.

*
* *

De tous les projets divers que nous venons de passer en revue, aucun n'a donc abouti ; aucune des réformes proposées n'a été adoptée.

L'étude que nous avons faite de ces projets nous a permis de voir quels étaient les griefs principaux élevés contre les Commissaires-Priseurs. Dans le chapitre qui va suivre, nous nous attacherons à discuter point par point les reproches que l'on a adressés aux collaborateurs du Mont-de-Piété qui nous occupent actuellement ; nous examinerons dans un autre chapitre si le système préconisé en vue de leur remplacement doit rendre véritablement les services qu'on en attend.

CHAPITRE III

Exposé et discussion des critiques dirigées contre les Commissaires-Priseurs attachés au Mont-de-Piété de Paris

L'examen que nous venons de faire des divers projets ou propositions de loi déposés soit à la Chambre, soit au Sénat en vue de la réorganisation de l'Administration du Mont-de-Piété, nous a montré quelles étaient les critiques adressées aux Commissaires-Priseurs qui y sont attachés.

Le reproche principal qui leur est fait est la faiblesse de leurs estimations.

De cette faiblesse résulteraient les conséquences suivantes :

a) Éloignement de la clientèle des petits emprunteurs, clientèle intéressante pour qui le Mont-de-Piété a été surtout créé ;

b) Éloignement de la clientèle des gros emprunteurs, qui est la principale source des bénéfices de l'Administration ;

c) Encouragement du trafic des reconnaissances.

On arrive ainsi à cette conclusion finale :

C'est au principe de la responsabilité des Commissaires-Priseurs que sont dus ces déplorables résultats ; il faut donc supprimer cette responsabilité et par conséquent ces officiers ministériels, dont elle est la seule raison d'être.

Nous allons prendre séparément chacune des critiques que nous venons d'énoncer et nous verrons si, après un examen attentif, elles peuvent subsister.

§ 1. — PRÉTENDU ABAISSEMENT SYSTÉMATIQUE DU TAUX DES PRÊTS

Est-il vrai que les Commissaires-Priseurs, entraînés par un sentiment exagéré de leur responsabilité, déprécient de parti pris la valeur des objets offerts en nantissement ?

Nous ne le croyons pas.

Pour nous en convaincre, il suffit de rapprocher et de comparer le total des sommes prêtées par les Commissaires-Priseurs pour les objets qui passent en vente, et le chiffre atteint à la vente par ces mêmes objets ; si la proportion entre ces deux chiffres est normale, la preuve que nous cherchons est faite. L'adjudication publique est, en effet, l'unique moyen qui

soit à notre connaissance pour se faire une opinion sur la manière dont les Commissaires-Priseurs accomplissent l'importante tâche de la prisee des gages au Mont-de-Piété.

Le tableau suivant indique, pour les quatre dernières années dont la statistique soit connue, d'une part le montant des prêts faits sur les articles passés en vente, augmentés des droits perçus par l'Administration (1), d'autre part, la somme atteinte à la vente par ces mêmes articles. Du rapprochement de ces deux chiffres résulte la proportion que nous cherchons.

Années	Prêts faits sur les articles vendus y compris les droits perçus par l'Administration	Sommes produites par les adjudications	Proportion % du prêt comparé à la valeur des articles vendus
1908..	1.575.988 80	2.120.525 80	74 %
1909..	1.797.333 28	2.308.470 78	77 %
1910..	2.006.175 20	2.697.517 45	74 %
1911..	1.882.482 73	2.518.923 38	74 %
Totaux.	7.261.980 01	9.645.437 41	75 %

Ainsi, pendant les quatre dernières années, le montant des adjudications faites au Mont-de-Piété s'est

1. L'appréciateur est responsable vis-à-vis de l'Administration de la somme avancée, augmentée des droits perçus par l'Administration pour intérêts, frais et accessoires.

élevé dans l'ensemble à 9.645.437 fr. 44 ; le montant des prêts afférents aux articles vendus, y compris les droits perçus par l'Administration, a atteint la somme de 7.261.980 fr. 01. La proportion du prêt comparée à la valeur des articles vendus est donc en moyenne de 75 %.

Or, l'article 58 du décret du 8 thermidor an XIII règle, ainsi que nous l'avons déjà vu, le montant des sommes à prêter par l'Administration pour chaque catégorie d'objets : pour l'argenterie et les bijoux en or et en argent, le montant du prêt est fixé aux $\frac{4}{5}$ de leur valeur au poids ; pour les autres nantissements, il est fixé aux $\frac{2}{3}$ du prix de leur estimation.

En prêtant 75 % de la valeur des gages, les appréciateurs se tiennent dans les limites de la loi. Que peut-on leur reprocher ?

Les prêts qu'ils ont consentis ne sont donc pas systématiquement trop faibles, surtout si l'on songe que le prêt du Mont-de-Piété est fait pour une durée *illimitée* et que la valeur des gages corporels est essentiellement variable.

Un écart est indispensable entre la valeur du gage et le prêt consenti. Le législateur de 1891 l'a bien compris lorsqu'il a fixé le maximum des avances sur valeurs mobilières à 80, 75 et même 60 % de la valeur du titre donné en nantissement. La Banque de France et le Crédit Foncier, comme chacun sait, agis-

sent de même. Et pourtant les valeurs sur lesquelles le Mont-de-Piété et la Banque de France consentent des avances sont toujours facilement négociables, et la durée du prêt n'est dans ces établissements que de trois mois ou au maximum de six mois.

Les Commissaires-Priseurs seraient donc téméraires si, en présence de l'aléa qui entoure les ventes d'objets mobiliers, ils prêtaient dans d'autres conditions.

Détruisons pour terminer une légende quant à leur manière d'apprécier les gages. On compare souvent les Commissaires-Priseurs attachés au Mont-de-Piété et les pawnbrokers anglais, en insinuant que les emprunteurs français gagneraient souvent à traverser le détroit. L'extrait suivant pris dans le journal *The London* nous montre que cette assertion ne repose sur aucun fondement sérieux et que la comparaison n'est nullement au désavantage de notre pays (1) :

« Nous démentons cette affirmation si souvent
« pétée que les prêteurs sur gages avancent davan-
« tage sur les objets que les appréciateurs de Paris.
« Nous avons fait l'épreuve des deux systèmes et
« trouvé que l'avance dans l'un et dans l'autre est à
« peu près la même. Le *Pawnbroker's Gazette* ne nie
« pas qu'il est rare qu'un surplus soit payé à l'em-
« prunteur. Il est dans l'intérêt de l'appréciateur, à

1. Voir *La question du prêt sur gages*, par S. Lequesne.

« Paris, qui est en même temps le Commissaire-Priseur, d'élever à la vente le prix des gages non réclamés ; il est dans l'intérêt du prêteur sur gages, « ici, de veiller à ce qu'ils soient vendus à bas prix « et de les racheter lui-même, autant que possible. »

Le premier grief articulé contre les Commissaires-Priseurs-Appréciateurs, clef de voûte de l'argumentation de leurs adversaires, ne résiste donc pas lorsqu'on l'examine sans parti pris, chiffres en mains.

§ 2. — ÉLOIGNEMENT DES PETITS EMPRUNTEURS

Les Commissaires-Priseurs éloignent systématiquement les petits emprunteurs, c'est-à-dire la classe la plus intéressante pour laquelle le Mont-de-Piété a été surtout créé. Tel est le second reproche adressé aux Commissaires-Priseurs.

On veut dire par là que les appréciateurs refusent sans raison de nombreux gages offerts en nantissement parce que, suivant eux, ils ne représenteraient pas la somme de 3 francs, minimum des engagements fixé par le règlement.

Nous allons voir que les Commissaires-Priseurs ont, au contraire, pour règle de refuser seulement les articles qui, par leur modicité, leur composition ou leur état de malpropreté, ne peuvent pas être engagés pour le prêt minimum de 3 francs.

Le tableau suivant nous donne le nombre des prêts insuffisants pendant les années 1908, 1910 et 1911 :

Années	<i>Chiffres des engagements</i>		Prêts insuffisants
	articles	sommes	
1908...	1.068.311	41.779.990	47.072
1910...	910.118	38.598.529	48.274
1911...	981.022	41.808.874	50.207

Le nombre des articles jugés insuffisants pour un prêt de 3 francs s'est donc élevé pendant ces dernières années à un chiffre moyen de 48.500 environ, contre 1 million d'articles environ qui ont été engagés. La proportion entre les prêts insuffisants et les prêts conclus est donc minime.

De plus, il faut remarquer que bien des prêts refusés dans un bureau ont été acceptés dans un autre ; que le même article figure ainsi plusieurs fois dans le total ; qu'enfin beaucoup d'articles refusés tout d'abord comme insuffisants ont été engagés après que l'emprunteur, sur l'avis du Commissaire-Priseur, a eu complété son gage en ajoutant un objet quelconque à ceux précédemment présentés.

Notons en passant qu'il est de l'intérêt du Mont-de-Piété de ne pas rechercher avec trop d'insistance ces petits prêts ; ils lui rapportent moins qu'ils ne lui coûtent, ce sont des prêts « onéreux ».

En 1911, la limite des prêts onéreux s'élevait à 40 francs (1). L'engagement d'un objet de valeur moindre était une perte pour l'Administration ; les gages d'une valeur supérieure à 40 francs payaient leurs frais en admettant qu'ils restent en magasin pendant un temps assez long ; il fallait arriver à un prêt d'une valeur supérieure à 100 francs pour trouver un bénéfice certain pour l'Administration.

Si les prêts de faible valeur sont onéreux pour l'Administration, on peut ajouter aussi que ce sont ces prêts de 3, 4 et 5 francs qui, à la vente, donnent aux Commissaires-Priseurs les pertes les plus considérables sans aucune compensation pour eux puisque les droits de prisée et de vente qu'ils leur procurent sont absolument insignifiants.

La faible proportion des prêts insuffisants par rapport au chiffre des engagements nous prouve que les Commissaires-Priseurs, loin de rejeter systématiquement les gages de faible valeur, les acceptent au contraire aussi souvent qu'ils le peuvent. Les très fortes pertes que la vente de ces gages leur procurent démontrent que, dans le désir d'aider leurs propriétaires nécessiteux, ils consentent des prêts de beaucoup supérieurs à leur valeur réelle.

1. En 1900 la limite des prêts onéreux était de 37 francs, en 1884 la limite de ces prêts était de 20 francs.

§ 3. ÉLOIGNEMENT DES GROS EMPRUNTEURS

Les Commissaires-Priseurs éloigneraient, par la faiblesse de leurs estimations, les gros emprunteurs qui sont la source principale des bénéfices de l'Administration du Mont-de-Piété.

Précisons de suite par le tableau suivant le nombre des prêts refusés pendant ces dernières années, c'est-à-dire le nombre des prêts pour lesquels l'offre faite par les Commissaires-Priseurs-Appréciateurs n'a pas paru aux emprunteurs en rapport avec la valeur qu'ils supposaient à leurs gages :

Années	<i>Prêts refusés</i>	
	articles	sommes
1908.....	41.485	4.272.601
1909.....	39.665	3.663.456
1910.....	31.690	2.730.964
1911.....	32.221	2.831.187

Nous voyons par ce tableau que le nombre des prêts refusés qui, en 1908, était de 41.485, n'est plus, en 1911, que de 32.221 ; c'est donc en quatre ans une diminution considérable obtenue grâce aux efforts des appréciateurs.

Et encore ces chiffres ne sont-ils pas complètement exacts.

Nous avons, en effet, expliqué précédemment ce qui se passe pour les prêts refusés par les appréciateurs par suite de leur valeur trop minime qui, rendus aux emprunteurs, sont successivement présentés par eux dans plusieurs bureaux du Mont-de-Piété et la plupart du temps sont définitivement engagés dans l'un ou l'autre.

Il en est de même pour les prêts refusés par les emprunteurs comme inférieurs à la valeur qu'ils attribuent à leurs gages, spécialement pour les prêts les plus importants. La plus grande partie de ces prêts est demandée par des marchands ; ceux-ci vont avec leur gage de bureaux en bureaux dans l'espoir d'obtenir toujours une plus forte somme ; finalement, ils retournent l'engager dans le bureau qui leur a fait l'offre la plus avantageuse ; néanmoins, l'article a été mentionné dans chaque bureau comme ayant fait l'objet d'un prêt insuffisant.

Si le chiffre proposé par le Commissaire-Priseur n'a pas été accepté par l'emprunteur, s'ensuit-il que ce soit le Commissaire-Priseur qui ait toujours tort ?

Disons-le tout de suite, c'est le contraire qui, le plus souvent, est la vérité. Il est certain que le Commissaire-Priseur peut faire des erreurs, mais l'emprunteur, et cela de très bonne foi, donne très fréquemment à son gage une valeur bien supérieure à

celle qu'il a en réalité. Il ne voit, en effet, que la somme qu'il a dû déboursier pour l'acquérir, il ne voit jamais le prix qu'il atteindrait en vente publique. C'est pourtant le prix de vente que le Commissaire-Priseur doit envisager en toute circonstance.

Il faut tenir compte enfin que des personnes présentent souvent au Mont-de-Piété pour obtenir gratuitement une estimation d'objets qu'elles n'ont nullement l'intention d'engager.

Le reproche fait aux Commissaires-Priseurs d'éloigner par principe les gros emprunteurs n'est donc pas justifié. La diminution progressive du nombre des prêts refusés plaide d'ailleurs suffisamment leur cause.

§ 4. — ENCOURAGEMENT DU TRAFIC DES RECONNAISSANCES

Les Commissaires-Priseurs, par suite de la faiblesse de leurs prêts, encouragent le trafic des reconnaissances ; ce n'est qu'en leur retirant la prise des gages qu'on pourra arriver à la suppression de ce trafic. Tel est le reproche le plus souvent adressé aux Commissaires-Priseurs.

Il n'est pas douteux que ce trafic existe, personne ne songe à le nier.

Voyons d'abord en quoi il consiste :

La reconnaissance est le titre au porteur délivré

par l'Administration à l'emprunteur au moment de la remise de son gage. Il arrive souvent que la somme prêtée à celui-ci est inférieure à celle qui lui serait nécessaire ; dans ce cas, il se présente à un nouveau prêteur appelé « marchand de reconnaissances » qui lui consentira une nouvelle avance. Dans le but de déguiser ce prêt sur gage défendu par la loi, qui en attribue le monopole au Mont-de-Piété, le marchand de reconnaissances lui donnera la forme d'une vente à réméré.

L'emprunteur à réméré peut, il est vrai, dégager la reconnaissance, mais le plus souvent il devra abandonner son titre aux mains du brocanteur. Dans ce cas, la vente exécutée par le Mont-de-Piété sera faite au profit du brocanteur et le boni, s'il en existe, sera remis à ce dernier. Il est rare, en effet, que le premier emprunteur puisse arriver à rembourser au marchand de reconnaissances l'avance qu'il lui a faite et surtout les intérêts usuraires qu'il percevait.

Le trafic des reconnaissances aurait donc pour base, d'après les adversaires des Commissaires-Priseurs, l'écart entre le prêt consenti et la valeur du gage, d'où cette conséquence que l'on tire qu'en augmentant le quantum du prêt, on diminuerait nécessairement le champ du trafic. Cela est exact, mais par ce moyen le trafic ne sera jamais supprimé, car il faudra toujours laisser un écart entre le prêt et la valeur de l'objet. On aura beau prêter les 9/10 de sa valeur,

comme certains projets de loi l'on proposé, l'écart subsistera et les estimations auront beau être faites par les soins de l'Administration, l'écart subsistera toujours.

Or la question qui nous intéresse est de savoir si la suppression des Commissaires-Priseurs en qualité d'appréciateurs au Mont-de-Piété entraînera la suppression du trafic des reconnaissances.

Nous ne le croyons pas.

En disant cela, nous nous appuyons sur l'opinion d'un ancien Directeur du Mont-de-Piété qui, dans la séance du Conseil Municipal du 16 novembre 1885, s'exprimait ainsi :

« On veut supprimer le brocantage et l'on a raison,
« mais quand on ajoute que pour supprimer le bro-
« cantage il faut supprimer les Commissaires-Pri-
« seurs, j'estime que cette formule n'est pas bonne.

« Il faudra toujours, en effet, des gens qui appré-
« cient la valeur des objets ; si cette besogne n'est
« pas faite par des Commissaires-Priseurs, elle devra
« être faite par d'autres qui ne la feront pas mieux
« et qui ne nous offriront pas les garanties que nous
« donne la corporation des Commissaires-Priseurs. »

Et dans la séance du 31 décembre 1886, le même Directeur ajoutait :

« La réorganisation de la prisée n'aura pas pour
« effet de supprimer le trafic des reconnaissances. »
L'affirmation du Directeur du Mont-de-Piété n'est

pas unique en son genre. Le Préfet de la Seine, dans la séance du Conseil Municipal du 16 novembre 1886, disait également :

« En diminuant l'écart entre le prêt et la valeur
« du gage, on porterait atteinte au trafic des recon-
« naissances, sans toutefois le détruire, car entre
« notre appréciation et le prix de vente, il y aura
« encore une différence dans laquelle pourra se mou-
« voir la spéculation individuelle. Donc, même si le
« Mont-de-Piété reprenait le droit de prisée, le bro-
« cantage ne disparaîtrait pas complètement. »

Dans une autre séance du Conseil Municipal, celle du 31 décembre 1886, le Préfet de la Seine ajoutait :

« J'entendais, il y a un instant, exprimer l'espoir
« que grâce à la réorganisation du service de l'ap-
« préciation, le brocantage deviendrait sans doute
« impossible ; je ne partage pas cet espoir car les
« employés du Mont-de-Piété se préoccuperont évi-
« demment, le jour où le service d'appréciation leur
« sera confié, de sauvegarder les intérêts de l'Admi-
« nistration ; ils ne devront jamais se départir d'une
« certaine prudence dans leurs évaluations et tou-
« jours il restera entre ces évaluations et la valeur
« réelle un écart que continuera à exploiter le bro-
« canteur. »

En 1889, M. Arnault, député, chargé de rapporter le projet de loi déposé par le Gouvernement en vue de modifier l'organisation du Mont-de-Piété, et spécia-

lement de remplacer les Commissaires-Priseurs-Appréciateurs par des fonctionnaires nommés par l'Administration, s'exprimait dans le même sens et concluait au rejet du projet, la suppression des Commissaires-Priseurs ne devant atteindre en aucune façon, suivant lui, le trafic des brocanteurs.

Le Conseil d'État, consulté en 1895 par le Gouvernement sur les modifications qu'il y aurait lieu d'apporter au fonctionnement du Mont-de-Piété en vue de supprimer ce même trafic, émettait un avis absolument catégorique et conforme en tous points à notre opinion. Le seul moyen pour arriver à cette suppression était, aux yeux du Conseil d'État, l'interdiction de l'achat des reconnaissances ; l'article 441 du Code Pénal devait donc être complété d'après lui par la disposition suivante :

« Les peines prononcées par le paragraphe premier du présent article seront également applicables à ceux qui auront acheté habituellement des reconnaissances du Mont-de-Piété. »

L'avis était précédé de considérants du plus grand intérêt pour la thèse que nous soutenons ; en voici quelques passages marquants :

«... Considérant, au surplus, que le reproche adressé aux Commissaires-Priseurs d'estimer les objets offerts en nantissement au-dessous de leur valeur réelle, ne paraît pas fondé ; qu'en effet, si des erreurs inévitables d'appréciation peuvent être

« relevées, il résulte des statistiques publiées par l'Ad-
« ministration du Mont-de-Piété que le produit de
» l'adjudication des gages vendus est en moyenne
« inférieur à l'estimation fixée par les Commissaires-
« Priseurs ; qu'ainsi l'innovation proposée (1) n'est
« justifiée ni en fait, ni en droit ; qu'elle aurait pour
« résultat d'affaiblir le caractère public et charitable
« du Mont-de-Piété, sans lui permettre de dévelop-
« per les services qu'il doit rendre aux nécessiteux,
« et ne porterait aucune atteinte, même indirecte, au
« trafic des reconnaissances dont l'extension, cons-
« tatée depuis 1879, doit être principalement attri-
« buée à l'inefficacité des mesures qui seraient de na-
« ture à le réprimer ;

« ... Qu'au contraire, l'interdiction de l'achat des re-
« connaissances entraînera la fermeture des maisons
« qui se livrent à ce trafic et rendra plus difficile la
« transmission des reconnaissances aux mains d'in-
« termédiaires moins intéressés que les emprunteurs
« à dégager les objets déposés ; que cette modifica-
« tion de l'article 411 du Code pénal aura pour con-
« séquence de réduire le nombre des ventes, d'amé-
« liorer les conditions du prêt, et, par suite, est
« seule de nature à sauvegarder les véritables inté-
« rêts des emprunteurs... »

1. Remplacement des Commissaires-Priseurs-Appréciateurs par des employés de l'Administration.

Le Conseil d'Etat, en donnant cet avis, s'inspirait de la loi belge (1) qui interdit l'achat habituel des reconnaissances et qui, depuis 1867, époque où elle a été rédigée, a, sans conteste, fait ses preuves.

Disons en terminant que le trafic des reconnaissances augmente peu et que le chiffre qu'il atteint est bien faible par rapport au chiffre total des opérations du Mont-de-Piété. On peut s'en rendre compte par le tableau suivant qui nous montre, pour ces dernières années :

- 1° Le chiffre atteint par les gages vendus ;
- 2° Le total des sommes payées à des marchands de reconnaissances au bureau des bonis.

Années	Total des adjudications	Total des bonis payés à des marchands
1908.....	2.120.525 80	197.572
1909.....	2.308.470 78	192.972
1911.....	2.518.923 38	239.833

Les brocanteurs ont donc présenté pendant ces dernières années au bureau des bonis des reconnaissances qui leur ont rapporté une somme de 200.000 francs environ.

Mentionnons, en passant, que les statistiques nous donnent bien la somme des bonis payés à des mar-

1. Art. 308, Code civil belge.

chands, mais ne nous prouve pas que dans de nombreux cas, ces marchands n'agissaient pas pour leur compte personnel.

Enfin, il faut noter qu'il arrive souvent aux brocanteurs de présenter des reconnaissances sur lesquelles aucun boni ne leur est versé, le gage qu'elles représentent ayant été vendu à un prix inférieur ou à un prix égal à celui pour lequel le prêt avait été consenti. Dans ce cas, c'est pour le brocanteur une perte sèche, car nécessairement pour devenir propriétaire de la reconnaissance il a dû faire une avance au premier emprunteur.

Ainsi en 1910, sur 53.789 reconnaissances présentées au bureau des bonis par les marchands, 37.360 donnèrent bien lieu à un versement de bonis, mais 13.669 représentaient des gages vendus à perte ou à un prix équivalent à la somme prêtée et par conséquent ne devaient rien rapporter à leur propriétaire, au contraire. En 1911, la différence se retrouve dans des proportions semblables : 45.073 reconnaissances furent présentées par des marchands ; 37.324 donnèrent lieu à bonis et 10.122 furent cause d'une perte pour les brocanteurs.

Nous pouvons en déduire que les bonis ne sont pas la source principale des bénéfices de ces derniers ; en réalité, leurs bénéfices résident surtout dans les intérêts usuraires (120 % au moins par an) qu'ils prélèvent sur leurs malheureux clients.

Sans nier le trafic opéré par les brocanteurs, nous croyons avoir démontré par les explications qui précèdent, qu'il n'y a aucune corrélation entre le service des Commissaires-Priseurs au Mont-de-Piété et la prospérité des affaires des marchands de reconnaissances ; pour faire cesser leur trafic la suppression des Commissaires-Priseurs ne serait donc d'aucune utilité.

§ 5. — ÉMOLUMENTS ET RESPONSABILITÉ DES COMMISSAIRES-PRISEURS AU MONT-DE-PIÉTÉ

L'intervention des Commissaires-Priseurs au Mont-de-Piété est devenue une charge hors de proportion avec les services rendus par ces agents.

Voilà un argument plusieurs fois reproduit par les auteurs des projets tendant à la réorganisation du Mont-de-Piété. Il est facile à réfuter.

Tout d'abord, voyons en quoi consiste cet émolument.

Les Commissaires-Priseurs touchent :

1° En qualité d'appréciateurs un droit de 0,50 % calculé sur le montant des prêts consentis ;

2° En qualité de vendeurs, un droit de 3 % calculé sur le montant des adjudications.

Ces droits, depuis l'organisation du Mont-de-Piété n'ont jamais été augmentés ; ils ont même subi une diminution depuis 1888. Avant cette date, le droit de

vente était, en effet, de 3 1/2 %, il n'est plus aujourd'hui que de 3 %.

En présence de la dépréciation incontestable de l'argent et de l'augmentation générale des émoluments, on peut s'étonner qu'un honoraire paraisse aujourd'hui exagéré, alors qu'en l'an XIII il semblait juste suffisant.

Mais, dira-t-on, la progression constante des opérations du Mont-de-Piété procure aux Commissaires-Priseurs des émoluments de plus en plus élevés.

Il est facile de comprendre qu'il n'en est rien. Les charges des Commissaires-Priseurs s'accroissent en effet chaque jour et dans des proportions plus considérables que leurs honoraires ; le développement du chiffre des affaires les entraîne à des augmentations continuelles dans le nombre et dans les appointements du personnel qu'ils ont sous leurs ordres et si ce développement des affaires est pour eux la cause d'un surcroît de travail et d'une augmentation de dépenses, il est facile de comprendre qu'il est aussi la cause d'un surcroît de responsabilité.

Bien que certains partisans de la suppression des Commissaires-Priseurs le prétendent, leur responsabilité n'est pas illusoire. Il s'est trouvé des années où les pertes à la vente, mises à leur charge en vertu du règlement, se sont élevées à 190.000 francs, et la moyenne de ces pertes dépasse annuellement la somme de 30.000 francs.

Mais, outre ces pertes énormes, à combien d'autres dangers peuvent être exposés les Commissaires-Priseurs ! Qu'une crise commerciale, un événement politique, une guerre surviennent et amènent une dépréciation sur l'or, l'argent et les pierres précieuses, quel sera alors le désastre ?

Nous croyons avoir, par les explications qui précèdent, démontré que l'émolument des Commissaires-Priseurs représente un travail personnel journalier très astreignant, une responsabilité pécuniaire sans limites, l'apport d'une capacité et d'une honorabilité qui n'ont jamais été trouvées en défaut, un contrôle et une surveillance croissant avec le nombre des opérations, enfin l'abandon forcé de tout autre clientèle que celle du Mont-de-Piété. Personne, dans ces conditions, ne peut trouver, de bonne foi, qu'il soit exagéré (1).

§ 6. — CRITIQUE DES COMMISSAIRES-PRISEURS AU MONT-DE-PIÉTÉ EN TANT QUE VENDEURS

Une dernière critique qui, maintes fois, a été adressée aux Commissaires-Priseurs et qui tombe d'elle-même après un examen sommaire est formulée de la façon suivante : les Commissaires-Priseurs procèdent

1. Voir rapport Arnault (documents parlementaires, 1889) dans ce sens.

aux ventes de gages dans des conditions défectueuses ; ils adjugent avec trop de rapidité les lots mis en vente, ceux-ci n'atteignent donc pas leur valeur réelle. On ajoute même que si les Commissaires-Priseurs ne font pas monter plus haut les enchères, c'est afin de masquer la faiblesse de leurs estimations.

Quel intérêt auraient donc les Commissaires-Priseurs à vendre les objets mis en gage au-dessous de leur valeur réelle ? Il ne faut pas perdre de vue en effet que ces officiers ministériels touchent un honoraire de vente en rapport avec le produit de l'adjudication ; plus la vente sera élevée, plus les honoraires perçus par eux seront importants. Les Commissaires-Priseurs agiraient donc de partis pris contre leurs intérêts. C'est absolument inadmissible.

Ce dont on ne se rend pas bien compte, c'est que l'adjudication peut être plus rapide au Mont-de-Piété que dans les ventes faites ailleurs, à l'hôtel Drouot par exemple, cela pour plusieurs raisons :

a) Les Commissaires-Priseurs au Mont-de-Piété emploient pour leurs ventes deux crieurs, au lieu d'un comme on le fait généralement ;

b) Ces deux crieurs examinent avec soin avant la vente les gages qui doivent être vendus ; ils reconnaissent et pèsent tous les bijoux afin de pouvoir les annoncer avec la plus grande exactitude ;

c) Le public qui assiste à la vente est composé pres-

que exclusivement de marchands, qui, se rendant très vite compte de la valeur des lots, mettent rapidement leurs enchères ;

d) Aussitôt qu'un lot a été adjugé, le crieur qui l'a présenté s'occupe de le livrer à l'acquéreur et d'en recevoir le prix. Pendant ce temps son collègue procède sans désespérer à la vente du lot suivant.

De cette façon il n'y a aucune interruption, le public est constamment tenu en haleine. En fin de compte, les enchères obtenues sont certainement, quoi qu'on dise, plus élevées que lorsque la vente traîne en longueur et que le public distrait s'occupe d'autre chose.

Ajoutons enfin que le caractère d'officiers ministériels des Commissaires-Priseurs, leur honorabilité au-dessus de tout soupçon, est un sûr garant de la régularité des opérations qu'elles effectuent.

*
* *

Nous venons d'étudier successivement chacun des reproches adressés aux Commissaires-Priseurs attachés au Mont-de-Piété ; nous avons vu qu'il était facile d'y répondre et de démontrer leur entière inanité.

Tout esprit impartial après cet examen arrivera à la conclusion suivante qui est la nôtre :

Les Commissaires-Priseurs ne déprécient pas sys-

tématiquement la valeur des objets offerts en gage au Mont-de-Piété ; ils n'éloignent pas de parti pris les petits emprunteurs et leur méthode d'appréciation n'éloigne pas non plus les gros ; leur intérêt est tout à fait opposé à ce qu'ils agissent ainsi.

Aucun rapport de cause à effet n'existe entre les Commissaires-Priseurs-Appréciateurs et le trafic des reconnaissances ; celui-ci subsistera nécessairement tant qu'il y aura un écart entre la valeur réelle des gages et le montant des prêts ; or cet écart est indispensable et ce n'est pas grâce à la réforme de la prise, mais par d'autres moyens que nous indiquerons plus loin, que ce trafic pourra être supprimé.

Enfin l'émolument donné aux Commissaires-Priseurs n'est qu'une rétribution équitable de leur travail et qu'un contre-poids raisonnable à la lourde responsabilité qu'ils assument.

Ayant démontré qu'aucune critique ne peut être adressée aux Commissaires-Priseurs attachés au Mont-de-Piété, nous allons voir dans le chapitre suivant si les réformes proposées dans les divers projets de loi, aussi bien pour la prise que pour la vente, seraient néanmoins de nature à améliorer l'organisation actuelle du Mont-de-Piété.

CHAPITRE IV

Critique des réformes proposées pour l'organisation du Mont-de-Piété de Paris.

Les principales réformes réclamées par les auteurs des divers projets ou propositions de loi, analysés par nous dans le chapitre II, peuvent se résumer de la façon suivante :

1° Suppression des Commissaires-Priseurs en tant qu'appréciateurs et leur remplacement par des employés nommés par le Préfet de la Seine, sur la présentation du Directeur du Mont-de-Piété ;

2 Majoration du taux des prêts ;

3° Suppression des Commissaires-Priseurs en tant que vendeurs et leur remplacement par des employés choisis parmi les appréciateurs.

Ces réformes sont présentées comme ayant un double intérêt, d'abord un intérêt social, philanthropique, humanitaire, celui du public et surtout celui des petits emprunteurs, ensuite un intérêt financier, celui du Mont-de-Piété.

Il nous sera facile de démontrer que les réformes

proposées, loin de protéger ces deux intérêts, seraient, au contraire, de nature à leur nuire.

§ 1. — SUPPRESSION DES COMMISSAIRES-PRISEURS ET
LEUR REMPLACEMENT EN CE QUI CONCERNE LA PRISÉE
PAR DES EMPLOYÉS ADMINISTRATIFS.

La suppression des Commissaires-Preseurs en tant qu'appréciateurs et leur remplacement par des employés administratifs a été préconisée par les partisans de la réorganisation des Monts-de-Piété. Cette conception n'est pas nouvelle, elle a même déjà été appliquée. Il est donc possible de la juger en théorie et en pratique ; disons tout de suite qu'elle est condamnée, aussi bien par le raisonnement que par les résultats obtenus.

L'expérience comme la logique démontrent, en effet, que des employés administratifs n'ont ni l'indépendance, ni la compétence, ni la responsabilité nécessaires, que, par suite, ils font courir les plus grands dangers à l'Administration et peuvent l'entraîner dans des pertes énormes, tout en lui coûtant au moins aussi cher que les officiers ministériels qu'ils remplaceraient, et en ne procurant aucune économie pour le public.

C'est ce que nous allons développer dans les paragraphes suivants.

A. — *Manque d'indépendance
des agents administratifs.*

D'après les projets déposés, les employés administratifs qui remplaceraient les Commissaires-Priseurs seraient nommés par le Préfet de la Seine. Celui-ci les choisirait sur une liste de présentation dressée par le Directeur du Mont-de-Piété.

Le nombre de ces employés, le chiffre de leur traitement, les conditions de leur avancement seraient réglés par arrêté préfectoral.

Ainsi, à la place des Commissaires-Priseurs, officiers ministériels, offrant une garantie incontestable, mettant l'Administration à l'abri de toutes les éventualités, la couvrant de tous les risques, tenus enfin par leur intérêt même à égale distance des deux excès qu'il faut le plus redouter, à savoir les estimations trop basses et les estimations trop hautes, on trouverait de simples employés administratifs, sans responsabilité, nommés sur la proposition du Directeur, placés sous sa dépendance directe et immédiate et à son absolue discrétion.

N'y aurait-il pas là un véritable danger ?

Ces employés sauront-ils et pourront-ils en effet résister à l'influence de chefs qui leur conseilleraient pour raisons de personnes ou autres certains prêts dangereux ou supérieurs à la valeur réelle des

gages ? Assurément non. Désireux de ne point désobliger ces chefs, ils consentiront tous les prêts qui leur seront demandés, certains qu'en agissant différemment leur intérêt personnel y trouverait de gros mécomptes et, le cœur d'autant plus léger que, n'ayant aucune responsabilité, ils ne pourront subir aucune perte lors de la vente de ces gages.

Disons de suite que des faits de pression de ce genre se sont produits plusieurs fois en province où certains Monts-de-Piété n'emploient pas les Commissaires-Priseurs pour l'appréciation, et également à Paris lorsque les prêts étaient consentis, dans les bureaux auxiliaires, par l'Administration elle-même, sans le concours des Commissaires-Priseurs qui cependant en étaient responsables.

L'indépendance de l'appréciateur est la plus sûre garantie d'une bonne gestion : elle disparaît certainement avec l'institution d'employés administratifs.

B. — *Incompétence des agents administratifs.*

Ces employés auront-il la compétence spéciale, le travail consciencieux, la haute honorabilité des officiers ministériels auxquels ils succéderont ?

La réponse est facile.

Comment ces employés pourront-ils être choisis, triés par le Directeur du Mont-de-Piété qui aura la charge de les présenter au Préfet de la Seine en vue

de leur nomination ? Quelle compétence technique en matière d'estimation peut bien avoir le chef de la vaste Administration du Mont-de-Piété ? Le Directeur de cet établissement est un administrateur ; il n'est et ne sera jamais un expert ; il devra donc pour ces désignations s'en rapporter à des renseignements plus ou moins problématiques. Et si les appréciateurs ainsi choisis par lui trompent sa confiance, qui le renseignera, qui lui fera connaître la fraude en temps utile ?

Aucun de ces défauts n'existe avec l'appréciation des gages confiée aux Commissaires-Priseurs. Ceux-ci, en effet, en procédant à ce service exercent leur profession, et ils l'exercent dans les meilleures conditions possibles puisqu'ils sont pécuniairement responsables de leurs estimations et qu'ils se contrôlent mutuellement.

Les agents administratifs auront bien une émulation professionnelle, mais celle-ci sera plus dange-reuse qu'utile. Il se fera, entre les divers agents et les divers bureaux, une concurrence désastreuse pour les finances du Mont-de-Piété. Une véritable course aux affaires s'établira entre les agents, chacun cherchant à attirer à lui les grosses affaires et à se créer une clientèle personnelle qui sera satisfaite naturellement aux dépens de l'Administration.

Quelle différence de garantie comme compétence et comme sûreté de travail entre les Commissaires-

Priseurs et les agents administratifs ! La comparaison est encore bien plus défavorable pour les employés administratifs si on se place au point de vue de la responsabilité.

C. — *Irresponsabilité des agents administratifs.*

Les agents que choisira l'Administration pour faire le service de la prisee seront ou bien à appointements fixes et complètement irresponsables, ou bien à appointements fixes et responsables sur un cautionnement.

Nous allons voir si dans l'un et l'autre cas les intérêts du Mont-de-Piété ne se trouvent pas lésés de la même façon.

1° Agents à appointements fixes et irresponsables

Avec ce premier système, nous auront des employés responsables moralement seulement. Cette responsabilité sera suffisante pour les rendre fort timides dans leurs estimations ; elle sera certainement insuffisante pour garantir les intérêts de l'établissement.

Instruments dans la main du Directeur, qui devient ainsi l'agent supérieur de tous les prêts, les employés ne le garantiront contre aucune perte ; le contraire serait inique puisqu'ils n'auront aucun initiative.

Le Directeur dans ce système pourrait seul logi-

quement être responsable ; dans ce cas, si l'on exige de lui un cautionnement, on se demande, à Paris où les engagements atteignent plus de quarante millions par an, quel cautionnement serait suffisant et quel Directeur oserait accepter la responsabilité d'opérations multiples qui ont lieu simultanément dans trente bureaux différents.

Avec l'institution d'agents administratifs, en même temps que la compétence diminue, la responsabilité disparaît.

Et alors, sur qui retombent les pertes ?

Il faut y réfléchir.

Ces pertes prendront vite des proportions considérables. L'expérience le démontre. Il suffit, pour s'en rendre compte, d'examiner les prêts faits par les bureaux auxiliaires du Mont-de-Piété de 1858 à 1861, période pendant laquelle les Commissaires-Priseurs n'y étaient pas représentés : le service de la prisee y était alors assuré par des chefs de bureaux autorisés par le Directeur et sous sa dépendance. Aussi, les pertes suivirent la progression suivante :

Années	Pertes	Prêts
1857.....	12.117 60	27.217.984
1858.....	25.509 95	30.439.053
1859.....	56.462 70	30.900.945
1860.....	96.020 95	28.478.750
1861.....	67.144 10	31.063.268
1862.....	65.535 90	30.915.701

L'énormité de ces pertes et leur progression si rapide émut l'Administration ; une commission d'enquête fut nommée à la fin de l'année 1860. Cette commission ne devait pas tarder à s'apercevoir que de nombreux engagements avaient été frauduleux et que d'autres avaient été consentis sur l'ordre de la Direction du Mont-de-Piété pour des sommes manifestement exagérées.

La conclusion ne tarda pas.

L'Administration supérieure et le Préfet de la Seine désirant faire cesser les abus signalés par l'enquête administrative demandèrent le 1^{er} septembre 1863 aux Commissaires-Priseurs-Appréciateurs de mettre dans les bureaux auxiliaires, à leurs frais et sous leur responsabilité personnelle, des assesseurs chargés de faire la prisee.

Le résultat de cet sage mesure se fit immédiatement sentir. Les pertes ne tardèrent pas à diminuer. Elle tombèrent :

En 1864 à 27.774 fr. pour 31.568.117 fr. de prêts ;
En 1865 à 23.923 fr. pour 34.401.902 fr. de prêts ;
En 1866 à 34.422 fr. pour 34.934.062 fr. de prêts.

Le remplacement des agents administratifs par les Commissaires-Priseurs et leurs employés travaillant sous leur surveillance eut donc pour effet immédiat de ramener les opérations à une sage prudence ; il

eut également pour résultat, comme on peut se rendre compte dans le tableau ci-dessus, de favoriser les intérêts de l'Administration en augmentant le chiffre total des prêts.

Cet exemple pratique prouve combien le service de la prisee serait compromis s'il était livré à des employés non responsables exécutant passivement les volontés du Directeur de l'Administration.

**2. Agents à appointements fixes, mais responsables
sur leur cautionnement.**

Nous allons voir maintenant si le deuxième système qui consiste en agents à appointements fixes, responsables sur leur cautionnement pourrait donner de meilleurs résultats.

L'expérience ayant également été faite, il est facile de se rendre compte de la valeur d'une telle organisation.

Disons de suite que les inconvénients reprochés au premier système se retrouvent dans celui-ci : les cautionnements exigés de ces employés ne seront jamais suffisants pour couvrir l'Administration s'il survient des pertes un peu sérieuses.

C'est ce qui s'est passé au Mont-de-Piété de Bordeaux en 1876. L'employé, chargé de l'appréciation, avait un cautionnement de 40.000 francs, plusieurs étaient employés à sa charge ; il lui restait net par an

6.000 ou 6.500 francs en supposant une perte moyenne de 1.500 à 1.800 francs environ. Tant que les bénéfices furent supérieurs aux pertes tout alla bien ; mais il arriva, en 1876, que la vente de trente-trois nantisements composés de brillants produisit un déficit de 21.413 francs, dont l'appréciateur était naturellement responsable. C'était pour lui la rémunération de près de quatre années de travail qui disparaissait d'un seul coup ! Il ne put combler le déficit et dut demander à l'Administration une réduction sur les intérêts à elle dus. Il obtint cette remise, ce fut donc encore une fois l'Administration qui perdit. S'il n'avait pas obtenu la remise, il n'aurait sans doute pu continuer à exercer ses fonctions d'appréciateur et son remplacement aurait été singulièrement difficile pour l'Administration.

Ce qui est arrivé à Bordeaux arriverait aussi bien à Paris, mais les conséquences en seraient bien autrement désastreuses.

Plusieurs Monts-de-Piété de province qui firent l'expérience de ce système, notamment les Monts-de-Piété de Valenciennes et d'Oran furent heureux, après plusieurs désordres dans l'appréciation, de pouvoir retrouver les Commissaires-Priseurs et leur responsabilité.

De même le Mont-de-Piété de Versailles à qui, il y a quelques années, les Commissaires-Priseurs de la ville avaient refusé de prêter leur concours pour le

service de la prisée des gages, fit à ces officiers ministériels procès sur procès pour qu'ils lui restent attachés comme appréciateurs.

C'est là la meilleure preuve de l'utilité de leurs services !

« Nous croyons n'être pas démenti en disant que
« Crédit Foncier serait bien heureux, lui qui ne
« prête pourtant que 50 % de la valeur, de trouver,
« dans chaque arrondissement, un corps notarial qui
« garantirait ses prêts ; nous croyons qu'il abandon-
« nerait facilement à ce prix et ses inspecteurs et
« une somme même supérieure à ce qu'ils coûtent. »
Ainsi, s'exprimait M. Arnault, député, dans son rapport de 1889.

Enfin des compagnies d'assurances, consultées par l'Administration du Mont-de-Piété pour savoir si, moyennant primes, elles consentiraient à assumer la responsabilité des pertes en cas de vente ont répondu qu'elles ne voudraient à aucun prix s'en charger et qu'à leurs yeux le Mont-de-Piété ne pourrait trouver aucune combinaison plus avantageuse que celle existant pour se mettre à l'abri des déficits.

Tout ceci corrobore notre thèse.

*
* *

D'un autre côté la responsabilité des Commissaires-Priseurs est pour les prêteurs, c'est-à-dire pour

ceux qui confient à l'Administration leurs économies, contre le paiement d'un intérêt faible, mais sûr, une des principales garanties de leurs fonds ; les Commissaires-Priseurs sont pour eux de véritables assureurs. Si cette garantie venait à disparaître, des réclamations seraient formulées immédiatement, si bien qu'une telle réforme ne serait possible qu'à la condition d'offrir aux prêteurs le remboursement des fonds empruntés. Un débiteur ne peut, en effet, diminuer les garanties de son créancier sans lui offrir le remboursement de sa créance.

Cette conséquence est trop importante pour ne pas constituer par elle-même un obstacle insurmontable à une telle réforme.

*
* *

Voyons maintenant si le remplacement des Commissaires-Priseurs par des employés administratifs serait apprécié par les emprunteurs.

Nous ne le croyons pas non plus.

En effet, la responsabilité de tels agents ne sera jamais qu'individuelle, tandis que la responsabilité des Commissaires-Priseurs est collective. L'intérêt des premiers sera donc toujours de prêter la somme la plus faible possible puisqu'ils s'engagent chacun personnellement ; ce sentiment ne peut se retrouver au contraire chez les Commissaires-Priseurs puisque tout déficit retombe sur l'ensemble des appréciateurs.

Maintenir le service de la prisee dans les conditions où il fonctionne actuellement, c'est-à-dire assuré par les Commissaires-Priseurs-Appréciateurs indépendants du reste de l'Administration, tel est l'intérêt bien entendu des emprunteurs.

M. Arnault est donc bien d'accord avec la réalité des choses lorsqu'il dit dans son rapport de 1889 :

« Grâce à cette dualité de services qu'il faudrait
« inventer si elle n'existait par, grâce à ce tampon
« des Commissaires-Priseurs placés entre le prêteur
« et l'emprunteur, grâce à cette sentinelle invisible
« qui veille entre les deux et à la garantie que pré-
« sente leur qualité d'officiers publics, aucune suspi-
« cion de préférence ou de corruption n'a jamais ef-
« fleuré l'Administration du Mont-de-Piété, aucune
« discussion ne peut s'élever entre ses employés et
« la foule des emprunteurs. »

D. — *Prétendue économie du système
des employés administratifs.*

Nous avons vu dans les paragraphes précédents que la combinaison proposée par les projets de réformes et qui consiste à substituer des employés administratifs aux Commissaires-Priseurs est pleine d'inconvénients et de périls ; réalise-t-elle au moins une économie, à défaut d'améliorations sérieuses ?

Egalement non.

Les partisans de la suppression des Commissaires-Priseurs soutiennent le contraire.

« Il n'y a là, de la part des auteurs des projets de
« réforme qu'une affirmation sans aucune preuve et
« même aucun commencement de preuve à l'appui.
« Or l'expérience démontre qu'en général la gestion
« de fonctionnaires désintéressés, à traitement fixe,
« avec les contrôles qu'elle nécessite, est autrement
« coûteuse que la régie des personnes intéressées qui
« travaillent pour elles-mêmes. Il n'est donc pas té-
« méraire d'affirmer, au contraire, que le nouveau
« service ne tarderait pas à coûter sensiblement plus
« cher que l'ancien ; on aurait, il est vrai, créé de
« nouveaux fonctionnaires, mais cela est-il bien dési-
« rable ? »

Telle était l'opinion du rapporteur Arnault en 1889 ; son appréciation d'alors a conservé aujourd'hui toute sa valeur.

Un avis analogue était donné au Gouvernement en 1895 par le Conseil d'État, lorsque celui-ci disait
« qu'en ce qui concerne le mode de prise, le rem-
« placement des appréciateurs responsables par des
« employés à traitement fixe et désintéressés dans le
« montant du prêt et le produit de la vente ne per-
« mettrait pas de réaliser une économie sérieuse. »

Les honoraires de prise rapportent en moyenne aux Commissaires-Priseurs une somme de 300.000 fr.

par an environ (*pertes et frais non déduits*). Il faudrait, avec cette somme, pourvoir au paiement de plus de 50 agents (experts, employés, inspecteurs, etc.) destinés à remplacer dans chaque bureau du Mont-de-Piété les Commissaires-Priseurs et leurs assessseurs. Il faudrait de plus déposer les fonds nécessaires à la constitution des retraites de tous ces agents. Il faudrait enfin avec la même somme combler les pertes produites par la vente des gages.

On peut donc affirmer sans crainte d'erreur qu'un tel changement sera, avec les aléas qu'il engendre, loin d'être une économie pour l'Administration.

En résumé, sous quelque point de vue qu'on considère la première réforme proposée par les réorganisateur des Monts-de-Piété, on est obligé de conclure à son rejet comme dangereuse et inutile.

§ 2. — MAJORATION DU TAUX DES PRÊTS

« Il convient de rechercher par-dessus tout les
« moyens de fournir la somme la plus élevée possible à l'engagiste. Celui-ci, presque toujours, la trouvera encore insuffisante pour le tirer de la gêne et
« et dans les autres cas il aura le précieux avantage
« de pouvoir obtenir ce qu'il désire tout en se des-
« saisissant de moins d'objets. » Ainsi s'exprime M. Rondel, inspecteur général des services adminis-

tratifs, dans son rapport sur les Monts-de-Piété adressé au ministre de l'Intérieur en août 1912.

Comme on le voit, la majoration du taux des prêts suivant M. Rondel doit être recherchée dans l'intérêt de l'emprunteur ; cet avis est également celui de plusieurs auteurs de propositions de loi concernant la réorganisation des Monts-de-Piété. Cette réforme pour ces derniers serait un moyen efficace pour combattre le trafic des reconnaissances et même pour arriver à sa suppression.

Elle a été présentée sous diverses modalités.

Certains, comme M. Louis Martin, proposent d'autoriser simplement les Monts-de-Piété à prêter une somme représentant les $\frac{9}{10}$ de la valeur du gage, au lieu des $\frac{2}{3}$ ou des $\frac{4}{5}$ prêtés aujourd'hui ; d'autres, comme M. Paul Strauss, proposent un correctif à cette augmentation du taux du prêt : ils admettent bien que le Mont-de-Piété puisse porter le prêt aux $\frac{9}{10}$ de l'estimation, mais dans le cas seulement où l'emprunteur consentirait à recevoir un récépissé inaliénable, lequel serait conservé par l'Administration.

Avant d'examiner si cette majoration produira les résultats qu'on en attend, il est légitime de rechercher si elle est désirable.

Il est permis d'avoir un doute à cet égard ; et lorsqu'on se reporte à la pensée philanthropique qui a présidé à la création des Monts-de-Piété, le doute de-

vient une conviction complètement opposée à la majoration proposée. Le but de l'institution des Monts-de-Piété, il ne faut pas l'oublier, c'est de rendre service à une personne qui a un besoin momentané et pressant d'argent, de lui en procurer sur dépôt d'un gage, mais en évitant de lui prêter la valeur tout entière de son gage pour qu'elle ait un intérêt à le retirer et à ne pas se dépouiller de sa propriété.

Il ne faut pas que l'emprunteur en venant au Mont-de-Piété puisse se dire qu'il vient vendre son gage; il est bon qu'il puisse facilement rentrer en sa possession et qu'il ait intérêt à le faire. Il ne faut pas surtout qu'il soit guidé par une idée de spéculation; c'est pour cela que le législateur de thermidor an XIII indique prudemment dans quelle proportion les prêts devront être consentis.

Cette proportion qui laisse une marge raisonnable entre la somme prêtée et la valeur réelle de l'objet, est éminemment sage et protectrice des vrais intérêts de l'emprunteur; elle lui inspire le désir de retirer le gage, elle lui conserve sa propriété. Elle est en même temps protectrice des intérêts de l'Administration en ne permettant pas aux ventes de se multiplier outre mesure.

Toute proposition ayant pour but de rapprocher le prêt du chiffre de l'estimation du gage est donc contraire aux intérêts bien compris de l'emprunteur.

Les résultats que produirait cette majoration seraient d'ailleurs désastreux à tous points de vue.

Le prêt des neuf dixièmes de la valeur du gage, bien qu'un écart subsiste entre le chiffre d'estimation et le montant du prêt, amènerait instantanément une recrudescence des ventes par le fait qu'il rendrait le dégagement plus onéreux.

Cet accroissement des ventes aurait pour conséquence l'abaissement de la valeur des gages en vertu de la loi de l'offre et de la demande. Les objets offerts au public devenant plus nombreux, les acquéreurs le seraient proportionnellement moins.

Autre conséquence : la valeur des gages diminuant et le nombre des ventes s'élevant, les pertes augmenteraient dans des proportions formidables.

Le 18 mai 1894, à la Société d'économie sociale, un économiste, M. Van Laer, a démontré en effet qu'avec la majoration telle qu'elle était formulée par M. Paul Strauss, dans sa proposition de loi, les pertes à la vente qui en 1885 avaient été de 189.417 fr. se seraient élevées à 737.000 francs, que les pertes qui en 1887 (année favorable) n'avaient été que de 42.460 francs se seraient élevées à 245.830 francs.

Enfin, si l'on poursuit plus loin encore le raisonnement, une nouvelle conséquence doit être envisagée : les pertes énormes, n'étant plus couvertes par les Commissaires-Priseurs, devront être subies par l'Administration ; mais avec quels fonds ? Et que di-

ront les prêteurs en l'occurrence ? Il est fort à craindre qu'ils se retirent peu à peu au détriment de l'Administration et des emprunteurs.

Enfin, en augmentant la proportion actuelle du prêt, ce sera non seulement entraîner le Mont-de-Piété dans des pertes incalculables, mais encore l'obliger à chercher des capitaux plus nombreux pour le service des prêts. Et comme la garantie des Commissaires-Priseurs aura disparu, les capitaux offerts deviendront plus rares et pour en trouver, coûte que coûte, il sera nécessaire d'emprunter à un taux plus élevé.

Ce taux de l'intérêt des emprunts s'élevant, la clientèle qui fait des engagements au Mont-de-Piété en subira forcément la répercussion : les frais augmenteront.

Une seule des conséquences que nous venons d'énumérer suffirait pour tenir en échec un tel projet de réforme.

Nous croyons intéressant de faire connaître que, lors des débats qui précédèrent au Conseil d'État la rédaction de l'avis sollicité en 1895 par le Gouvernement, les Sections de l'Intérieur et de Législation réunies avaient adopté, en premier lieu, un projet d'avis prévoyant le prêt des 9/10 de la valeur du gage. Mais lorsque ce projet vint en discussion en Assemblée Générale, il fut vivement discuté, notamment par le représentant du ministère de la Justice qui,

avec ce système, craignait avec raison de voir les pertes en cas de vente augmenter dans des proportions considérables. L'écart d'un dixième laissé entre le montant du prêt et la valeur du gage, était, suivant lui, une garantie insuffisante contre les dépréciations ou les erreurs d'évaluation.

Aussi malgré le désir du représentant de l'administration du Mont-de-Piété de voir adopter ce projet d'avis, le Conseil d'État s'opposa finalement à toute idée de majoration du taux des prêts.

Quant à cette majoration considérée comme moyen de suppression du trafic des reconnaissances, le Conseil d'État devait, dans cette même séance, indiquer au Gouvernement qu'il ne fallait pas s'y arrêter ; l'interdiction de l'achat des reconnaissances avec des peines de prison et des amendes à l'appui pour ceux qui l'enfreindraient serait seule suivant lui de nature à arrêter ce trafic.

En effet, même en admettant le principe d'une majoration du taux des prêts, un écart subsistera toujours entre le prêt et la valeur du gage ; cet écart suffit pour que le trafic des brocanteurs puisse s'exercer.

A ce point de vue encore, la réforme proposée n'atteindra donc pas le but visé par ses auteurs.

§ 3. — SUPPRESSION DES COMMISSAIRES-PRISEURS ET
LEUR REMPLACEMENT EN CE QUI CONCERNE LA VENTE
PAR DES EMPLOYÉS ADMINISTRATIFS.

Un troisième réforme proposée pour la réorganisation des Monts-de-Piété est la suppression des Commissaires-Priseurs en tant que vendeurs des nantissements non dégagés et leur remplacement par des agents administratifs.

Nous allons examiner dans les développements qui vont suivre s'il y aurait avantage à essayer ce système ou si, au contraire, il y aurait des inconvénients à l'adopter.

Disons de suite que les auteurs des dernières propositions de loi concernant la réorganisation des Monts-de-Piété (Paul Strauss, 1903; Louis Martin, 1907) ont considéré cette modification comme inopportune et l'ont abandonnée.

Nous sommes heureux de le constater.

La suppression des Commissaires-Priseurs serait, en effet, illégale, et dangereuse pour les emprunteurs eux-mêmes.

Ce serait une abrogation partielle de la loi organique du 27 ventose an IX qui crée l'institution des Commissaires-Priseurs et leur donne le monopole des ventes publiques. L'article 79 du décret du

8 thermidor an XIII n'est que l'application de cette loi au Mont-de-Piété.

Cette grave modification à la législation en vigueur depuis le commencement du XIX^e siècle serait-elle spécialement justifiée en ce qui concerne les ventes du Mont-de-Piété ? Assurément non.

Ces ventes sont faites en vertu d'une décision de justice « d'après un rôle préalablement rendu exécutoire par le président du Tribunal de première instance du département de la Seine ou par un juge à ce commis (1). »

Elles ont le caractère de ventes judiciaires, elles constituent une dépossession, une expropriation en dehors et en absence du débiteur, sans son intervention, sans mise en demeure et sans avertissement préalable.

On conçoit donc qu'elles ne puissent se faire sans que le débiteur trouve dans les précautions dont elles sont entourées les plus sérieuses garanties.

Une de ces garanties, c'est l'intervention du juge.

Une autre, c'est l'intervention d'un officier ministériel qui, non seulement, leur donne un caractère de sécurité et d'authenticité absolues, mais qui, directement intéressé à ce que l'adjudication atteigne le plus haut chiffre possible puisqu'il est responsable de la différence entre la prisée et la vente et que ses

1. Article 73 du décret du 8 thermidor an XIII.

honoraires de vente sont calculés d'après le montant de l'adjudication, sauvegarde le plus efficacement les intérêts du débiteur.

Des employés administratifs sans responsabilité, sans intérêt direct à ce que la vente produise le plus possible, ne présenteront évidemment pas les mêmes garanties pour les débiteurs.

Arrêter les enchères de manière à cacher leurs estimations trop basses, tel sera au contraire le but vers lequel ces employés tendront le plus souvent.

Le caractère judiciaire des ventes du Mont-de-Piété a d'ailleurs été bien mis en évidence par le législateur de 1891 lorsqu'il a autorisé le prêt sur valeurs mobilières et qu'il a tenu à ce que les titres non dégagés soient vendus par le ministère d'agents de change. Ces officiers ministériels sont bien les pendants des Commissaires-Priseurs, et si leur service est nécessaire pour les valeurs mobilières, celui des Commissaires-Priseurs l'est également pour les gages corporels.

L'Administration pourra-t-elle enfin consentir les crédits que les Commissaires-Priseurs accordent aujourd'hui sous leur propre responsabilité aux acquéreurs habituels des ventes du Mont-de-Piété ?

Évidemment non. Tenue de se conformer à un règlement strict dont elle ne pourrait se départir, il ne lui serait pas possible d'avoir les mêmes tolérances et de courir les mêmes risques. Dès lors, les ven-

tes, accaparées par quelques marchands disposant de capitaux, deviendraient plus difficiles et les prix d'adjudication baisseraient, au grand préjudice des emprunteurs qui sont en droit de compter sur le boni que peut produire la vente.

On a invoqué, à l'appui de la suppression des Commissaires-Priseurs pour les ventes du Mont-de-Piété, l'exemple des ventes faites par les Domaines, lesquelles sont effectuées par le ministère d'un agent administratif, sans intervention des Commissaires-Priseurs.

Il n'y a cependant aucune assimilation possible entre ces deux genres de vente ; les agents du Domaine ne peuvent vendre que les biens appartenant au Domaine. Il n'est jamais venu à l'esprit du législateur de leur permettre de vendre des biens appartenant à des tiers ou de procéder à des ventes judiciaires.

Au reste, l'Administration des Domaines paraît avoir parfaite conscience que ses ventes, véritable aubaine pour les brocanteurs, sont souvent faites dans des conditions peu avantageuses, puisqu'elle est la première à s'adresser aux Commissaires-Priseurs dans les circonstances importantes (1).

Enfin, nous pouvons dire que la suppression des Commissaires-Priseurs en tant que vendeurs ne pro-

1. Vente des Diamants de la Couronne.

curera aucune économie au public, car les droits de vente ne seront pas supprimés : il faudra payer (1) en effet les employés chargés des ventes qui les remplaceront. Mais en admettant même que les droits soient supprimés, la vente en profitera bien peu ; l'expérience démontre en effet que les droits de 3 % n'entrent, excepté pour les objets d'or ou d'argent, que dans une très minime proportion dans l'évaluation des acquéreurs ; de plus, cette suppression favoriserait des spéculations malhonnêtes qu'il est utile de signaler : parmi les objets engagés, un grand nombre appartiennent en effet à des marchands qui les ont engagés personnellement ou qui en ont acquis les reconnaissances. Les droits de vente actuels ne les empêchent pas de mettre des enchères sur ces articles pour leur faire atteindre un chiffre plus élevé ; si l'objet leur est adjugé, ils le réengagent pour une somme à peu près égale au premier engagement, et ils ne perdent que les droits de vente. Supprimez ces droits, ils n'auront plus aucun risque à courir et la vente cessera d'être une opération sérieuse, elle ne servira plus qu'à faciliter l'écoulement frauduleux des marchandises défectueuses.

*
* *

1. Traitements et retraites. Signalons en passant que le Mont-de-Piété ne verse à l'heure actuelle aucune retraite aux Commissaires-Priseurs.

La troisième réforme proposée n'a donc, ainsi que les deux premières, aucun intérêt pratique, aucun avantage même secondaire ; et comme nous venons de le voir, son adoption présenterait pour le Mont-de-Piété et pour les emprunteurs de très graves inconvénients.

Pas plus que les deux précédents, elle ne peut être prise en considération.

TROISIÈME PARTIE

ESQUISSE DE QUELQUES RÉFORMES SUSCEPTIBLES D'AMÉLIORER L'ORGANISATION ACTUELLE DU MONT-DE-PIÉTÉ DE PARIS

Nous avons vu dans la seconde partie de notre étude que les divers reproches adressés aux Commissaires-Priseurs attachés au Mont-de-Piété de Paris, soit en leur qualité d'appréciateurs, soit en leur qualité de vendeurs, ne résistaient pas à un examen sérieux, que les réformes proposées tendant à leur remplacement pour la prise et pour la vente ne pouvaient avoir aucun des résultats espérés par leurs partisans, notamment au point de vue des emprunteurs, et que la logique aussi bien que la pratique démontraient que de tels changements se traduiraient, tôt ou tard, par les pires déconvenues.

Ce n'est pas grâce à la suppression des Commissaires-Priseurs que l'on pourra arriver à une organisation meilleure du Mont-de-Piété de Paris. Ces officiers ministériels, loin d'être un obstacle à la prospérité de cet établissement, en sont, au contraire, un

des éléments essentiels. De l'avis de tous, leur concours a assuré le développement constant des affaires ; il n'y a aucune raison pour qu'à l'avenir il en soit autrement.

Le système qui les place, indépendants mais responsables, entre la Direction et le Public, est aussi heureux que possible. Aussi disons-nous comme M. Arnault : « S'il n'existait pas, il faudrait l'inventer ! »

Nous pouvons ajouter que les partisans même de la suppression des Commissaires-Priseurs ne présentent pas cette réforme comme assurée d'un succès certain.

M. Coutaud, qui, dans son très intéressant volume sur « Le rôle social du Mont-de-Piété » se déclare convaincu qu'une modification à l'organisation de cet établissement est nécessaire, spécialement au point de vue des Commissaires-Priseurs, laisse percer en fin de compte son inquiétude :

« Les Commissaires-Priseurs ont été trop loin dans
« la prudence ; ils étaient excusables. Si le remède
« est dans l'irresponsabilité selon la formule de
« M. Strauss, adoptons l'irresponsabilité, mais en sachant
« que l'arme dont nous nous servons est une
« arme à double tranchant ! »

D'ailleurs, ajouterons-nous : si la réforme proposée est aussi séduisante qu'on nous l'affirme, si elle est pleine de qualités et exempte de tout défaut, pourquoi ne veut-on la voir fonctionner que dans le seul

Mont-de-Piété de Paris, pourquoi ne pas en faire profiter tous ceux de province ?

Nous ne le comprenons pas.

Est-ce à dire cependant qu'aucune retouche ne soit utile à l'organisation actuelle du Mont-de-Piété de Paris ?

Telle n'est pas notre pensée.

*
* *

La principale critique qui puisse être faite à cet établissement est, suivant nous, le taux très élevé, pour ne pas dire exagéré, de l'intérêt des prêts qui y est perçu. Le Mont-de-Piété, quoiqu'il fasse peu de bénéfices en comparaison de son important chiffre d'affaires, prête actuellement, en effet, au taux de 8 %. Cette somme prélevée sur l'emprunteur, est presque tout entière absorbée par les frais d'administration.

C'est à la diminution de cet intérêt que doivent tendre tous les efforts et non ainsi que beaucoup l'affirment, à la majoration du taux des prêts.

Obtenir le prêt « le moins cher » et non le prêt « le plus fort », tel est l'intérêt bien entendu de l'emprunteur.

Ce langage n'est pas, il est vrai, pour lui plaire au moment de l'emprunt, mais nous préférons nous placer au moment où il voudra rentrer en possession de l'objet qu'il a remis en nantissement ; si le prêt

consenti a été peu élevé et si de plus les intérêts à payer sont faibles, l'emprunteur le dégagera facilement. Avec le prêt majoré jusqu'aux 9/10 de la valeur du nantissement, la proportion des ventes par rapport aux dégagements augmentera considérablement ; d'où cette conséquence inévitable : la multiplication des dépossessions au grand détriment des emprunteurs et de l'Administration.

Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que le Mont-de-Piété est un établissement de bienfaisance, créé surtout pour rendre service aux personnes de petite condition se trouvant momentanément dans le besoin, mais non un établissement financier de grande envergure autorisé à faire des prêts aussi dangereux pour lui que funestes pour ceux qui les solliciteraient.

Le taux des intérêts des prêts s'élève depuis le 1^{er} juillet 1910 à 8 % ou, plus exactement, à 7 % par an, plus un droit fixe de 1 %.

Ce taux a varié depuis la fondation du Mont-de-Piété.

Il s'élevait :

en l'an XIII . . .	à	12 %
en 1831 . . .	à	9 % + 1/2 % de droit fixe
en 1886 . . .	à	8 % + 1/2 % de droit fixe
en 1887 . . .	à	6 % + 1 % de droit fixe
en 1902 . . .	à	7 % + 1 % de droit fixe
en 1908 . . .	à	6,75 % + 1 % de droit fixe

Le Mont-de-Piété de Paris ne détient d'ailleurs pas le record au point de vue du taux des intérêts ; plusieurs établissements de province prêtent dans des conditions encore plus défavorables ; le tableau suivant nous l'indique :

	Taux des prêts
Rouen	9,36 %
L'Isle-sur-Sorgue . . .	9,06 %
Oran	8,56 %
Cambrai	8,53 %
Nantes.	8,01 %

Il en est de même à l'étranger, en Angleterre et en Amérique notamment, où les pawnbrokers prélèvent sur les emprunteurs des intérêts exorbitants.

Le taux de 8 % demandé par le Mont-de-Piété de Paris comprend deux éléments : les frais généraux de l'établissement qui se décomposent en frais d'assurances, de manutention, de désinfection, de personnel et de prisée, et, d'autre part, le loyer des capitaux empruntés. Il a été porté à ce chiffre en juillet 1910 à la suite d'une augmentation importante des traitements du personnel de l'Administration ; il n'est pas possible de songer à diminuer ces frais, il faut donc demander à un développement des affaires les bénéfices nécessaires pour arriver à l'abaisser.

∴

Dans notre troisième partie, qui sera en quelque

sorte la conclusion de notre ouvrage, nous allons étudier plusieurs réformes qui seraient, selon nous, susceptibles d'améliorer la situation actuelle du Mont-de-Piété de Paris, aussi bien au point de vue de l'établissement pris en lui-même, qu'au point de vue des emprunteurs, ses clients.

§ I. — RÉTABLISSEMENT DES COMMISSIONNAIRES

On désignait sous le nom de « Commissionnaires » les personnes qui, avant le 18 février 1888, date de leur suppression, pouvaient servir d'intermédiaires entre les emprunteurs et le Mont-de-Piété. Autorisés à faire des avances, mandataires agréés par l'Administration, surveillés par elle, ils étaient astreints à suivre des règles et des tarifs de rémunération déterminés, mais, ne prenant point rang parmi les agents de l'Administration, ils n'engageaient pas le Mont-de-Piété par leurs actes personnels.

Ces intermédiaires avaient pour les emprunteurs les plus grands avantages.

Rémunérés par un droit de 2 % sur les engagements et sur les renouvellements, de 1 % sur les dégagements auxquels ils procédaient, favorisés par le droit de compensation qui lui permettait de se couvrir d'une perte sur un gage par le boni touché sur un autre gage du même emprunteur, ayant consenti leurs prêts au maximum pour un an, ayant par con-

séquent des honoraires relativement élevés et une responsabilité minime et de peu de durée, de plus obligés de compter avec leur clientèle et de la maintenir en lui donnant satisfaction, ils mettaient leurs avances en harmonie avec les besoins bien plus qu'avec la valeur réelle des objets mis en gage.

Enfin, touchant un intérêt de 6 % sur les différences entre les sommes qu'ils avaient avancées et celles qui leur étaient rendues par l'Administration du Mont-de-Piété après la réappréciation des Commissaires-Priseurs, ils se trouvaient encore encouragés de ce chef à majorer leurs avances.

Ces différences donnaient satisfaction aux emprunteurs, mais elles avaient aussi pour l'Administration un énorme avantage : les commissionnaires immobilisaient la plupart des reconnaissances dans leurs bureaux et les engagistes n'ayant que des récépissés non négociables se trouvaient ainsi soustraits à l'exploitation des brocanteurs.

La suppression des Commissionnaires, quoique demandée avec insistance par la direction du Mont-de-Piété, qui pensait pouvoir se passer de leurs services n'a pas eu les résultats qu'elle en escomptait.

Un grand nombre de gros engagements qui étaient faits par leur intermédiaire disparurent.

En rétablissant les Commissionnaires, nous estimons que l'Administration donnerait un regain certain d'activité aux affaires, spécialement aux affaires

importantes qui sont les seules à procurer des bénéfices au Mont-de-Piété.

Enfin ce rétablissement serait avantageux pour les emprunteurs qu'il n'est pas défendu non plus de protéger au besoin contre eux-mêmes : il ruinerait, en effet, presque automatiquement le trafic des reconnaissances. Ce commerce n'existait pour ainsi dire pas avant la suppression des Commissionnaires ; ceux-ci avaient tout intérêt, en effet, à conserver chez eux les reconnaissances qui leur avaient été délivrées par le Mont-de-Piété contre la remise des gages, les emprunteurs de leur côté n'ayant reçu des Commissionnaires qu'une simple fiche ne portant aucune désignation de leurs gages, mais simplement un numéro, ne pouvaient se livrer à aucune négociation.

Dans la plupart des Monts-de-Piété de province, le système des Commissionnaires a été conservé ; de l'avis de tous, il y rend les plus signalés services (1).

§ 2. — MODIFICATION AUX CONDITIONS D'ENGAGEMENT

Une modification au règlement du Mont-de-Piété de Paris quant aux conditions d'engagement pourrait, suivant nous, être également tentée.

Elle aurait pour résultat de faciliter les prêts de faible valeur et profiterait ainsi aux nécessiteux pour

1. Voir rapport Rondel, *J. O.*, 6 août 1912, p. 1138.

lesquels le Mont-de-Piété a été plus spécialement créé.

Le règlement du Mont-de-Piété exige, en effet, dans le but de prévenir le recel d'objets volés, des justifications très complètes de la part de l'engagiste : celui-ci doit être connu et domicilié, ou assisté d'un répondant connu et domicilié et est tenu de signer l'acte de dépôt de l'objet qu'il apporte en nantissement.

Actuellement, pour les prêts de 3 à 19 francs, l'Administration se contente, comme preuve du domicile et de l'identité du déposant, soit d'une enveloppe de lettre timbrée par la poste, soit d'une quittance de loyer, etc., pourvu que ces pièces n'aient pas plus de trois mois de date.

S'agit-il d'un prêt supérieur à 19 francs, le règlement est appliqué dans toute sa rigueur. D'où de grosses difficultés parfois pour l'emprunteur, des dérangements nombreux, et toujours des retards préjudiciables.

On s'est demandé avec juste raison si ces formalités n'étaient pas excessives.

Quelle est, à notre époque, le petit ouvrier, le modeste commerçant, le domestique, voire la femme seule vivant du produit de son travail, qui ne possède un bijou pouvant donner lieu à un prêt supérieur à ce maximum de 19 francs fixé par le Mont-de-Piété ?

Si ces emprunteurs ne possèdent pas les pièces exigées, ils seront dans l'obligation d'avoir recours à

une tierce personne, à titre de répondant, et de faire connaître la situation momentanément difficile dans laquelle ils se trouvent. Plutôt que d'aller au Mont-de-Piété, ils préféreront s'adresser au brocanteur qui, sous forme de vente à réméré, leur donnera la somme dont ils ont besoin. C'est ce qui arrive dans la plupart des cas, à leur grand détriment et à celui du Mont-de-Piété.

Ces obligations du règlement de l'an XIII sont assurément surannées. Dans les pays voisins, en Belgique, en Angleterre, en Allemagne, les opérations d'engagement sont reçues dans les Monts-de-Piété sans que la clientèle ait à produire des justifications d'identité et de domicile aussi compliquées.

Le système anonyme ne faciliterait d'ailleurs pas aux voleurs et aux receleurs de biens volés la libre disposition des gages. En effet, celui qui engage un objet qui ne lui appartient pas ne donne pas, d'ordinaire, son nom et son adresse véritables et l'expérience démontre qu'il a toujours des « papiers bien en règle ».

Sans faire à cet égard une trop profonde réforme, ne pourrait-on décider que pour tout prêt inférieur à 100 francs il ne serait exigé à l'avenir qu'une preuve de domicile bien établie, pièce qu'il est toujours facile de se procurer (1) ? Ce serait ainsi mettre le

1. Voir *Le Mont-de-Piété de Paris*, par E. Raiga.

règlement en harmonie avec les nécessités de notre époque.

§ 3. — DIMINUTION DE LA DURÉE DU PRÊT

La durée du prêt est actuellement d'un an en théorie, mais de dix-neuf mois en pratique. N'y aurait-il pas lieu d'écourter cette durée ? C'est ce que nous allons examiner dans les développements qui vont suivre.

A notre avis, cette modification du règlement et des usages semble possible et paraît devoir rendre service au public emprunteur qui fréquente le Mont-de-Piété.

Les prêts pourraient en effet n'être consentis que pour une échéance de quatre mois par exemple, tout au moins pour les personnes qui en feraient la demande. Dans ces conditions, la réalisation des gages étant moins éloignée, les Commissaires-Priseurs-Appréciateurs n'auraient plus les mêmes raisons pour se montrer réservés dans leurs estimations, par le fait que, dans une période aussi courte, les variations de cours seraient beaucoup moins à redouter, notamment sur les pierres précieuses et sur les gages composés d'objets susceptibles de se démoder.

Un autre avantage de cette modification pour les emprunteurs serait le suivant : le délai entre l'engagement et la vente étant de faible durée, les intérêts

à payer seraient toujours peu élevés et, le dégagement s'opérant par suite dans de meilleures conditions, les emprunteurs hésiteraient à abandonner leurs gages.

Ayant enfin reçu une avance presque égale à la valeur réelle de leur nantissement, les emprunteurs n'auraient plus aucun intérêt à porter leur reconnaissance chez le brocanteur qui, d'ailleurs, ne les accepterait plus.

Le prêt à court terme se pratique dans plusieurs Monts-de-Piété de province, à Lille notamment. Nous croyons qu'il y est très apprécié du public.

§ 4. — SUPPRESSION DU TRAFIC DES RECONNAISSANCES

Nous avons vu dans la seconde partie de notre étude que le trafic des reconnaissances ne pouvait être obtenu par la suppression des Commissaires-Priseurs et par le remplacement de ces derniers par des agents administratifs : s'en suit-il pour cela que ce trafic doive être indéfiniment toléré et que rien ne puisse être tenté pour en amener la fin ?

Nous ne le pensons pas.

Plusieurs moyens qui ont été préconisés déjà à plusieurs reprises seraient de nature à supprimer ce honteux commerce ou tout au moins à en arrêter dans une très large mesure les progrès inquiétants.

La première solution qui se présente à l'esprit,

celle qui a été adoptée par le Conseil d'État dans son avis de 1895, consiste à interdire d'une manière absolue l'achat habituel des reconnaissances, en insérant dans l'article 441 du Code pénal une disposition analogue à celle du Code pénal belge, assimilant le trafic des reconnaissances à la tenue d'une maison de prêts sur gages.

Une seule objection peut être faite à ce moyen : n'est-ce pas pour le législateur outrepasser son droit que d'interdire à un emprunteur de négocier son titre et de disposer de sa propriété ?

Un second moyen, plus simple, plus radical, et qui à ce titre mériterait peut-être de fixer l'attention puisqu'il pourrait être appliqué par simple mesure administrative, consisterait à remettre à l'emprunteur lors de l'engagement un simple talon détaché d'un registre à souche portant la même date et le même numéro que la reconnaissance mais sans aucune autre indication. Une fois l'engagement effectué, la reconnaissance serait en effet dressée comme elle l'est actuellement ; lecture en serait donnée à l'emprunteur qui, après avoir reconnu l'exactitude de la désignation et du prêt, la signerait. On détacherait de ce titre le talon que l'on remettrait à l'emprunteur, la reconnaissance restant au Mont-de-Piété.

Lors du dégagement ou du renouvellement, il suffirait de rapprocher le talon de la reconnaissance pour contrôler son identité.

De cette façon, l'emprunteur aurait entre les mains un titre constatant suffisamment l'opération faite par lui, mais laissant ignorer la valeur et la matière même de l'objet engagé. Un pareil titre ne serait évidemment pas négociable. Sans aucune intervention de la loi, l'emprunteur serait mis, de ce fait, à l'abri de son propre entraînement et de l'exploitation des brocanteurs.

Ce moyen serait essentiellement pratique. Il a fait ses preuves puisque c'est celui employé par les brocanteurs eux-mêmes lorsqu'ils prêtent sur reconnaissances ; ils ne remettent, en effet, au porteur de la reconnaissance qu'un simple bulletin muni d'un numéro d'ordre.

Un autre moyen consisterait à donner à l'emprunteur lors de l'engagement une reconnaissance nominative, au lieu d'un titre au porteur.

L'Administration oppose à ce système la difficulté qu'auraient les bureaux pour vérifier rapidement l'authenticité des signatures données par les emprunteurs lors du dégagement de leurs nantissements et l'encombrement qui en résulterait à certains jours.

Nous estimons cette objection insuffisante pour écarter d'emblée la prise en considération de cette réforme.

Un quatrième moyen dont l'efficacité ne fait également aucun doute, serait, ainsi que nous l'avons

signalé précédemment, de rétablir les Commissionnaires supprimés par l'Administration en 1888.

L'adoption de l'un ou l'autre de ces systèmes aurait certainement un heureux résultat : il amènerait, soit radicalement, soit peu à peu la fin de ce trafic réprouvé par tout le monde.

*
* *

Voici, succinctement énumérées, quelques-unes des réformes qui nous paraissent devoir améliorer l'organisation actuelle du Mont-de-Piété de Paris.

Aucune d'elles ne constitue une transformation complète de cet établissement. Les modifications que nous préconisons sont plutôt des réformes de détails.

Nous estimons cependant qu'elles ont leur intérêt et qu'en les appliquant, on en retirerait de sérieux avantages.

Le Mont-de-Piété de Paris fonctionne régulièrement à l'heure actuelle ; il est donc inutile, si même il n'est pas dangereux, de le bouleverser ainsi que le demandent les auteurs des différents projets relatifs aux Commissaires-Priseurs dont nous avons fait l'étude dans la seconde partie de notre ouvrage. Ainsi que nous l'avons montré, de tels projets aboutiraient aux pires résultats.

Nous ne nous garderons jamais trop contre ces réformateurs à outrance qui, sous prétexte de per-

fectionnement et sous le couvert de raisons humanitaires, nous mèneraient sûrement aux plus terribles catastrophes.

Une sage évolution, oui ; mais pas de révolution !

Vu : le *Président de la Thèse*,
TRUCHY

Vu : Le Doyen,
CAUWES

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD

ANNEXE

AVIS

**Sur les Modifications à apporter au fonctionnement du
Mont-de-Piété de Paris en vue de supprimer le trafic
des reconnaissances, adopté par le Conseil d'État le
11 juillet 1895.**

Le Conseil d'État, consulté par le Garde des Sceaux, ministre de la Justice, sur les modifications à apporter au fonctionnement du Mont-de-Piété de Paris ;

Considérant qu'aux termes du règlement du Mont-de-Piété de Paris, annexé au décret du 8 thermidor an XIII, les Commissaires-Priseurs du département de la Seine sont chargés de procéder aux ventes des effets mobiliers déposés en gage, de faire l'appréciation des objets offerts en nantissement et sont garants envers l'Administration des suites de leurs estimations ;

Considérant que, dans le but d'assurer le fonctionnement du Mont-de-Piété qui devait, aux termes du décret du 24 messidor an XII, être régi au profit des pauvres, les auteurs du règlement de l'an XIII étaient surtout préoccupés

de la nécessité de protéger le Mont-de-Piété contre toute éventualité de perte à la vente des gages et de garantir la sécurité des capitaux que cet établissement devait emprunter pour les prêter à son tour en nantissement ;

Que ces motifs les avaient portés, d'une part, à établir entre le Mont-de-Piété et les hospices une sorte d'union administrative et financière, en obligeant le Mont-de-Piété à verser ses bénéfices dans la Caisse hospitalière et les hospices à garantir par une hypothèque générale sur leurs biens les emprunts que devait contracter le Mont-de-Piété, et, d'autre part, à mettre à la charge des Commissaires-Priseurs tous les risques pouvant résulter de la réalisation des gages ;

Considérant que cette responsabilité ne pouvait être imposée aux Commissaires-Priseurs, investis par la loi du 27 ventôse an IX du droit exclusif de vendre les effets mobiliers, que s'ils étaient en même temps chargés d'apprécier les objets mis en gage ; que ces officiers ministériels étaient ainsi doublement intéressés à faire atteindre à l'adjudication la somme la plus élevée possible puisqu'ils étaient responsables de la différence entre la prisée et la vente et qu'ils étaient rémunérés par un droit proportionnel au produit des enchères qui constitue le boni de l'emprunteur ; qu'en second lieu, l'allocation d'un droit de prisée, proportionnel aux sommes avancées par le Mont-de-Piété, était la compensation de la responsabilité imposée aux Commissaires-Priseurs et devait les porter à ne pas baisser le montant de leurs évaluations ;

Considérant que cette organisation du service de la prise et de la vente présentait en outre l'avantage de supprimer tout rapport direct, toute discussion entre les employés du Mont-de-Piété et les emprunteurs, toujours disposés à exagérer la valeur de leurs gages, et, en assurant l'indépendance des appréciateurs dans l'intérêt du public et des hospices, garantissait une sécurité absolue dans la gestion du Mont-de-Piété ;

Considérant que, par divers documents soumis au Conseil de surveillance, l'Administration du Mont-de-Piété prétend établir que le service de la prise fonctionne dans des conditions onéreuses pour cet établissement ; que les Commissaires-Priseurs sont portés à déprécier la valeur des gages afin de diminuer les risques résultant de leur responsabilité pécuniaire, et que cet écart considérable entre le montant des prêts et la valeur des gages pousserait les emprunteurs à s'adresser aux maisons de prêts sur reconnaissances pour en obtenir presque toujours une avance complémentaire, égale au cinquième du prêt déjà consenti par le Mont-de-Piété ;

Considérant que ces critiques dirigées contre le système actuel de la prise et la nécessité de mettre un terme au trafic des reconnaissances ont déterminé le Gouvernement à saisir le Parlement, en 1890, d'un projet de loi ayant pour objet de substituer aux Commissaires-Priseurs, pour la prise et la vente, des employés du Mont-de-Piété nommés par le Préfet de la Seine ;

Considérant qu'à l'égard de la vente des objets engagés,

la suppression du privilège des Commissaires-Priseurs présenterait des inconvénients sérieux et se concilierait difficilement avec la règle générale que les ventes publiques d'objet mobiliers ne peuvent avoir lieu sans l'intervention d'un officier ministériel, surtout lorsqu'il s'agit d'une réalisation de gage opérée d'office par un créancier, en dehors et en absence du débiteur ;

Qu'en ce qui concerne le mode de prise, le remplacement des appréciateurs responsables par des employés à traitement fixe et désintéressés dans le montant du prêt et le produit de la vente ne permettrait pas de réaliser une économie sérieuse ; que l'intervention des Commissaires-Priseurs a contribué à établir le crédit du Mont-de-Piété en lui permettant de diminuer l'intérêt qu'il doit payer à ses bailleurs de fonds pour arriver à réduire successivement l'intérêt de ses prêts ; que, d'autre part, la suppression de la garantie des Commissaires-Priseurs pourrait accroître les exigences des prêteurs, serait de nature à créer un aléa que devrait supporter le Mont-de-Piété, obligé dès lors de constituer un fonds de réserve, et pourrait entraîner des pertes dont il est difficile de prévoir l'étendue en transformant le Mont-de-Piété en un véritable établissement financier, autorisé à prêter sur gages à ses risques et périls ;

Considérant qu'il importe de maintenir au Mont-de-piété de Paris son caractère d'établissement public, institué dans le but de fonder, au moyen du prêt sur nantissement, le crédit sous la forme la plus accessible aux pau-

vres et aux ouvriers ; que si le Mont-de-Piété ne se borne pas à faire des avances aux nécessiteux et s'il prête, comme il l'a fait de tout temps, à tous ceux qui réclament ses services, c'est afin de procurer à tous, sans distinction, le bienfait de prêts modérés et entourés de garanties légales, conséquences logiques des prohibitions qui frappent la libre industrie du prêt sur gages ; c'est surtout afin de pouvoir, au moyen des bénéfices réalisés sur les prêts importants, supporter la charge des prêts onéreux et accomplir vis-à-vis des petits emprunteurs son œuvre de bienfaisance ;

Considérant, au surplus, que le reproche adressé aux Commissaires-Priseurs d'estimer les objets offerts en nantissement au-dessous de leur valeur réelle, ne paraît pas fondé ; qu'en effet, si des erreurs inévitables d'appréciation peuvent être relevées, il résulte des statistiques publiées par l'Administration du Mont-de-Piété que le produit de l'adjudication des gages vendus est en moyenne inférieur à l'estimation fixée par les Commissaires-Priseurs ; qu'ainsi l'innovation proposée n'est justifiée ni en fait ni en droit ; qu'elle aurait pour résultat d'affaiblir le caractère public et charitable du Mont-de-Piété, sans lui permettre de développer les services qu'il doit rendre aux nécessiteux, et ne porterait aucune atteinte, même indirecte, au trafic des reconnaissances dont l'extension, constatée depuis 1879, doit être principalement attribuée à l'inefficacité des mesures qui seraient de nature à le réprimer ;

Considérant que, dans l'état actuel de la législation l'exercice du monopole du prêt sur gages, établi par la loi du

16 pluviôse an XII, n'est sanctionné que par l'article 411 du Code pénal qui punit le délit de tenue de maison de prêt sur gages ; qu'aucune disposition n'interdit l'achat et la vente des reconnaissances du Mont-de-Piété; que, si plusieurs arrêts ont reconnu en fait que, sous le nom d'achats à reméré, divers brocanteurs faisaient en réalité des prêts sur nantissement de reconnaissances du Mont-de-Piété et tombaient, par suite, sous l'application de l'article 411 du Code pénal ; les proportions considérables qu'à prises à Paris le trafic des reconnaissances, démontrent la difficulté de supprimer le commerce des brocanteurs qui, sous une apparence mensongère, uniquement destinée à leur assurer l'impunité, ne font en réalité que des prêts sur gages ; que cette impunité relative a favorisé l'extension de ce trafic, qui procure des bénéfices élevés aux maisons d'achat de reconnaissances ; que, pour mettre un terme à cette exploitation des personnes nécessiteuses, il importe d'interdire, d'une manière absolue, l'achat des reconnaissances, en insérant dans l'article 411, une disposition analogue à celle du Code pénal belge et permettant d'atteindre ceux qui achètent habituellement des reconnaissances ;

Qu'on peut se demander si, pour rendre plus efficaces les mesures de rigueur ci-dessus proposées, il ne conviendrait pas d'autoriser le Mont-de-Piété à consentir un complément de prêt sur les gages et de donner ainsi aux emprunteurs la faculté de recevoir une somme plus élevée sans être obligés de s'adresser aux brocanteurs et de subir, par suite, leurs exigences usuraires, et sans être réduits

à leurs abandonner, soit la propriété du gage, soit le boni obtenu à la vente ;

Mais, considérant que le montant de la somme à prêter, par rapport à la valeur d'estimation, doit être fixé de manière à ne restreindre ni les facilités, ni l'intérêt que peut avoir l'emprunteur à retirer son gage ; qu'il importe également de ne pas transformer en de véritables ventes les opérations de prêts sur gages, qui rentrent seules dans le monopole attribué au Mont-de-Piété ; que l'élévation du taux des prêts au-dessus de la proportion déterminée par l'article 58 du règlement de l'an XIII, aurait pour résultat de multiplier les ventes, d'augmenter les déficits d'adjudication et pourrait, en aggravant la responsabilité des Commissaires-Priseurs, favoriser la tendance qui leur est reprochée, de baisser le montant de leurs estimations ;

Qu'au contraire, l'interdiction de l'achat des reconnaissances entraînera la fermeture des maisons qui se livrent à ce trafic et rendra plus difficile la transmission des reconnaissances aux mains d'intermédiaires moins intéressés que les emprunteurs à dégager les objets déposés ; que cette modification de l'article 411 du Code pénal aura pour conséquence de réduire le nombre des ventes, d'améliorer les conditions du prêt et, par suite, est seule de nature à sauvegarder les véritables intérêts des emprunteurs ;

EST D'AVIS :

Qu'il y a lieu de compléter l'article 411 du Code pénal par la disposition suivante :

« Les peines prononcées par le paragraphe 1^{er} du présent
« article seront également applicables à ceux qui auront
« acheté habituellement des reconnaissances du Mont-de-
« Piété. »

Cet avis a été délibéré et adopté par le Conseil d'Etat
dans ses séances des 4 et 11 juillet 1895.

Le Conseiller d'Etat, rapporteur,

Signé : A. DE ROUVILLE.

Le Vice-Président du Conseil d'Etat,

Signé : ED. LAFERRIÈRE.

Le Maître des requêtes,

Secrétaire général du Conseil d'Etat,

Signé : ABEL FLOURENS.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	5

PREMIÈRE PARTIE

Organisation des Monts-de-Piété, en particulier de celui de Paris

CHAPITRE PREMIER. — <i>Historique du Mont-de-Piété de Paris</i>	7
§ 1. — Première période : de la fondation (1777) à la fermeture de l'établissement en 1795.	7
§ 2. — Deuxième période : 1795-1805, période dite « des actionnaires »	12
§ 3. — Troisième période : réglementation de thermidor an XIII et de janvier 1831	14
§ 4. — Quatrième période : de 1851 à nos jours.	16
CHAPITRE II. — <i>Organisation actuelle du Mont-de-Piété de Paris</i>	20
§ 1. — Prêts sur nantissement d'effets mobiliers.	20
§ 2. — Avances sur valeurs mobilières.	39
CHAPITRE III. — <i>Monts-de-Piété de province</i>	45
§ 1. — Bordeaux	46
§ 2. — Lille	46
§ 3. — Lyon	48
§ 4. — Marseille	49

§ 5. — Nantes	49
§ 6. — Nice	50
§ 7. — Rouen	51
§ 8. — Versailles	52
CHAPITRE IV. — <i>Monts-de-Piété étrangers</i>	53
§ 1. — Allemagne	53
§ 2. — Amérique	55
§ 3. — Angleterre	57
§ 4. — Autriche-Hongrie	61
§ 5. — Belgique	62
§ 6. — Espagne	64
§ 7. — Grèce	65
§ 8. — Hollande	66
§ 9. — Italie	67
§ 10. — Russie	69
§ 11. — Suisse	70

DEUXIÈME PARTIE

Les Commissaires-Priseurs attachés au Mont-de-Piété de Paris

CHAPITRE PREMIER. — <i>Situation légale des Commissaires-Priseurs attachés au Mont-de-Piété de Paris</i>	75
CHAPITRE II. — <i>Projets et propositions de loi tendant à modifier l'organisation actuelle des Monts-de-Piété, envisagés quant aux Commissaires-Priseurs</i>	82
§ 1. — Proposition de loi Chamarande (1851)	82
§ 2. — Projet de loi du Gouvernement (1876)	83
§ 3. — Proposition de loi de Kergolay (1884)	85
§ 4. — Proposition de loi de Choiseul (1884)	
— — — — — Margaine (1886)	
— — — — — Roque de Fillol	
(1886)	88

§ 5. — Projet de loi du Gouvernement . . .	88
a) Floquet, Ferouillat (1888).	
b) Constans, Fallières (1890).	
§ 6. — Proposition de loi Renou, Vaillant, Walter (1898).	95
§ 7. — Proposition de loi Paul Strauss (1903) .	96
§ 8. — Proposition de loi Louis Martin (1907).	100
CHAPITRE III. — <i>Exposé et discussion des critiques dirigées contre les Commissaires-Priseurs attachés au Mont-de-Piété de Paris.</i>	103
§ 1. — Prétendu abaissement systématique du taux des prêts	104
§ 2. — Eloignement des petits emprunteurs. .	108
§ 3. — Eloignement des gros emprunteurs . .	111
§ 4. — Encouragement du trafic des reconnaissances	113
§ 5. — Emoluments et responsabilité des Commissaires-Priseurs du Mont-de-Piété. . .	121
§ 6. — Critique des Commissaires-Priseurs au Mont-de-Piété en tant que vendeurs. . .	123
CHAPITRE IV. — <i>Critique des réformes proposées pour l'organisation du Mont-de-Piété de Paris.</i> . .	127
§ 1. — Suppression des Commissaires-Priseurs et leur remplacement en ce qui concerne la prisee par des employés administratifs . .	128
A) Manque d'indépendance des agents administratifs	129
B) Incompétence des agents administratifs.	130
C) Irresponsabilité des agents administratifs.	132
1° Agents à appointements fixes et irresponsables	132
2° Agents à appointements fixes, mais responsables sur leur cautionnement.	135

D) Prétendue économie du système des employés administratifs	140
§ 2. — Majoration du taux des prêts	142
Est-elle désirable?	
Supprimera-t-elle le trafic des reconnaissances ?	
§ 3. — Suppression des Commissaires-Priseurs et leur remplacement en ce qui concerne la vente par des employés administratifs	147
Est-elle légale ?	
Est-elle désirable ?	

TROISIÈME PARTIE

Esquisse de quelques réformes susceptibles d'améliorer l'organisation actuelle du Mont-de-Piété de Paris

§ 1. — Rétablissement des Commissionnaires	158
§ 2. — Modification aux conditions d'engagement.	160
§ 3. — Diminution de la durée du prêt	163
§ 4. — Suppression du trafic des reconnaissances.	164
ANNEXE. — Avis du Conseil d'État du 11 juillet 1895	169

